

DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL
DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE
AUX DROITS DE L'ENFANT

RAPPORT ANNUEL
2011-2012



DROITS DE
L'ENFANT
Le Délégué général



DROITS DE
L'ENFANT
Le Délégué général

RAPPORT ANNUEL
2011-2012
DU DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL
DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE
AUX DROITS DE L'ENFANT

SOMMAIRE

Rapport annuel du Délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant

1^{er} septembre 2011 au 31 août 2012

© 2012 :

Délégué général de la Communauté française
aux droits de l'enfant

Rue de Birmingham 66 – 1080 Bruxelles
dgde@cfwb.be – www.dgde.cfwb.be

CONCEPTION GRAPHIQUE

Pascal-Emmanuel (www.inoctavo.be)

IMPRESSION

Ministère de la Communauté française

ILLUSTRATIONS

© Mireille Radermecker

(couverture et pp. 9, 11, 24, 27, 28, 33, 34, 35, 37,
44, 45, 49, 55, 57, 62, 63, 64, 65, 66, 75, 95, 99)

© Aurélie Elich (pp. 4, 7, 8, 12, 20, 23, 30, 31,
41, 56, 58, 61, 68, 76, 80-81, 82, 96)

Sauf :

P.21 > Campagne Marguerite

P.32 > Kim Bernard

P.52 > Elodie Ledure

P.67 > Campagne « soins dentaires »

P.70 > DGDE

P.91 > ENOC

P.92 > DGDE

P.93 > DGDE



**DROITS DE
L'ENFANT**
Le Délégué général



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Introduction 4

I Le travail d'ombuds
Quelques chiffres 8

II Les questions familiales

1	Enfants exposés aux violences conjugales	12
2	Lutte contre la maltraitance et les abus sexuels dont sont victimes les enfants	13
3	Accessibilité des milieux d'accueil	13
4	Child Focus, des relations conflictuelles	15
5	Tribunal de la famille et de la jeunesse	16
6	Un exemple de situation individuelle : la prise en charge de Charles	17
7	Protection internationale de l'enfant	18
8	Filiation et parentalité	19

III Les questions scolaires

1	Les inscriptions dans le secondaire : la campagne Marguerite	20
2	Les enfants à haut potentiel	21
3	Les écoles de devoirs	21
4	Alter Ecole	22
5	L'Association pour le développement d'écoles pour tous (ADEPT)	23
6	Quelques « cas d'école »	23

IV Les questions de pauvreté

1	La prise en charge des enfants dans les maisons d'accueil	30
2	Le logement des mineurs mis en autonomie	32
3	L'extrascolaire sans barrière	32

V Les questions de migrations

1	Groupe de travail sur les mineurs étrangers non accompagnés (MENA)	34
2	La saturation du réseau Fedasil	38
3	Les classes-passerelles	38
4	L'enfermement des familles avec enfant(s)	39
5	Des familles migrantes en provenance de pays tiers ou d'un Etat membre de l'Union européenne	40

VI Les questions de jeunesse

1	Le mineur consommateur	44
2	Les pratiques d'isolement	44
3	Jeunes et police	47
4	L'incarcération et l'enfermement des mineurs	48
5	La sixième réforme de l'Etat	56
6	Les effets du dessaisissement sur les jeunes	59
7	Les Mineurs Mal Accompagnés : « Donner la parole aux jeunes »	60
8	Des sanctions administratives communales dès 14 ans !	62

VII Les questions de santé

1	Soins et prises de médicaments pour les enfants accueillis en enseignement ordinaire	66
2	Mutilations génitales féminines (MGF)	66
3	EOP !	67
4	Tous les enfants ont le droit de sourire !	67

VIII Les initiatives de promotion des droits de l'enfant

1	« A moi ! Les limites de ma liberté » suite et (presque) fin...	68
2	Le Délégué général vous enchante	69
3	Enlignedirecte.be	70
4	www.dgde.cfwb.be et Facebook ; un contact bien réel via les outils virtuels de communication moderne	74
5	La fête des droits de l'enfant devient le Festival Zéro>18	77
6	Les 20 ans de l'institution	78
7	Le bus des droits de l'enfant	80

IX Travail en réseau et relations internationales

1	Comité d'accompagnement relatif aux services d'accueil téléphonique des enfants	82
2	Comité consultatif du Délégué général aux droits de l'enfant	82
3	Comité de concertation entre les magistrats de la jeunesse, les conseillers et directeurs de l'aide à la jeunesse, l'administration et les services	83
4	Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse	83
5	Comité de pilotage de Yapaka	84
6	Recherche nationale de délinquance juvénile auto-rapportée	84
7	Recherche sur les trajectoires-types et les longs placements des jeunes placés en IPPJ et au centre fédéral fermé	85
8	Comité de suivi du service d'aide aux détenus œuvrant dans la section des dessais du centre fédéral fermé de Saint-Hubert	85
9	Recherche sur le thème « Radicalisation et nouveaux médias : mise à l'épreuve d'un modèle intégré »	85
10	Plate-forme « Mineurs en exil »	85
11	Fonds Houtman	85
12	Commission nationale pour les droits de l'enfant	86
13	Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse	86
14	Comité d'accompagnement « Accueil pour tous »	86
15	Commission « soutien à la scolarité pour les jeunes présentant un handicap »	87
16	Conseil supérieur de l'enseignement spécialisé	87
17	Groupe de travail « psychiatrie infanto-juvénile »	87
18	Un jardin pour tous	87
19	Plate-forme « Relais jeunes parents »	88

20	Child Focus	88
21	Conseil de déontologie journalistique	88
22	Conseil supérieur de l'adoption	88
23	Conseil sectoriel de l'accueil familial	88
24	Partenariat avec la République démocratique du Congo (RDC)	88
25	Partenariat avec le Défenseur des droits en France	88
26	ENOC, Réseau européen des ombudsmans des enfants	89
27	Nouveau protocole facultatif à la Convention internationale des droits de l'enfant instituant une procédure de plainte	90
28	AOMF, Association des ombudsmans et médiateurs de la francophonie	91

X Participations publiques

XI Informations administratives

1	Les moyens mis à la disposition du Délégué général	96
2	Le personnel mis à la disposition du Délégué général	98

INTRODUCTION



Le présent rapport signe la fin de l'année consacrée au vingtième anniversaire de l'institution du Délégué général de la Fédération Wallonie-Bruxelles aux droits de l'enfant. Vingt ans consacrés à faire valoir les droits de celles et ceux qui ne peuvent les revendiquer eux-mêmes lorsqu'ils sont bafoués ; vingt ans d'interpellations, de recommandations adressées aux responsables politiques et administratifs pour tenter d'améliorer la condition des enfants ; vingt ans à promouvoir la Convention internationale des droits de l'enfant à peine plus âgée que l'institution.

Impossible de ne pas se retourner pour réfléchir à l'évolution de l'institution au cours de ces deux décennies. Créé en 1991, le Délégué général fait figure de pionnier au sein des pays signataires de la Convention internationale des droits de l'enfant. Représentée pendant plus de seize ans par Claude Lelièvre, l'institution n'a cessé de se développer pour incarner profondément les valeurs de respect, de dignité et d'intégrité des enfants. Engagée dans le contexte des affaires dramatiques qui secouent notre pays dans les années nonante, elle est particulièrement sollicitée autour des questions de maltraitance et d'abus. Sans jamais renier cette facette fondamentale de la défense des droits des enfants, le Délégué général s'est impliqué parallèlement dans d'autres domaines dans lesquels les droits des enfants sont menacés. Aujourd'hui, la palette des domaines d'intervention est particulièrement étendue : pauvreté, migrations, santé, handicap, école, culture ou loisirs sont, parmi d'autres, quelques

domaines d'intervention par lesquels l'institution affiche son caractère généraliste et à l'écoute des éventuelles problématiques émergentes.

LE DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL COMPÉTENT EN RÉGION WALLONNE

L'exercice 2011-2012 restera marqué par une démarche officielle de reconnaissance des compétences du Délégué général en Région wallonne. En effet, dans son premier plan d'actions 2011-2014 sur l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant, le Gouvernement wallon avait prévu de reconnaître le rôle du Délégué général pour les matières régionales. Dès lors, le 19 juillet, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont, par le biais d'un accord de coopération, souhaité mutualiser les services existants en matière de droits de l'enfant en Fédération Wallonie-Bruxelles et les rendre compétents pour la Région wallonne. Le Délégué général aux droits de l'enfant aurait ainsi désormais un pouvoir d'interpellation contraignant à l'égard des compétences régionales. Cet accord de coopération fait l'objet de deux avant-projets de décret d'assentiment, l'un pour la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'autre pour la Région wallonne, qui ont été transmis pour avis au Conseil d'Etat. Ces derniers devront encore être votés par les Parlements respectifs.

A de nombreuses reprises depuis sa création, l'institution avait pris la liberté d'adresser des questions et des recommandations aux autorités de la Région wallonne concernant l'application et le respect des droits de l'enfant dans les diverses matières qu'elle gère, qu'il s'agisse de thématiques qui concernent directement les enfants (handicap, transport scolaire...) ou indirectement (politique de logement, aménagement du territoire, action sociale...). La reconnaissance officielle du Délégué général par la Région wallonne, associée à celle de l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse qui épaulera le Gouvernement wallon dans l'élaboration et l'évaluation des Plans d'actions relatifs aux droits de l'enfant, serait assurément une excellente nouvelle pour la cause des enfants : la Région wallonne disposerait désormais d'instruments spécifiques afin d'améliorer la prise en compte des droits fondamentaux des enfants dans la mise en œuvre de ses politiques.

Cet élargissement des compétences de notre institution ne manque pas de poser à nouveau la question des matières régionales bruxelloises et fédérales. La question a d'ailleurs été expressément formulée lors du dernier rapportage de la Belgique auprès du Comité des droits de l'enfant de Genève. Cette question donne d'ailleurs lieu à deux recommandations spécifiques qui tiennent compte à la fois des exigences de l'application de la Convention et des spécificités du découpage politique de notre pays. Ainsi le Comité, tout en se félicitant de la création, en 2006, de la Commission nationale pour les droits de l'enfant, reste préoccupé par l'absence d'un mécanisme national de coordination de la mise en œuvre de la Convention. **Le Comité recommande dès lors à l'État partie de créer un système efficace de coordination de la mise en œuvre de la Convention et de veiller à ce que les mécanismes de coordination institués au niveau fédéral et au niveau des communautés coopèrent en vue de mettre au point une politique relative aux droits de l'enfant qui soit globale et cohérente.**

Prenant note de l'existence d'institutions de médiation distinctes dans les Communautés flamande, française et germanophone, le Comité craint par ailleurs que les législations, mandats et capacités différents de ces institutions, ainsi que l'existence de deux médiateurs au niveau fédéral, privent les enfants de toutes les régions de la Belgique d'une égale protection de leurs droits et d'une réponse à leurs griefs dans des conditions d'égalité. **Le Comité invite instamment l'État partie à harmoniser les mandats de toutes les institutions de médiation et à assurer une coordination suffisante entre les institutions de médiation des différentes communautés ainsi qu'entre les institutions de médiation en place au niveau fédéral et dans les différentes communautés. D'autre part, il invite instamment l'État partie à veiller à ce que les institutions de médiation soient accessibles aux enfants et dotées de moyens d'action leur permettant de recevoir les plaintes de violation des droits de l'enfant, d'enquêter sur celles-ci d'une manière qui tienne compte de leur sensibilité, et de prendre des mesures efficaces.**

Faut-il envisager l'élargissement des compétences des deux institutions (Délégué général et Kinderrechtencommissariaat) sur base de l'approche linguistique en Région bruxelloise ? Y a-t-il lieu d'envisager une institution spécifique pour les matières fédérales en lien avec les droits de l'enfant ? La complexité de la distribution des compétences entre pouvoirs fédérés semble plaider pour le renforcement des deux institutions existantes : comment imaginer, en effet, qu'un citoyen, a fortiori un enfant, puisse savoir d'emblée quel est le niveau de pouvoir directement concerné par une question qu'il se pose ou un problème qui l'affecte en matière de respect des droits des enfants ? En tout état de cause, nous nous limiterons à estimer que, d'une manière ou d'une autre, il serait cohérent, qu'à l'instar des Régions wallonne et flamande, la Région bruxelloise et l'Etat fédéral puissent disposer, à leur tour, d'instruments spécifiques pour garantir l'adéquation de leurs politiques avec les engagements contenus dans la Convention internationale des droits de l'enfant.

UNE INSTITUTION AU SERVICE DES ENFANTS

Les vingt ans du Délégué général et l'élargissement des compétences à la Région wallonne constituent l'occasion rêvée de rappeler, si besoin, l'enjeu fondamental d'une institution au service de la défense et de la promotion des droits de l'enfant.

Ses premières caractéristiques sont assurément sa liberté et son indépendance. Si dans la société moderne et démocratique que nous connaissons, les droits individuels et collectifs sont généralement assurés, de nombreux dysfonctionnements sont quotidiennement relevés et nous sont rapportés : il est donc essentiel que le Délégué général puisse dénoncer les dysfonctionnements et les fautes éventuelles et formuler, ensuite, des recommandations, des propositions ou des suggestions qui éviteront la répétition et l'accroissement des erreurs relevées. Il va de soi que ces différents avis ne pourront être correctement reçus et appréciés que s'ils émanent d'une institution qui se situe en dehors de toute influence extérieure à elle-même.

Vient ensuite son autonomie. La liberté de l'institution ne peut s'envisager que si sa capacité d'initier des actions en lien avec les priorités qu'elle se donne est assurée. Celles-ci sont définies à la fois par le Parlement lors de la nomination du Délégué général pour la durée de son mandat mais aussi par le Délégué général lui-même dont l'action doit pouvoir être pertinente à l'égard de thématiques spécifiques, liées notamment à l'actualité. Ce sont principalement les actions de promotion de la Convention qui nécessitent l'engagement de moyens financiers conséquents. Nous nous réjouissons et nous nous félicitons du fait que notre institution dispose désormais d'une enveloppe lui permettant d'engager de manière autonome les moyens nécessaires pour ce type d'actions.

Rappelons ensuite les différentes missions qui sont confiées au Délégué général aux termes du décret du 20 juin 2002.

→ Informer des droits et intérêts des enfants et assurer la promotion des droits et intérêts de l'enfant. Au-delà de la promotion et de la vulgarisation des articles de la Convention internationale, l'enjeu est bien de concourir à l'installation d'une véritable culture des droits de l'enfant en Fédération Wallonie- Bruxelles. Les droits de l'enfant ne sont valablement appliqués que s'ils « percolent » véritablement dans les actes du quotidien. S'il y a toujours lieu de faire progresser les connaissances et le corpus scientifique en la matière à travers l'organisation de symposiums ou de colloques, nous estimons toujours que c'est la proximité avec le grand public qu'ils convient de privilégier en priorité. Notre ambition demeure identique à celle que nous avons énoncé au début de notre mandat en 2007 : faire des droits de l'enfant une question populaire et vivante, que l'on rencontre au détour d'un marché ou aux abords d'un parc d'attraction et qui suscite le dialogue et le débat.

→ Vérifier l'application correcte des législations et des réglementations qui concernent les enfants. Ce contrôle est d'autant plus important lorsque des enfants se trouvent dans des situations où leur liberté est limitée voire absente. Il en va ainsi des établissements fermés qui recueillent des enfants délinquants ou des structures hospitalières qui soignent des enfants présentant des troubles psychiatriques. Mais il s'agit aussi de vérifier la bonne application des lois, décrets et arrêtés qui régissent les différents domaines de la vie des enfants. Si le secteur de l'aide et de la protection de la jeunesse est traditionnellement fort concerné, d'autres domaines tels que l'école, le secteur du transport scolaire, du handicap ou des loisirs nous poussent à vérifier, avec toute la rigueur nécessaire, une multitude d'éventuels dysfonctionnements ou abus qui nous sont renseignés et à interpeller celles et ceux qui en ont été les auteurs ou les acteurs, afin de restaurer les principes de la Convention internationale des droits de l'enfant.

→ Recevoir les informations, les plaintes, les questions ou les demandes de médiation relatives aux atteintes portées aux droits et intérêts des enfants et assurer l'interface avec les différentes institutions ou personnes privées concernées pour y remédier. Cette mission de traitement des réclamations éclaire le rôle spécifique des collaborateurs du Délégué général qui, au-delà de la prise en considération formelle de plaintes ou de questions délicates, tentent de faire valoir l'intérêt supérieur de l'enfant auprès de ses parents pris dans des conflits parentaux très douloureux et auprès des institutions qu'il s'agit d'amener à mieux identifier les voies du respect de cet intérêt supérieur et à faire évoluer certaines pratiques professionnelles...

Notre champ d'intervention concerne tous les enfants vivant sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Ainsi sommes-nous amené à intervenir fréquemment - au nom de l'intérêt supérieur des enfants - pour des enfants étrangers dont les parents ne sont pas en situation régulière sur le territoire et qui, de ce fait, se trouvent vivre des situations qui portent atteinte aux droits de leurs d'enfants : difficulté d'inscription dans une école, absence de logement décent, séjour dans un centre de rétention, expulsion de la famille... Nous intervenons également pour des enfants étrangers vivant à l'étranger et dont les parents - en situation régulière sur notre territoire - n'arrivent pas à les faire venir en Belgique dans le cadre du regroupement familial. Enfin, nous intervenons aussi pour des enfants belges (souvent binationaux) vivant à l'étranger et qu'il faut faire rapatrier en Belgique parce qu'ils ont fait l'objet d'un déplacement illicite (enlèvement) ou dans la mesure où leurs parents ou l'un d'entre eux ne sont plus en mesure de s'occuper d'eux dans de bonnes conditions (décès, graves difficultés sociales...).

Le Délégué général ne se substitue évidemment pas aux services spécialisés ou aux dispositifs sociaux et judiciaires de protection de l'enfance. Toutefois, lorsqu'une réclamation paraît justifiée (atteinte ou risque d'atteinte à un droit de l'enfant), nous cherchons à résoudre la situation en intervenant - de façon neutre et impartiale - auprès des autorités compétentes en matière d'aide sociale à l'enfance, de justice, de scolarité, de santé mais aussi auprès des gouverneurs, des postes consulaires à l'étranger, des bourgmestres... Nous nous interrogeons sur les raisons des décisions administratives ou des délais en proposant autant que possible une médiation ou en faisant les recommandations justifiées par la situation. Nous intervenons donc dans une démarche de médiation (inter)institutionnelle et de recommandation : nous travaillons ainsi à ce que les personnes ou institutions mises en cause portent un autre regard sur la situation et envisagent d'autres solutions dans l'intérêt de l'enfant.

Par ailleurs, nous ne pouvons intervenir dans une procédure engagée devant une juridiction, ni remettre en cause le bien fondé d'une décision de justice. Cependant, il nous est loisible de signaler aux procureurs généraux tout dysfonctionnement des services de justice préjudiciable à l'enfant.

→ Recommander au Gouvernement, au Parlement et à toute autorité compétente à l'égard des enfants toute proposition visant à adapter la réglementation en vigueur en vue d'une protection plus complète et plus efficace des droits et intérêts des enfants. Cette mission est essentielle et représente une priorité absolue pour l'institution. Outre les débats moraux, éthiques ou déontologiques à propos des droits de l'enfant suscités par notre travail qui, sur le long terme, produit une évolution des mentalités, il importe également que des propositions de réforme puissent alimenter des avancées législatives. Traditionnellement, le Délégué général remet son rapport annuel au Parlement et au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles à l'occasion de la fête anniversaire de la Convention internationale des droits

de l'enfant en novembre. Mais le travail d'interpellation et de recommandation ne se limite pas à ce moment formel. L'intérêt majeur de notre institution est bien de pouvoir déployer un regard particulièrement large sur tous les problèmes concrets de violation des droits de l'enfant et de pouvoir, en conséquence, proposer d'y remédier par un respect accru de ces mêmes droits.

Les nombreuses plaintes ou questions qui nous sont adressées, ainsi que nos contacts fréquents et étroits avec des acteurs des divers secteurs de l'enfance et de la jeunesse, révèlent de nombreux obstacles à l'application suffisante et cohérente des principes de la Convention. Au-delà de l'intérêt que nous portons aux problématiques individuelles qui nous sont confiées et à leur résolution, nous sommes attentif à traduire l'accumulation et la récurrence de situations personnelles identiques ou analogues en questions publiques ou politiques afin de tenter de faire évoluer tant les pratiques que les fondements légaux. Ainsi que nous le mentionnons dans notre rapport 2007-2008, « la question publique s'adresse prioritairement à la société dans son ensemble, l'informe de l'existence d'un nombre de situations défavorables aux droits des enfants et lui demande de réfléchir à des améliorations individuelles ou institutionnelles à mettre en œuvre pour remédier à cet état de fait. La question publique agit ainsi sur les mentalités et les pratiques. La question politique s'adresse aux instances décisionnelles. Elle génère des avis et des interpellations de

qualité qui servent à aiguiller le travail parlementaire et à proposer des modifications légales ou réglementaires. »

Quatre ans après avoir écrit ces lignes, nous persistons à penser que l'aller-retour entre les questions publiques et les questions politiques est seul capable de garantir une évolution tangible et appréciable des droits reconnus aux enfants. Aucune avancée politique considérable n'est envisageable sans conscientisation et participation citoyenne. Aucune question citoyenne n'est réellement prise en compte si elle n'est pas traduite en droits politiques.

↔ Mener, à la demande du Parlement, des investigations sur le fonctionnement des services administratifs de la Communauté française concernés par cette mission. Le décret prévoit, qu'outre l'établissement pour chaque mandat de Délégué général d'une liste non exhaustive des domaines prioritaires dans lesquels celui-ci exerce sa mission, le Parlement puisse demander des investigations spécifiques sur le fonctionnement des services administratifs de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Voilà donc les principales missions d'une institution entièrement tournée vers la défense des droits de l'enfant. Nous vous invitons à présent à prendre connaissance de l'activité du Délégué général au cours du dernier exercice.



CHAPITRE : I

LE TRAVAIL D'OMBUDS

QUELQUES CHIFFRES

Au cours du dernier exercice nous avons poursuivi les quatre missions principales confiées à notre institution : répondre aux questions et aux réclamations, assurer la promotion des droits de l'enfant issus de la Convention internationale, contrôler le fonctionnement des services liés à l'enfance en lien avec leurs droits et faire des propositions de réforme ou d'amélioration des cadres légaux dans les mêmes matières.

Concernant les demandes d'informations, on constate que le nombre de celles-ci croît continuellement depuis 3 ans, ce qui peut témoigner du fait que la question des droits de l'enfant n'est pas vécue d'office dans une « culture du contentieux ».

Concernant le traitement des plaintes, on constate, comme lors des deux derniers exercices, une forte polarisation sur l'exercice de la parentalité et sur les questions scolaires. Ces dernières augmentent encore sensiblement, tant en nombre de questions et demandes d'informations qu'en nombre de plaintes qui nous sont adressées. Les questions et plaintes concernant les enfants dans la migration, qu'ils voyagent seuls ou en familles, augmentent également de manière importante et inquiétante.

Par rapport au dernier exercice, on constate un léger tassement des questions et plaintes concernant la maltraitance alors que celles liées aux divorces et séparations ne connaissent aucune évolution sensible. La diminution des chiffres liés à la maltraitance n'indique en rien que la problématique serait moins préoccupante

qu'auparavant. Elle résulte sans doute de l'amélioration de l'offre des services de première et de seconde ligne. L'amélioration des contacts des services du Délégué général et le suivi des relations avec nombre d'entre eux a certainement permis, au cours de ces dernières années, de leur renvoyer systématiquement et en confiance les situations individuelles, certes préoccupantes, mais pour lesquelles notre intervention directe ne semblait pas justifiée. Nous pensons ainsi que notre public est progressivement mieux informé de nos compétences et de nos limites et orientent désormais prioritairement leurs demandes vers des services adéquats.

La problématique des mineurs migrants, qu'ils soient seuls ou en famille, procure à notre institution un grand nombre de questions et de plaintes qui ne manquent pas de nous inquiéter. La situation est ici inversée : l'aide dont ces enfants pourraient espérer profiter est tellement incertaine et complexe que de nombreuses situations individuelles nous sont confiées car elles n'ont pu être valablement traitées par les services d'aide sociale. L'absence de lisibilité des dispositifs concernés par ce public et le lamentable ping-pong institutionnel auquel se livrent les autorités fédérales et communautaires, provoquent d'inquiétants ravages sur des enfants, parfois très jeunes, dont les droits élémentaires sont loin d'être respectés. Le nombre de ces situations dramatiques ne dit rien pourtant de l'important investissement humain qu'elles réclament.

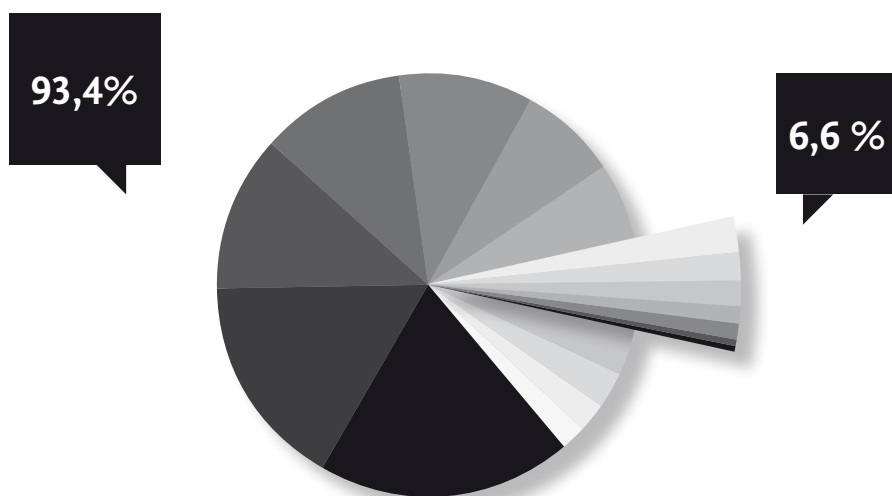
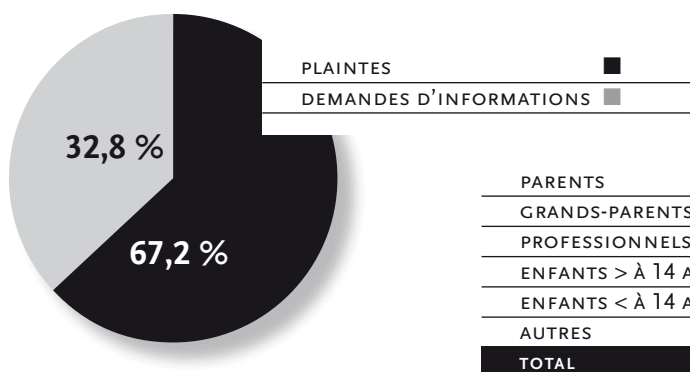
Une institution de défense des droits de l'enfant peut-elle accepter que des enfants soient relégués à la rue ou dans des halls de gare en raison du statut légal, juridique ou administratif des leurs parents ? Doit-elle accepter de plier et de se résigner face aux exigences qu'impose la gestion des flux migratoires ? Nous ne le pensons pas et souhaitons partager notre plus vive inquiétude face à l'insuffisance flagrante de prise en considération de cette problématique qui nous conduit souvent à nous départir de notre rôle de service de « troisième ligne » pour jouer au « pompier de service » dans des situations intolérables et simplement indignes.

Enfin, la diminution du nombre d'entrées sous le label « santé » est exclusivement due à notre souci d'être le plus précis possible quant au motif des saisines. Ainsi, le lecteur attentif remarquera que cette baisse est compensée par une nouvelle catégorie de questions et plaintes désormais classées sous le label « handicap ». Cette précision nous permettra certainement d'être plus attentifs encore aux nombreuses discriminations dont ont à souffrir nombre d'enfants présentant différents besoins spécifiques. Cette nouvelle classification nous permettra également d'assurer, au niveau de notre institution, le monitoring de la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées.



COMPARAISON PAR ANNÉE DES THÉMATIQUES : TOTAL | PLAINTES | DEMANDES D'INFORMATIONS

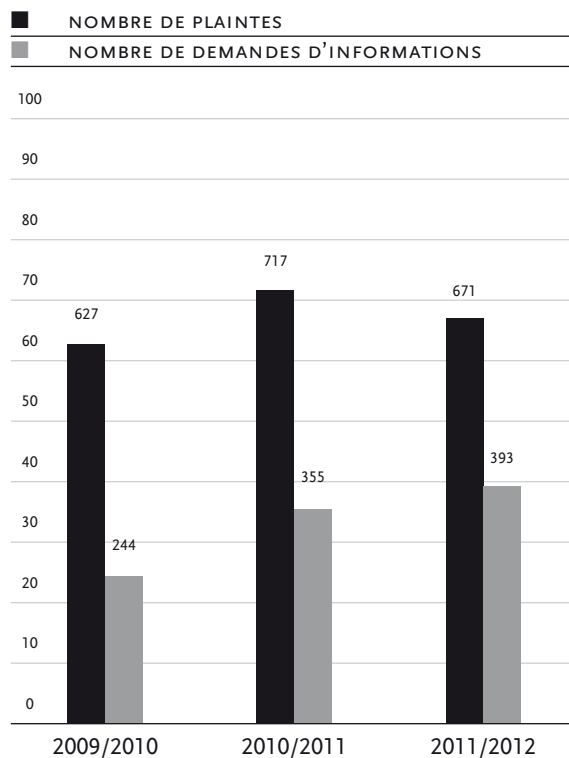
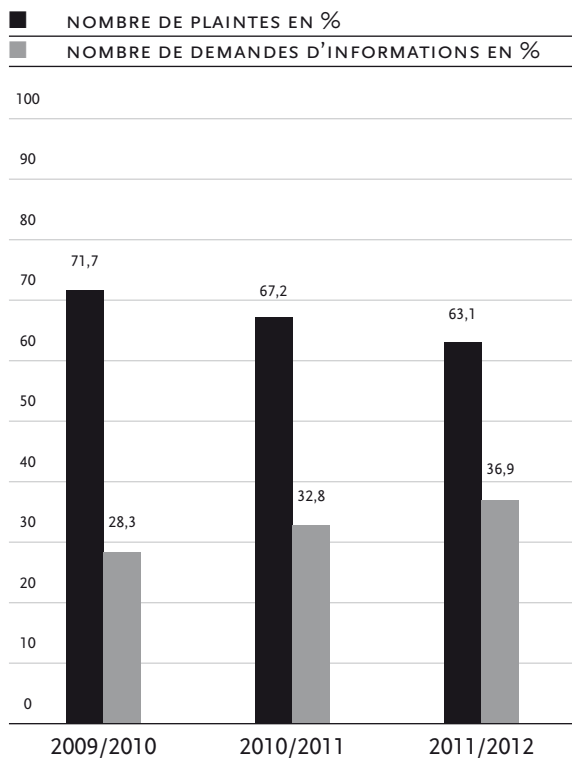
	2011-2012			2010-2011			2009-2010		
MALTRAITANCE	125	78	47	151	99	52	165	124	41
DIVORCE ET SÉPARATION	177	73	104	183	81	102	151	108	43
ENSEIGNEMENT	207	139	68	197	136	61	138	92	46
PLACEMENT	109	73	36	144	120	24	133	117	16
AUTRES	64	22	42	98	45	53	53	25	28
PROBLÈMES ADMINISTRATIFS	38	22	16	25	13	12	53	37	16
ENFANTS ÉTRANGERS	119	97	22	60	51	9	35	24	11
ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	82	72	10	89	77	12	37	32	5
SANTÉ	30	19	11	44	33	11	27	19	8
DÉLINQUANCE JUVÉNILE	24	13	11	15	11	4	22	13	9
GRANDS-PARENTS	9	4	5	13	7	6	21	12	9
LOGEMENT	19	12	7	20	18	2	17	15	2
STATUT JURIDIQUE	7	1	6	3	0	3	10	5	5
ADOPTION	3	3	0	3	3	0	4	0	4
EMPRISONNEMENT	16	15	1	14	11	3	4	4	0
HANDICAP	17	14	3	0	0	0	0	0	0
SECTE	2	1	1	0	0	0	1	0	1
RAPT PARENTAL	16	13	3	13	12	1	4	4	0
TOTAL	1064	671	393	1072	717	355	871	627	244
	100%	63,1%	36,9%	100%	66,9%	33,1%	100%	72,10%	27,90%



PLAINTES ET DEMANDES D'INFORMATIONS EN POURCENTAGE

	PLAINTES	PLAINTES (%)	DEMANDES D'INFOS	DEMANDES D'INFOS (%)	TOTAL	TOTAL (%)
ENSEIGNEMENT	139	20,7%	68	17,3%	207	19,5%
DIVORCE ET SÉPARATION	73	10,9%	104	26,5%	177	16,6%
MALTRAITANCE	78	11,6%	47	12,0%	125	11,7%
ENFANTS ÉTRANGERS	97	14,5%	22	5,6%	119	11,2%
PLACEMENT	73	10,9%	36	9,2%	109	10,2%
ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	72	10,7%	10	2,5%	82	7,7%
AUTRES	33	3,3%	42	10,8%	64	6,0%
PROBLÈMES ADMINISTRATIFS	22	3,3%	16	4,1%	38	3,6%
SANTÉ	19	2,8%	11	2,8%	30	2,8%
DÉLINQUANCE JUVÉNILE	13	1,9%	11	2,8%	24	2,3%
LOGEMENT	12	1,8%	7	1,8%	19	1,8%
HANDICAP	14	2,1%	3	0,8%	17	1,6%
EMPRISONNEMENT	15	2,2%	1	0,3%	16	1,5%
RAPT PARENTAL	13	1,9%	3	0,8%	16	1,5%
GRANDS-PARENTS	4	0,6%	5	1,3%	9	0,8%
STATUT JURIDIQUE	1	0,1%	6	1,5%	7	0,7%
ADOPTION	3	0,4%	0	0,0%	3	0,3%
SECTE	1	0,1%	1	0,3%	2	0,2%
	671	100,0%	393	100,0%	1064	100,0%

TABLEAU COMPARATIF PAR ANNEE : PLAINTES OU DEMANDES D'INFORMATIONS





LES QUESTIONS FAMILIALES

ENFANTS EXPOSÉS AUX VIOLENCES CONJUGALES

Le 14 décembre 2010, le Délégué général a organisé un colloque ayant trait à la problématique des enfants exposés aux violences conjugales. Ce colloque est l'émanation d'un groupe de travail initié en 2009. L'objectif était d'élaborer des recommandations et l'organisation du colloque participait à cette finalité.

Ce processus a donc permis d'élaborer des recommandations auprès des différents exécutifs. Nous avons donc mené différentes démarches auprès de cabinets ministériels en reprenant les recommandations proposées, dont l'organisation de formations, la remise à jour des protocoles, la mise en place d'un réseau...^{1/}

En ce qui concerne le Ministère de la justice, nous avons insisté sur les risques d'instrumentaliser la médiation familiale en rappelant que ce mode de résolution des conflits n'est pas un instrument approprié pour traiter des questions de violences familiales et que le processus de médiation implique des rapports d'égalité et de liberté entre les personnes. Or, la violence rompt avec cette philosophie d'égalité et de liberté. Nous avons également réinsisté sur l'urgence à mettre en place un tribunal de la famille et de la jeunesse.

1/ Voir rapport d'activités 2010-2011, pp. 13 et ss.

Notre objectif reste cependant essentiellement axé sur la formation. A cette fin, nous avons rencontré différents cabinets ministériels du Gouvernement de la Communauté française et de la Région wallonne :

- La Direction générale de l'aide à la jeunesse a organisé une formation consacrée au conflit conjugal.
- Le Conseil supérieur des centres PMS a également été contacté et a adressé à la Direction du service général de pilotage du système éducatif de l'AGERS, ses propositions en matière de formations en cours de carrière des personnels des centres PMS, pour l'année 2013-2014. Le document reprenant ces propositions a également été envoyé à la direction de l'IFC (Institut de formation inter-réseaux), qui assurera la gestion de l'organisation des formations retenues.

D'autres perspectives se dessinent :

- La Direction de l'égalité des chances de la Fédération Wallonie-Bruxelles projette de réaliser une brochure « Enfants exposés à la violence conjugale » destinée à tout professionnel en contact avec des enfants exposés aux violences conjugales.
- L'ONE est chargé de travailler sur une proposition de réseautage.
- L'ONE entend poursuivre une réflexion sur la non-destruction du lien parent-enfant.
- Un plan d'action de lutte contre la maltraitance doit être initié par le secteur de l'aide à la jeunesse.
- Une réactualisation des protocoles est en cours.
- Une charte de valeurs doit être élaborée pour tout le secteur de la petite enfance.



Concernant l'exercice de la parentalité, les questions et les plaintes qui nous ont été soumises concernent notamment l'exercice des droits de visite et d'hébergement, la maltraitance intrafamiliale, les enfants binationaux ou encore les placements d'enfants en institution.

Cette année, plus que les autres encore, nous avons été régulièrement sollicité pour des questions ou des plaintes concernant des enfants vivant des situations transfrontalières délicates et pour lesquels la question du respect de leurs droits et de leur intérêt pouvait être posée. Ces situations particulières se produisent notamment dans le cadre d'adoptions internationales, de placement à travers les frontières, de Kafala, de déplacements transfrontaliers illicites ou encore de tutelle internationale.

Ces dossiers comportent souvent des aspects civils prépondérants, mais ils ne sont pas pour autant dénués de tout caractère protectionnel. On lira plus loin quelques exemples concrets qui permettent de mieux cerner la complexité et la gravité de ces situations internationales. Nous avons dû, à de nombreuses reprises, constater l'absence d'infrastructure sociale internationale qui pourrait utilement traiter de ces situations sous un angle protectionnel en cherchant à rencontrer l'intérêt supérieur de l'enfant ; ces situations étant exclusivement gérées jusqu'ici sous l'angle institutionnel et administratif par les Ministères des affaires sociales et de la justice. Comme on le lira, ces traitements institutionnel et administratif se révèlent très souvent largement insuffisants et incapables de préserver le meilleur intérêt de l'enfant.

Considérant que l'aide aux personnes relève des manières personnalisables, il nous semble que c'est aux Communautés qu'il incombe d'organiser et d'offrir les services sociaux adéquats. Puisque c'est aujourd'hui trop peu le cas, nous avons pris l'initiative, au cours de ce dernier exercice, de réunir un groupe de travail associant notamment les services travaillant dans le cadre de l'accueil familial ainsi que des représentants de la Direction générale de l'aide à la jeunesse ainsi que des représentants des services d'aide à la jeunesse. On trouvera plus loin les premières conclusions provisoires de ce groupe de travail.

LUTTE CONTRE LA MALTRAITANCE ET LES ABUS SEXUELS DONT SONT VICTIMES LES ENFANTS

Pour rappel, fin 1998, un groupe de travail réunissant des représentants du Ministère de la justice, de la magistrature et des Communautés, actifs dans le domaine de la maltraitance, avait vu le jour dans le cadre de l'exécution des décisions de la Conférence interministérielle sur la protection des droits de l'enfant. Ce groupe de travail, auquel participait le Délégué général, avait pour mission d'examiner les recommandations de la Commission nationale contre l'exploitation sexuelle des enfants et d'élaborer des directives ou des accords de coopération en vue d'améliorer la prise en charge des situations de maltraitance par les instances compétentes et la collaboration entre la justice et les services d'aide.

Le groupe avait notamment élaboré un protocole d'intervention entre le secteur médico-psycho-social et le secteur judiciaire

Dans le cadre de l'évaluation du protocole, le groupe a réfléchi à la production d'un outil en vue d'informer les intervenants de terrain de l'existence et du contenu de ce protocole.

Une brochure, un sous-main et un triptyque devraient prochainement faire l'objet d'une diffusion auprès des professionnels de première ligne.

ACCESSIBILITÉ DES MILIEUX D'ACCUEIL

Interpellés par de nombreux signalements et questions, le Délégué général, le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes ont collaboré à la rédaction d'une recommandation² à l'intention du Ministre de l'enfance et de l'ONE concernant l'accessibilité des milieux d'accueil en Fédération Wallonie-Bruxelles dans le respect des pratiques de non-discrimination.

Ces signalements concernent plus précisément les situations suivantes :

- des refus opposés par certaines directions des milieux d'accueils de prendre en compte des demandes d'inscription d'un enfant dont la mère était demandeuse d'emploi et en situation de famille monoparentale ;
- des exclusions d'enfants des milieux d'accueil en cas de perte d'emploi d'un des deux parents ou des deux. Dans ce type de situations, certains milieux d'accueils conditionnent la continuité de l'accueil à l'obligation de retrouver un travail dans un délai imparti ;
- des refus d'inscription dans le cas où un des deux parents est demandeur d'emploi ;
- des refus d'inscription lorsqu'un des deux parents ou un parent isolé suit une formation à temps partiel.

2/ Voir <http://www.dgde.cfwb.be/index.php?id=3961>

Pour appuyer ces refus, les structures d'accueil se basent sur leur règlement d'ordre intérieur et leur projet d'accueil. Dans ceux-ci, les structures d'accueil organisent librement leurs propres critères de priorité à l'admission et leurs propres règles d'exclusion pour autant que ce projet et ce règlement soient approuvés par l'Office de la naissance et de l'enfance en Communauté française (conformément au prescrit de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 (art. 44, 1°,d)).

En effet, en vertu de l'article 50 de l'arrêté précité, les milieux d'accueil peuvent refuser d'inscrire un enfant dès lors que la demande d'inscription est en opposition avec le projet d'accueil ou avec le règlement d'ordre intérieur du milieu d'accueil.

Si l'on combine ces deux dispositions légales, il en ressort la situation de fait suivante :

- les milieux d'accueil sont libres de fixer comme critère de priorité à l'inscription, dans le règlement ou le projet d'établissement, celui qui prévoit qu'au moins un des parents de l'enfant travaille à temps plein ;
- les milieux d'accueil sont libres de refuser une inscription si celle-ci contrevient à leur règlement ou leur projet d'établissement ;
- par conséquent, ils seront libres de refuser la demande d'inscription d'un parent isolé sans emploi car elle contrevient à leur règlement ou leur projet d'établissement.

Ils doivent néanmoins tenir compte de l'exigence de l'article 55 de l'arrêté qui prévoit de réserver au moins 10 % de leur capacité totale en vue de rencontrer les besoins d'accueil résultant de situations particulières précisées dans le règlement d'ordre intérieur du milieu d'accueil dont notamment l'accueil d'enfants ayant un lien de parentalité avec un autre enfant inscrit.

La lecture de cet article, et spécifiquement le terme « notamment », laisse à penser que d'autres catégories d'enfants peuvent entrer dans ces places « réservées ». Dans son interprétation de l'arrêté, l'ONE y inclut ainsi :

- les enfants dont les parents ont des problèmes sociaux, psychologiques ou physiques importants ;
- les enfants dont l'accueil est proposé par un service SOS-Enfants ou par une décision judiciaire ;
- les enfants confiés en adoption ;
- ou encore les enfants dont l'intérêt supérieur est conditionné à une telle opportunité d'accueil.

On ne peut toutefois pas faire entrer les familles monoparentales dans une de ces catégories : elles ne peuvent en effet pas être assimilées à des familles « à problèmes ».

Il y a donc lieu de constater que les dispositions légales elles-mêmes, telles qu'elles sont aujourd'hui formulées et interprétées, constituent une des origines du problème. Elles conduisent par ailleurs à des situations de discrimination interdites par la législation.

Même si l'arrêté du Gouvernement prévoit que l'inscription de l'enfant ne peut être refusée sur la base de discriminations

sociales, sexuelles ou raciales, pour autant que les parents acceptent de souscrire au projet d'accueil et au règlement d'ordre intérieur du milieu d'accueil (article 50), les situations décrites entrent en contradiction avec les principes d'égalité et de non-discrimination dont la mise en œuvre est organisée par des textes légaux.

Limiter l'offre de services aux personnes qui disposent d'un emploi implique l'exclusion directe de personnes qui disposent d'un type de ressources particulières, le chômage ou les revenus de remplacement par exemple. Cette exclusion implique également indirectement, les chiffres en témoignent, l'exclusion d'une plus grande proportion de femmes élevant seules leurs enfants (veuves, divorcées ou séparées par exemple).

Par ailleurs, l'accès à un milieu d'accueil est un droit de l'enfant au sens de la Convention internationale des droits de l'enfant et les signalements rapportés contreviennent à l'article 2 qui oblige l'Etat à protéger l'enfant contre toute forme de discrimination et à prendre des mesures positives pour favoriser le respect de ses droits, ainsi qu'à l'article 3 qui impose que l'intérêt supérieur de l'enfant soit une considération primordiale dans toutes les décisions qui le concernent. L'article 18 établit également que les Gouvernements doivent accorder l'aide appropriée aux parents et aux représentants légaux de l'enfant dans la responsabilité qui leur incombe d'élever l'enfant et assurer la mise en place d'institutions, d'établissements et de services chargés de veiller au bien-être des enfants.

Différentes recommandations ont dès lors été formulées par le Centre, le Délégué général et l'Institut :

- Mettre en œuvre les engagements pris par les Gouvernements régionaux et communautaires lors de leurs déclarations politiques (2009-2014) d'améliorer l'accès aux milieux d'accueil ce qui implique l'augmentation du nombre de places disponibles et la gestion équitable et efficace de l'accès aux places disponibles.
- Modifier l'arrêté du Gouvernement du 27 février 2003 afin de préciser explicitement :
 - que l'inscription de l'enfant ne peut être refusée sur la base des critères de discrimination protégés par le décret du 12 décembre 2008 ;
 - que cette protection contre les discriminations ne peut être conditionnée à l'acceptation du projet ;
 - que le critère chronologique est le seul critère de priorité qui peut être opposé à des familles en demande d'accueil ;
 - que tout critère lié à la situation de travail du ou des parents demandeurs doit être exclu ;
 - que tout critère d'admission ou de continuité de l'accueil susceptible d'être interprété soit interdit.
- Elargir le contrôle de l'ONE sur les règlements et projets en vue de les rendre conformes au décret du 12 décembre 2008 et à l'arrêté du Gouvernement du 27 février 2003 modifié conformément au point précédent. Dans cette perspective, l'effectivité du contrôle ne peut être réalisée que s'il s'accompagne de dispositions contraignantes.

- Mettre en place des processus de formation à la lutte contre les discriminations, les stéréotypes et les préjugés, e.a. auprès des directions de milieux d'accueil, des conseillers pédagogiques et des coordinateurs de milieux d'accueil.

CHILD FOCUS, DES RELATIONS CONFLICTUELLES

Au cours du mois de février 2012, Child Focus, Fondation d'utilité publique, a lancé une nouvelle campagne invitant les jeunes qui seraient abusés à chatter avec leur service. Spots vidéos ou pages publicitaires présentent, par exemple, une jeune fille qui déclare « *Je déteste quand papa vient dans mon lit la nuit. Mais surtout, ne le dis à personne.* »

Cette action nous a paru dérangement à plusieurs égards.

D'une part, il s'agit d'une campagne basée sur la peur et qui pousse à faire appel à un service anonyme, qui plus est via un chat Internet et sans communication verbale, plutôt que d'aider le jeune à trouver à qui parler auprès d'un intervenant de proximité. Selon le point de vue, partagé par bon nombre d'acteurs de la Fédération Wallonie-Bruxelles, c'est essentiellement dans la relation que peut s'opérer un dévoilement d'abus, dans une relation effective, qui permet, entre autres, d'éviter des risques de décompensation et d'assurer un suivi dans la durée. Les équipes SOS-Enfants, les services de l'aide à la jeunesse et autres services autour de la santé mentale existent pour assurer des prises en charge des cas de maltraitance et d'abus sexuels. Ces services occupent des centaines de professionnels – assistants sociaux, psychologues, juristes, médecins... – formés, encadrés, évalués. Le moyen préconisé par Child Focus est donc inapproprié.



En matière de prévention et de promotion d'une vie familiale harmonieuse, le soutien à la parentalité et l'accompagnement des familles se sont révélés, depuis plusieurs années, incontournables. Là où l'on avait trop souvent tendance à suppléer la déficience chronique ou passagère des parents, à retirer l'enfant d'un environnement familial jugé défaillant, les stratégies éducatives actuelles tentent de prendre plus et mieux en compte les parents et l'entourage familial des enfants. S'il reste encore trop de situations où, pour des raisons diverses, des enfants sont trop rapidement extraits de leur milieu, il est incontestable que, dans la majorité des cas, cette décision, souvent très lourde de conséquences pour l'enfant, n'est prise qu'après avoir tenté de remédier à la difficulté rencontrée par le biais du renforcement des ressources et des capacités parentales.

Le soutien à la parentalité et l'accompagnement des familles qui éprouvent des difficultés constitue à l'évidence une stratégie pertinente de prise en compte des enfants en difficulté ou en danger. Pourtant, alors que cette stratégie est utilisée par de nombreux acteurs en lien avec les problématiques d'enfance et de jeunesse, on doit déplorer que tant les termes utilisés que ce qu'ils recouvrent restent particulièrement vagues, flous et se prêtent à toutes les interprétations. Il est cependant évident que ce type d'intervention, qui se déroule souvent dans l'intimité des familles, se doit de respecter une série de balises éthiques et déontologiques.

En 2006, une note du Gouvernement de la Communauté française a évoqué la nécessité d'élaborer un référentiel de soutien à la parentalité pouvant s'adresser aux acteurs de l'enfance. Cette mission a été confiée à l'Office de la naissance et de l'enfance (ONE), avec le soutien du Fonds Houtman. En 2008 et 2009, plusieurs centaines de professionnels se sont réunis lors de journées d'échanges d'expériences. Par la suite, l'ONE a mené différentes actions en vue d'enrichir et nuancer les réflexions, valeurs et questionnements émergeant de ces journées.

Chemin faisant, il est apparu que cette question qui concerne d'autres acteurs sociaux, notamment ceux du secteur de l'aide à la jeunesse, avait tout à gagner à faire l'objet d'une large concertation de manière à offrir un seul modèle de soutien des parents et d'accompagnement des familles pour l'ensemble des enfants en Fédération Wallonie-Bruxelles, de leur petite enfance jusqu'à leur majorité. Les services de l'ONE ont donc naturellement ouvert leur groupe de réflexion aux acteurs de l'aide à la jeunesse et le Délégué général, conscient de l'enjeu, a souhaité apporter son soutien et sa collaboration à l'élaboration de ce référentiel commun. Outre qu'il aura permis des contacts et des échanges particulièrement nourris entre ces différents secteurs, ce travail de longue haleine a abouti à un document particulièrement élaboré et pertinent qui provoquera sans aucun doute un intérêt accru pour le travail de soutien de la parentalité et l'accompagnement des familles.

L'objectif est de mettre à la disposition des professionnels de l'enfance, des connaissances pratiques et conceptuelles, de construire des repères communs et de favoriser des pratiques de réseau. Il entend placer le soutien à la parentalité comme un socle à l'ensemble des pratiques des professionnels afin de garantir un développement harmonieux des enfants et favoriser leur bien-être.

Le Délégué général se réjouit d'avoir pu apporter sa contribution à ce travail qui sera présenté officiellement en décembre 2012. Il sera diffusé largement auprès des professionnels des secteurs de l'enfance et disponible sur les sites Internet des trois institutions.

D'autre part, on ne peut que regretter que les Fonds européens qui subventionnent Child Focus soient à ce point mal utilisés. Plutôt que de mettre en valeur des services existants depuis des années tels « Ecoute-Enfants », les équipes SOS-Enfants ou les services d'aide aux victimes, on voit ici l'irruption d'un nouveau dispositif dont la pertinence peut-être sérieusement questionnée.

Dès lors, en raison des doutes sur la pertinence des choix opérés dans cette campagne et les possibles conséquences négatives sur ceux qu'elle affirme vouloir protéger, le Délégué général ainsi que d'autres professionnels ont adressé un courrier à la Direction de Child Focus en vue de suspendre la campagne « Chat : maintenantj'enparle.be ».

Faute de réponse satisfaisante de la part de Child Focus, le Délégué général a publié une carte blanche, dans le Soir du 23 février 2012, cosignée avec le Président du Comité d'accompagnement de l'enfance maltraitée (CAEM), le responsable de la Coordination de l'aide aux victimes de maltraitances, le Directeur du Centre interdisciplinaire des droits de l'enfant (CIDE), l'Association des services droits des jeunes et le Président de DEI-Belgique.

A la suite de la publication de cette carte blanche, plusieurs questions orales ont été posées à la Ministre de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse ainsi qu'à la Ministre de la justice. Les réponses apportées témoignaient clairement d'un grand malaise, lié notamment à l'extension des missions de Child Focus sur le terrain des compétences communautaires.

Hélas, en mars 2012, Child Focus lançait une autre campagne posant tout autant de questions : « stop child-pornography », campagne visant à lutter contre la pédopornographie en s'associant à deux stars du « X ».

Même si le Délégué général est tout aussi préoccupé que Child Focus par la douloureuse question de la pédopornographie, force est de constater que cette campagne répétait les travers dénoncés dans la carte blanche du Soir du 23 février 2012 et se basait sur ce qu'il est convenu de nommer un « estompement de la norme ». Cette campagne contribuait à banaliser, voire valoriser, la « pornographie pour les grands », qui serait, quant à elle, exempte de toute critique. On le sait pourtant, la pornographie réduit la sexualité à des images stéréotypées qui prétendent reproduire fidèlement ce qui se passe dans la rencontre amoureuse. Basée essentiellement sur la domination des femmes, elle contribue à l'apprentissage d'une sexualité dégagee de tous tabous et de tous sentiments puisqu'elle la prive de la relation, de l'échange, de l'affectivité, de l'amour et du respect. A l'occasion de cette campagne et comme d'autres acteurs du monde de l'éducation, le Délégué général a donc marqué une nouvelle fois sa désapprobation auprès des responsables de Child Focus.

Enfin, à l'initiative du Délégué général, diverses réunions ont été organisées entre les signataires de la carte blanche en vue de dégager les meilleures propositions pour renouer un dialogue constructif entre les acteurs de la Fédération Wallonie-Bruxelles et Child Focus.

A l'heure actuelle, malgré une rencontre supplémentaire avec tous les acteurs impliqués cette fois, y compris les représentants des ministres concernés de la Fédération Wallonie-Bruxelles, aucune piste n'a pu être dégagée à ce jour. Un protocole d'entente, actuellement en préparation auprès la Ministre de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse devrait toutefois être proposé très prochainement afin d'éviter des mésententes régulières et des conflits stériles, contraires au respect des intérêts des enfants et des jeunes.

TRIBUNAL DE LA FAMILLE ET DE LA JEUNESSE

La création d'un tribunal de la famille a déjà été évoquée dans nos rapports d'activités précédents.

Depuis plus de 30 ans, on entend parler dans notre pays, de la création d'un tel tribunal pour répondre à l'éclatement des compétences familiales entre le juge de paix, le président du tribunal de première instance, le tribunal civil et le juge de la jeunesse. Une réforme s'impose dès lors dans la mesure où le système judiciaire actuellement en place pour les conflits familiaux est incohérent voire incompréhensible pour les justiciables, et ne répond absolument plus à l'évolution des familles d'aujourd'hui.

Prévu dans la déclaration gouvernementale de 2008, ce projet n'avait toutefois pas abouti sous la précédente législature. Le projet du Gouvernement avait cependant été repris par plusieurs parlementaires et la proposition de loi portant création d'un tribunal de la famille et de la jeunesse avait été voté en séance plénière à la Chambre le 20 juillet 2011.

La proposition a été transmise au Sénat.

Conjointement avec le Kinderrechtencommissariaat, nous avons élaboré un avis relatif à la proposition de loi discutée, à partir d'une préoccupation commune sur la position juridique des mineurs dans un contexte judiciaire.

Dans cet avis³, nous abordions notamment les questions relatives à la médiation (information, gratuité, place des enfants, multidisciplinarité), à l'audition des enfants (âge, obligation de convocation, gratuité, accompagnement, place de la parole), à l'assistance juridique des mineurs, au huis clos dans les chambres de la jeunesse, au droit d'accès autonome des enfants à la justice, à la formation et la spécialisation des magistrats...

3/ http://www.dgde.cfwb.be/fileadmin/sites/dgde/upload/dgde_super_editor/dgde_editor/documents/avis/Avis_Tribunal_de_la_Famille.pdf

Sur la base de texte voté à la Chambre, nous avons également transmis notre avis aux membres de la Commission de la justice du Sénat, en insistant plus particulièrement sur deux points : la médiation et l'audition des mineurs.

Concernant la médiation, il nous est apparu nécessaire de rappeler la nécessité d'accorder une place à l'enfant dans le processus. Par ailleurs, la proposition transmise au Sénat prévoyant la possibilité de créer des chambres de règlement à l'amiable, nous avons plaidé pour qu'au niveau qualitatif, la médiation, dans le tribunal de la famille et de la jeunesse, soit envisagée de manière multidisciplinaire (coopération des expertises et des savoir-faire juridiques, psychologiques et communicationnels).

Au niveau de l'audition de mineurs, nous nous sommes inquiété de la formulation, dans le texte voté à la Chambre, des informations que le jeune reçoit dans sa convocation et notamment la mention que « le juge n'est pas tenu de se conformer aux demandes formulées par l'enfant ». Il serait préférable d'opter pour une formulation plus positive. Par ailleurs, la proposition opère un retour en arrière sur le principe du droit de l'enfant d'être entendu. Ce droit serait maintenant limité aux questions relatives à l'autorité parentale, au droit d'hébergement ainsi qu'au droit aux relations personnelles, alors que le régime actuel de l'article 931 du Code judiciaire prévoit le droit pour l'enfant d'être entendu dans « toute procédure le concernant ».

Alors que l'accord du Gouvernement fédéral du 1^{er} décembre 2011 prévoit que le Gouvernement soutiendra et mettra en œuvre l'initiative parlementaire portant création du tribunal de la famille et de la jeunesse, et que la Commission de la justice du Sénat a procédé à quelques auditions de représentants des autorités judiciaires, ce dossier n'a toujours pas abouti.

Le système judiciaire actuellement en place pour régler les conflits familiaux étant particulièrement incohérent et incompréhensible pour la majorité des justiciables, il importe que cette réforme aboutisse dans les meilleurs délais pour répondre à l'évolution des familles.



UN EXEMPLE DE SITUATION INDIVIDUELLE : LA PRISE EN CHARGE DE CHARLES

Le Délégué général a été informé de la situation de Charles, 12 ans, qui après avoir été accueilli durant 4 ans au sein d'un service résidentiel de jour (SRJ), avait été orienté vers une institution psychiatrique, le service estimant qu'il n'y avait plus de projet possible et qu'il avait atteint les limites de ses compétences.

A l'époque, cet enfant avait été décrit comme présentant des signes de psychose et devant être protégé de sa propre mère, elle-même atteinte de troubles bipolaires, souffrant de troubles de l'attachement et ayant menacé de violenter son fils.

Depuis ce moment, et à défaut de trouver une solution adaptée, Charles avait séjourné chez sa mère et dans différentes institutions psychiatriques (tout en restant inscrit sur liste d'attente dans plus d'une dizaine d'institutions).

La situation de celui que nous prénommons Charles est très révélatrice de nombreux dossiers d'enfants et de jeunes pour lesquels notre institution est régulièrement saisie. Il s'agit d'un de ces nombreux enfants qui n'entre dans aucune des « catégories » classiques : ni vraiment délinquant, ne relevant pas de la psychiatrie mais présentant pourtant des troubles du comportement importants et difficilement gérables par des institutions d'hébergement classiques. Pour peu que, comme dans la situation de Charles, des problèmes administratifs viennent encore complexifier la donne, la solution devient plus qu'improbable...

L'impossibilité de trouver une structure capable d'apporter à Charles l'attention et les soins qu'il nécessite constitue à l'évidence une maltraitance institutionnelle grave, dont nous avons d'ailleurs déjà témoigné à partir des récits des jeunes repris dans notre rapport « Mineurs Mal Accompagnés ».

Depuis début 2012, la situation de Charles est devenue chaotique :

- > il a intégré un SRJ qu'il doit quitter au bout de quelques jours en raison de ses troubles psychiatriques ;
- > il intègre un lit d'urgence et de nouvelles démarches sont faites vers un autre service ;
- > il est orienté vers un centre d'accueil d'urgence (CAU) dans l'attente d'une prise en charge ;
- > il est hospitalisé pour 5 jours en vue d'une mise au point de son traitement ;
- > il est admis en institution psychiatrique (pour un mois) depuis février mais son admission a été prolongée durant plusieurs mois !

Le Délégué général a eu plusieurs contacts avec le magistrat en charge de ce dossier et avec l'équipe médicale de l'hôpital psychiatrique.

Tous s'accordent à dire que Charles n'a pas sa place au sein d'un établissement hospitalier. En dehors de toute

médication lourde et malgré celle-ci, Charles est difficilement gérable. De par son attitude, il est exclu par les autres.

Cet enfant a besoin d'une petite structure dotée de ressources éducatives. Il ne connaît aucune règle et n'a aucune limite, sans doute parce qu'il n'en a jamais reçu de la part de sa mère. Les troubles qu'il présente actuellement sont la conséquence de cette absence « d'éducation » et non d'une maladie psychiatrique.

Les médecins confirment que c'est un enfant « sauvage », un enfant de 4 ans dans le corps d'un adolescent de bientôt 13 ans. C'est un enfant qui a régressé depuis qu'il a quitté « La maison familiale ».

Il est donc impératif de trouver au plus vite une structure adéquate pour Charles afin qu'il puisse entrer, autant que faire se peut, en phase de « reconstruction ».

Le Délégué général a évidemment interpellé les différents ministres compétents en la matière. Tous se sont dits très sensibilisés par la situation de Charles et lui ont indiqué qu'ils travaillaient sur les questions soulevées par cette situation inhumaine au sein de la Conférence interministérielle Santé et du Conseil national des établissements hospitaliers.

A ces difficultés de diagnostic, d'orientation et de prise en charge adéquate, se sont ajoutés des paramètres qui complexifient encore la situation de cet enfant.

En effet, Charles s'exprime en français et en anglais mais était domicilié en Flandre. Un juge de la jeunesse francophone a donc été saisi. Toutefois, ce n'est pas le service social de la Communauté française mais bien le Social Dienst Jeugdrechtbank qui assure le suivi de la situation.

Le Délégué général a rencontré ce service ainsi que son homologue pour la Communauté flamande. La recherche d'une institution francophone adaptée n'a pas été possible car la Communauté flamande a cessé de subventionner des placements en Communauté française.

D'autre part, la maman de Charles, de nationalité anglaise, est sans titre de séjour (elle n'a pas renouvelé sa carte de résidence), ce qui a notamment pour conséquence de bloquer les allocations familiales de Charles, rendant la situation financière du mineur encore plus complexe.

L'assistante sociale de l'institution où la maman est hospitalisée a entrepris des démarches afin de l'aider à régulariser sa situation.

La priorité est donc de rechercher un moyen de subventionner la prise en charge de cet enfant afin de l'orienter (comme préconisé par la responsable d'une structure d'aide transversale, mandatée par le tribunal de la jeunesse) vers un service résidentiel de jour accompagné d'une équipe mobile d'intervention (en soutien au SRJ) et un partenariat avec un hôpital (pour les moments de crise).

Le Délégué général a été informé par l'hôpital où séjourne Charles que le service social francophone (SPJ) aurait été saisi pour assurer le suivi de cette situation. Le Délégué général a donc interpellé ce service afin que cesse la maltraitance institutionnelle dont est victime cet enfant et qu'une aide adéquate puisse lui être apportée.

PROTECTION INTERNATIONALE DE L'ENFANT

Depuis de nombreuses années, nous sommes très régulièrement amené à rencontrer la problématique d'enfants vivant des situations transfrontières. Nous les rencontrons dans le cadre des adoptions internationales, de placements à travers des frontières, de Kafala, de déplacements illicites d'enfants, de tutelle internationale...

Si ces situations présentent souvent un caractère civil, il reste que de nombreux dossiers individuels présentent aussi un caractère social.

Or nous constatons une absence d'infrastructure sociale internationale et transculturelle quant au traitement de ces situations et nous constatons qu'elles sont traitées exclusivement sous l'angle institutionnel et administratif par le Ministère de la justice et par le Ministère des affaires étrangères. Le traitement institutionnel et administratif ne nous paraît pas suffisant. Par ailleurs, l'aide aux personnes relèvent des matières personnalisables et c'est aux entités fédérées qu'il incombe d'offrir les services sociaux adéquats.

De manière à mieux appréhender, ce type de situation, nous évoquerons la situation de Javier : « Des parents résidant à Bruxelles ont un enfant, Javier, âgé de 6 ans. Les parents se séparent et la maman d'origine brésilienne quitte le territoire belge accompagné de son enfant sans en avoir avisé le père. Les juridictions belges et brésiliennes décident de confier l'hébergement au père et imposent le retour en Belgique... Pendant 6 ans, l'enfant n'est cependant pas localisé et il s'avère impossible d'organiser son retour. A l'âge de 12 ans, les autorités brésiliennes retrouvent l'enfant placé dans un groupe religieux intégriste. L'organisation du retour doit encourager une collaboration entre les Etats et les services sociaux. Cette collaboration doit nécessiter un accompagnement psycho-social qui tienne compte de la dimension religieuse, voire sectaire. Il s'agit donc de sortir de la logique civile pour proposer un accompagnement psycho-social en Belgique qui tienne compte de la dimension religieuse. »

Nous traitons de nombreuses situations internationales semblables présentant à la fois un volet protectionnel et un volet international.

Nous constatons que ces situations sont principalement gérées par le secteur administratif et que le secteur social y est trop rarement sollicité. En Belgique, la matière est essentiellement gérée par l'Etat fédéral.

Devant l'absence d'infrastructure adéquate concernant le traitement de telles situations, nous avons créé un groupe de travail associant notamment les services travaillant dans le cadre de l'accueil familial, des représentants des services de l'aide à la jeunesse et de la Direction générale de l'aide à la jeunesse.

Ce groupe de travail a été institué avec le concours de la Conférence de la Haye de droit international privé.

L'objectif de ce groupe de travail visait surtout à aborder l'examen d'une Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de reconnaissance et de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants. Cette Convention traite notamment la question des rapt parentaux, de la tutelle internationale, des placements d'enfant à travers les frontières, de la Kafala... Elle a été signée par la Communauté européenne le 1^{er} avril 2003 et devait être ratifiée par tous les membres de la Communauté européenne le 5 juin 2010. La Belgique n'a cependant pas encore ratifié cette Convention alors que la quasi-totalité des pays européens (notamment la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Luxembourg) l'ont fait. Cette ratification implique aussi que chacune de Communautés vote un décret d'assentiment préalablement à la ratification par le Parlement fédéral. La Communauté flamande a voté son décret d'assentiment le 28 novembre 2008 et la Communauté germanophone le 28 mars 2011. En ce qui concerne la Communauté française, ce décret d'assentiment devrait être voté à très brefs délais.

L'efficacité de la mise en œuvre de la Convention de La Haye de 1996 implique aussi des réaménagements de pratiques professionnelles.

Dans cette perspective, nous proposons de penser un accompagnement psycho-socio-juridique international. Même s'il s'agit encore de pratiques très isolées, il reste que ces situations doivent être rencontrées et que les services doivent pouvoir développer une capacité de réaction. L'objectif n'est donc pas de créer de nouveaux services, de recruter de nouveaux agents mais de former des personnes, voire de restructurer certains services. Dans cette perspective, il nous semble également très important de sensibiliser le secteur non seulement à la problématique internationale mais aussi aux facteurs transculturels car ils peuvent être sources de très grandes vulnérabilités et être à l'origine de difficultés psychologiques et sociales. L'objectif est donc de penser des mesures d'accompagnement aux personnes qui vivent au quotidien la pratique du métissage culturel et l'internationalisation des familles. Ce travail étant complexe, nous pensons poursuivre nos travaux et déposer dès l'année prochaine un cahier de recommandations.

FILIATION ET PARENTALITÉ

Dans notre précédent rapport d'activité, nous avons résumé les travaux d'un groupe de travail sur la filiation et la parentalité. Ce groupe de travail a participé à l'élaboration d'un document de travail intitulé « Les nouvelles questions de filiation et droits du sujet »⁴.

Nous avons repris ces travaux et les réunions sont présidées par Madame Marie-France Lambert, directrice d'un service de placement familial et présidente du Conseil sectoriel des familles d'accueil.

Notre objectif est de travailler à l'élaboration de recommandations générales sur les nouvelles questions relatives à la filiation et à la parentalité. Cette mission peut aussi s'exprimer à travers l'élaboration d'avis communiqués aux différentes instances politiques. Le projet est donc d'interpeller à la fois le législatif et l'exécutif.

Il ressort des entretiens entamés par le Délégué général auprès de personnalités issues des différents partis que le monde politique est demandeur d'une réflexion générale sur la filiation et la parentalité.

Il ne s'agit cependant pas de faire double emploi avec le Comité de bioéthique. La particularité de notre approche doit se construire à partir de l'enfant et pour reprendre le document de travail sur la filiation, l'objectif est de penser et de réfléchir à l'élaboration de montages institutionnels de filiation favorisant l'épanouissement de l'enfant, l'émergence de sa subjectivité.

La finalité doit viser prioritairement l'élaboration d'une réflexion globale et cohérente, et éviter de saucissonner, d'isoler les questions. Ainsi, les questions relatives à la gestation pour autrui, à l'accouchement dans la discrétion, à la parentalité sociale, aux nouvelles pratiques d'engendrement avec tiers, la question des origines... sont trop souvent abordées de manière isolée sans être englobées dans un contexte plus général de la filiation et de la parentalité. Il nous semble que l'avantage d'aborder les nouvelles problématiques en faisant prévaloir certaines questions centrales permettra plus facilement de bien nommer les situations et d'éviter parfois des incohérences...

La méthode de travail doit donc viser à mettre en évidence les questions centrales que l'on retrouve dans toutes les nouvelles problématiques relatives à la filiation.

Le groupe de travail est par ailleurs pluridisciplinaire, composé de philosophes, de psychanalystes, de psychiatres, de médecin-généralistes, de sociologues et de juristes.

Un document de travail sera communiqué début de l'année 2013.

4/ Voir <http://www.dgde.cfwb.be/index.php?id=3495>



LES QUESTIONS SCOLAIRES

LES INSCRIPTIONS DANS LE SECONDAIRE : LA CAMPAGNE MARGUERITE

Cette année encore, le Délégué général a été l'un des partenaires du projet « Marguerite » tout au long de l'année académique 2011-2012.

Pour rappel, la campagne réunit une large plate-forme d'acteurs institutionnels et associatifs signataires du projet (Délégué général aux droits de l'enfant, Ligue des droits de l'homme, Ligue des droits de l'enfant, Cgé, FAPEO, CJD asbl, TCC Accueil AMO, SOS jeunes – Quartier Libre AMO, Solidarité Savoir, SIMA, Service de prévention de Ganshoren, Samarcande AMO, Seuil, Itinéraires AMO, Infor Jeunes Bruxelles, Infor Jeunes Laeken, Fédération des étudiants francophones, CSC Bruxelles, Coordination des écoles de devoirs de Bruxelles, Dynamo AMO, CIDJ, Bruxelles J, AtMOS-phères AMO, APED, Atouts jeunes AMO, ULB), regroupés sous le terme « Collectif Marguerite ».

Cette campagne d'information et de sensibilisation a non seulement pour objectif l'explication et la compréhension des aspects techniques du décret inscription, mais vise aussi et principalement à promouvoir les notions d'égalité et de mixité sociale, à lutter contre la dualisation du système scolaire et à encourager le développement d'une école de la réussite. Le public visé comprend les jeunes et les parents, principalement issus des milieux populaires, ainsi que les professionnels en contact avec ce public.

En effet, de nombreuses discriminations et différents freins à l'inscription persistent en Fédération Wallonie-Bruxelles et les acteurs de terrain restent confrontés à ces problématiques (demande de certaines écoles de fournir d'autres documents que le formulaire unique d'inscription au moment de l'inscription, paiement d'une somme d'argent...).

Le bus du Délégué général a donc une nouvelle fois été mis à disposition des partenaires du projet et a stationné à plusieurs reprises, de décembre à mars, sur plusieurs marchés bruxellois (Molenbeek, Anderlecht, Saint-Gilles et Schaerbeek).

Des fiches d'information ont servi de support à la sensibilisation du public. Elles reprenaient les thématiques suivantes : le choix d'une école, les modalités du décret inscription, la gratuité de l'école, l'exclusion définitive d'un établissement scolaire, le non-redoublement.

Deux nouveautés ont également été introduites dans la campagne : la marionnette « Marie-Dounia », adolescente illustrant la diversité et la mixité sociale et constituant un élément d'identification pour les jeunes ; la participation du Magic Land Théâtre qui a assuré plusieurs animations sous formes de sketches interactifs avec le public dans le cadre de la tournée du bus.

Le symbole visuel de la campagne reste la Marguerite, composée de différents pétales sur lesquels sont repris les concepts essentiels du projet.

A côté de ces actions, des animations et des formations auprès de jeunes, parents ou professionnels ont été organisées de manière décentralisée à l'initiative de chaque partenaire.

Un brunch festif a clôturé la campagne Marguerite sur la place Sainte-Croix à Ixelles.

LES ENFANTS À HAUT POTENTIEL

« HP », « surdoué », « génie », « intellectuellement précoce ». Les multiples dénominations de ces enfants « différents » recouvrent des réalités parfois très différentes. Aujourd'hui, la dénomination « à haut potentiel » semble adaptée, du moins chez nous. En effet, cette appellation semble mieux correspondre à la réalité de ces enfants qui apprennent parfois très vite (mais pas toujours dans tous les domaines), et en tout cas autrement.

Si un grand nombre d'entre eux (dont une bonne partie d'ailleurs non identifiée) poursuivent leur scolarité sans trop de heurts et s'orientent dans des options qui répondent à leurs attentes, il n'en demeure pas moins que certains (pas tous identifiés non plus) ne s'adaptent pas à notre enseignement. C'est ainsi que certains de ces enfants peuvent se retrouver relégués dans l'enseignement qualifiant ou dans l'enseignement spécialisé, voire carrément déscolarisés. En outre, il arrive fréquemment que leurs très grandes facilités ne leur permettent de développer ni le sens de l'effort, ni les capacités de mémorisation. L'entrée en secondaire (et plus encore leur arrivée dans le 2^e degré), est d'ailleurs souvent un cap très difficile. Tous ces éléments prouvent à suffisance que beaucoup de ces enfants nécessitent un encadrement, à la

fois sur le plan des apprentissages mais également dans le domaine relationnel. En effet, leur très grande sensibilité et des centres d'intérêt différents de ceux des enfants de leur âge peuvent engendrer le sentiment d'être « différents » et incompris. Cette souffrance peut même les amener à se dévaloriser et à se replier sur eux-mêmes.

Le Délégué général est régulièrement saisi par des parents au sujet des problèmes rencontrés par ces enfants au cours de leur scolarité. Force est de constater qu'il existe effectivement très peu d'initiatives dans ce domaine et que les projets qui tentent de subsister n'ont pas les moyens de se développer de manière pérenne. L'existence même d'une problématique à ce niveau est fréquemment niée, du fait des clichés que la majorité des gens continuent à avoir sur ces enfants dits « surdoués ».

Le Délégué général recommande dès lors qu'une information sur la réalité des enfants « HP » soit inscrite dans les formations initiale et continuée des professionnels de l'éducation et que les moyens financiers nécessaires soient accordés aux associations qui ont les compétences pour apporter le soutien et l'encadrement nécessaires aux enfants (tant à l'école que dans des activités extrascolaires) ainsi qu'à leurs parents. En outre, nous insistons pour que ces enfants soient reconnus comme étant « à besoins spécifiques », notamment dans le cadre de l'application du décret inscription pour le secondaire.

LES ÉCOLES DE DEVOIRS

Le Délégué général est fréquemment saisi quant à la situation des écoles de devoirs, tant par des parents que par différents professionnels de l'éducation. Ces interpellations sont très différentes selon qu'elles proviennent





Le nombre considérable de plaintes et de réclamations relatives au fonctionnement des établissements scolaires témoigne toujours des discriminations qui peuvent entraver une inscription à l'école pour des raisons diverses et variées. Ces discriminations sont notamment liées au manque de places aux différents niveaux, qui renforce encore la logique de marché scolaire. La scolarité pleine et épanouie des enfants porteurs de handicap en milieu ordinaire ou adapté reste également souvent problématique.

Trop nombreuses sont encore les plaintes ou questions relatives à la légalité des procédures d'exclusion. Mais d'autres plaintes, plus inquiétantes, sont en constante augmentation ; elles concernent non plus la conformité ou la légalité, mais bien la matérialité des faits incriminés et leur gravité au regard de l'ampleur de la sanction et de ses conséquences sur l'avenir scolaire des enfants. On relève également que ces plaintes ne concernent plus seulement l'enseignement secondaire, mais aussi le niveau fondamental et même le maternel dans plusieurs cas.

L'analyse de ces plaintes révèle un seuil de tolérance en baisse constante à l'égard des comportements jugés inconvenants et difficiles dans les écoles. La multiplication de contrats dit « de comportements » ou « pédagogiques », qui constituent souvent l'antichambre de l'exclusion en est un puissant révélateur ; ces contrats se limitent souvent à fixer à l'élève des objectifs inatteignables, sans engagement en contrepartie de la part de l'école. Leur unilatéralité et leur irréalisme interrogent...

Sans en faire une généralité toutefois, les contacts et les rencontres avec les élèves concernés et leurs parents confirment une constante détérioration des relations au sein des écoles et la progression d'un climat de méfiance réciproque entre les élèves, leur entourage et les collectivités scolaires.

de Bruxelles ou de la Région wallonne, l'organisation des écoles de devoirs étant globalement assez différente selon les 2 régions.

Le Délégué général a déjà dénoncé à plusieurs reprises le flou qui entoure trop souvent ces structures alors que leur existence et leur organisation représente un enjeu majeur dans l'offre extrascolaire proposée aux enfants, de quelque milieu qu'ils soient issus, même si l'on sait que les enfants des milieux socio-économiquement défavorisés y sont majoritaires.

Un débat agite le secteur de manière récurrente depuis des années : les écoles de devoirs (EDD) sont-elles un lieu pour faire les devoirs scolaires et de la remédiation ou sont-elles bien plus un lieu qui répond aux missions officielles des EDD, à savoir le développement intellectuel, l'émancipation sociale, le développement de la créativité et le développement de la citoyenneté et de la participation ? Ce débat, loin d'être tranché, continue à occuper une place beaucoup trop grande dans les réflexions et occulte des réalités qui demanderaient pourtant d'être rapidement réglées.

C'est dans cet esprit que le Délégué général recommande prioritairement que soit élaborée, en concertation avec les associations sur le terrain, une définition de la fonction des EDD commune à toute la Communauté française, que les moyens financiers nécessaires leur soient accordés de manière pérenne via un organisme chargé de s'assurer de leur qualité de fonctionnement et qu'une formation adéquate soit garantie à tous les intervenants, qu'ils soient professionnels ou bénévoles.

ALTER ECOLE

Suite aux événements qui se sont déroulés lors de la dernière rentrée scolaire de « Pédagogie nomade », la convention qui liait l'asbl « Périple en la demeure » au Gouvernement de la Communauté française a finalement été résiliée avant le terme prévu (juin 2012).

Le Délégué général a été saisi à de multiples reprises durant les premiers mois de l'année scolaire 2011-2012, aussi bien par des élèves que par des parents et des professeurs (voire même des habitants du village ainsi que d'anciens parents et d'anciens élèves).

Nous ne souhaitons pas revenir sur les motivations de cette décision au sujet desquelles nous nous sommes prononcé en temps utile, mais nous tenons à redire notre regret quant à l'opportunité non saisie de mettre en place une véritable médiation entre les différents acteurs. Par ailleurs, nous avons également déploré que d'autres situations de violence scolaire régulièrement dénoncées par l'institution, dans le cadre de la fonction de vigilance qui nous est dévolue, ne bénéficient pas toujours d'un suivi aussi attentif et/ou rapide.

Suite au déménagement de Pédagogie Nomade à Gouvy, nous nous sommes très rapidement rendu sur place pour rencontrer les élèves, leurs professeurs et la préfète, et avons manifesté notre souhait d'être informé au mieux du devenir de l'école en intégrant son comité de pilotage, ce qui est chose faite depuis mai 2012. En effet, l'utilité et la pertinence de ce type de projet n'est plus à démontrer, et à travers cette implication, nous souhaitons faire valoir l'importance que nous accordons à la multiplication d'expériences pédagogiques différentes au sein de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT D'ÉCOLES POUR TOUS (ADEPT)

Le projet « ADEPT » (association pour le développement d'écoles pour tous) a continué à progresser durant cette dernière année.

Il a été décidé de travailler sur plusieurs axes complémentaires :

- travail sur l'opérationnalité du projet en matière d'aménagement du temps (horaire des enfants, du personnel, grilles horaires...);
- travail sur une organisation spatiale optimale qui favorise la collaboration, le partage d'expériences et la convivialité...;
- approfondissement de certains points importants du projet lors de deux journées au cours desquelles différents experts nous ont rejoints : le non-redoublement, l'intégration des élèves à besoins spécifiques, les options possibles pour l'organisation des cours philosophiques, la mixité sociale et interculturelle ;
- contacts avec différents pouvoirs organisateurs en vue d'examiner d'éventuelles futures collaborations tant au niveau fondamental que secondaire.

La réflexion autour d'une charte pédagogique et éducative (pour les trois niveaux de l'enseignement obligatoire) sera approfondie dans les mois à venir pour aboutir à des textes dont nous espérons qu'ils pourront inspirer le plus grand nombre possible d'écoles, au moins en partie dans un premier temps. Ces travaux réuniront les membres de l'asbl ADEPT (qui sera prochainement créée) et des experts extérieurs qui ont accepté d'enrichir régulièrement le groupe par leurs compétences propres. Le Délégué général continuera vraisemblablement à assurer un certain soutien logistique mais l'asbl poursuivra seule ses travaux de manière totalement indépendante, par respect pour le caractère neutre et indépendant de l'institution.

QUELQUES « CAS D'ÉCOLE »

Il est toujours difficile de synthétiser les raisons pour lesquels des plaintes ou des questions concernant la scolarité des enfants nous sont adressées. De manière générale, elles révèlent souvent un triste état des relations au sein des écoles tant entre les adultes de l'école (le premier rapport du service téléphonique d'écoute des enseignants indique que près de la moitié des faits relatés concernent des violences, principalement morales ou psychiques, entre adultes), qu'entre enseignants et parents ou enseignants et élèves.

Un autre point commun aux plaintes que nous traitons est la difficulté pour les enfants et/ou leurs parents de faire valoir leur point de vue face à l'institution scolaire. Dans ces cas précis, le recours au Délégué général se révèle souvent déterminant. Mais il est regrettable qu'il n'existe pas plus de lieux dans l'école permettant d'aplanir des difficultés légères ou modérées qui prennent souvent

une ampleur considérable faute d'avoir pu être traitées sereinement par les personnes concernées avec, si nécessaire, le concours d'un service de médiation.

Pour le reste, on découvrira grâce à la lecture de ces « cas d'école » que les droits de l'enfant sont menacés dans de nombreux domaines tournant autour de l'école : violence d'enseignant, exclusion d'un internat pour défaut de paiement, procédure d'exclusion bâclée, faute professionnelle non sanctionnée, refus d'inscription d'un enfant en raison d'un handicap.

Pieds et poings liés

En mai 2012, l'institution est interpellée par une AMO située en Région wallonne et spécialisée dans le droit des jeunes. Nous sommes ainsi informé d'un fait qui s'est produit 2 mois plus tôt en 1^{ère} année générale secondaire.

Un professeur, prétendant avoir agi en réponse à une provocation, bâillonne et ligote un élève à sa chaise au moyen d'un large papier adhésif brun et quitte sa classe. Les autres élèves essaient de libérer le jeune avec un cutter, mais sans y parvenir. C'est finalement une éducatrice qui y parviendra.

Quelques élèves témoins en parlent à leurs parents qui interpellent le professeur. Ce dernier reconnaît les faits, mais les minimise : il s'agissait d'une « blague ». La direction, elle, refuse tout contact. L'inspection est informée, prend d'abord une mesure d'écartement, puis réintègre le professeur tout en maintenant une procédure disciplinaire dont l'issue n'est connue de personne.

Dans le même temps, des élèves plus âgés se posent en défenseurs du professeur, au point que le jeune concerné endosse toute la responsabilité des faits et se réfugie dans le silence. Cette réaction pousse la direction à minimiser les faits pourtant avérés et à soutenir son professeur. Réaction d'autant plus étonnante que d'autres comportements, difficilement compatibles avec le projet d'établissement basé, entre autres, sur le respect et le dialogue, ont déjà été dénoncés sans suites. Pire, les élèves qui ont dénoncé les faits, ne seront pas protégés lors d'agressions physiques subies de la part de leurs aînés. Certains d'entre eux changeront d'ailleurs d'école tant les relations au sein de l'établissement auront été mises à mal.



Saisi de ces informations, le Délégué général interpelle le PO de l'école et l'Administration générale sur différents points de cette affaire :

- Une victime qui a subi des faits répréhensibles et reconnus doit-elle réellement déposer plainte elle-même pour que l'auteur soit reconnu responsable du préjudice commis ?
- Est-il normal, dans un milieu scolaire, de banaliser (voire même de couvrir) la violence commise par un adulte qui a charge d'éducation ?
- Est-il normal que les élèves qui ont normalement dénoncé une telle violence ne soient plus assurés de pouvoir fréquenter l'école dans des conditions normales de sécurité, qu'ils soient obligés de quitter l'école et qu'ils soient actuellement confrontés à des difficultés d'intégration dans un nouveau milieu scolaire ?
- L'école ne se doit-elle pas d'être un lieu qui assure la mission « de promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves » (article 6.1 du décret « Missions ») ?

Par ailleurs, nous insistons pour que les élèves concernés (directement en tant que victime et indirectement en tant que compagnons de classe) soient entendus et reconnus dans ce qu'ils ont vécu.

Le PO nous informe dès le lendemain par téléphone qu'il « prendra attitude » vis-à-vis du professeur et que le CPMS intervient pour prendre la mesure des troubles causés chez les élèves et apporter le soutien nécessaire.

Fin juillet, l'Administration générale nous informe que le PO a pris la décision d'infliger à l'enseignant la peine disciplinaire du blâme.

Dans sa réponse, le Délégué général prend bonne note de l'information et fait le vœu, compte tenu de l'importance des faits qui sont, en outre, totalement avérés, qu'une sollicitude et une compréhension au moins identiques soient dorénavant appliquées dans les décisions disciplinaires qui concerneront les élèves de cette école en particulier et de toute la Fédération Wallonie-Bruxelles en général.

Le coût de l'internat

Fin mai 2012, le Délégué général est saisi par la maman d'un enfant de 12 ans atteint d'un handicap moteur. Le jeune garçon est scolarisé très loin de son domicile et doit dès lors fréquenter un internat. Par ailleurs, la famille vit dans des conditions financières difficiles et la maman est dans l'obligation de suivre une formation à l'ONEM sous peine de ne plus percevoir ses allocations de remplacement.

Or, suite à un retard d'un mois dans le paiement des frais d'internat, la maman apprend que son enfant ne pourra plus y être accepté à partir du 1^{er} juin. Cette situation entraînerait ipso facto la déscolarisation de son enfant et l'impossibilité pour elle de continuer à remplir ses obligations vis-à-vis de l'ONEM. D'après elle, une proposi-

tion de paiement échelonné est refusée. Par ailleurs, cette déscolarisation est présentée de manière très positive par les responsables de l'internat, l'intention étant d'éviter l'accroissement des dettes pour la maman.

Compte tenu de l'urgence de la situation, toutes les démarches se feront par téléphone et l'enfant réintègrera l'internat après être quand même resté une semaine à la maison.

Toutefois, au travers des entretiens que nous avons eus avec les différents intervenants, il est apparu que ce type de situation semblait relativement banal et que l'intervention du Délégué général qui visait essentiellement à assurer à l'enfant son droit à la scolarité, était diversement appréciée en regard du défaut de paiement.

Dans un premier temps, nous avons interpellé l'Administration générale afin d'obtenir une évaluation du nombre d'enfants qui, en l'espace d'une année scolaire, auraient été exclus d'un internat suite à un défaut de paiement des frais d'hébergement.

Mi-septembre, un courrier nous a informé de la difficulté d'établir de telles statistiques, mais insistait sur l'importance d'établir une distinction entre exclusion et privation des services d'internat. De fait, l'exclusion définitive étant une sanction disciplinaire qui doit répondre à un comportement répréhensible de l'élève, il résulte sans ambiguïté qu'elle ne peut résulter d'un défaut de paiement.

Nous ne contestons nullement que l'hébergement en internat soit subordonné au paiement d'une pension (d'autant que les chefs d'établissement, les administrateurs d'internat et les comptables sont soumis à des obligations en la matière et que, sous certaines conditions, leur responsabilité pourrait être engagée en cas de non-recouvrement), mais nous demandons que les décisions de privation soient examinées en tenant compte du droit élémentaire de chaque enfant à être scolarisé.

Une analyse de ces questions et des réponses nous a été promises par les services compétents.

Un grave déscolarisation

En février 2012, le Délégué général est saisi par un directeur d'école fondamentale quant à la situation d'une de ses élèves, âgée alors de 8 ans.





On a pu lire plus haut qu'au cours du dernier exercice, notre institution a poursuivi sa contribution à un groupe de travail pluriel et pluridisciplinaire pour repenser l'enseignement en profondeur et tenter de proposer de nouveaux modèles, plus respectueux des droits des enfants, dans le cadre de la création des nouvelles places annoncées pour faire face au défi démographique. Redisons-le une fois encore : alors que de nombreux indicateurs confirment le mauvais état de notre enseignement, l'ouverture de ces nouvelles classes ne peut se limiter à la seule rencontre d'une contrainte quantitative mais doit représenter une réelle aubaine de redéployer des énergies positives en faveur d'un enseignement de qualité et accessible à toutes et à tous. Si tout le monde s'accorde à reconnaître qu'une réforme complète du système scolaire dans toute sa complexité semble hors de portée dans l'immédiat, il serait coupable de ne pas se saisir de l'opportunité offerte par ces nouvelles places pour corriger les erreurs avérées et pour initier de nouveaux projets scolaires.

Il ne s'agit pas seulement de réformes pédagogiques, même si ce type de réforme est attendu, tant notre école semble avoir bien du mal à se mettre au diapason de notre époque. Mais l'effort ne doit pas se limiter à tenter d'y intégrer les apports des nouvelles technologies. Il s'agit, à nos yeux, de faire entrer de nouvelles modalités d'exercice de l'autorité. La question de l'autorité nous paraît en effet omniprésente dans bon nombre de situations qui nous sont confiées. Chacune témoigne en partie du climat délétère dans lequel évoluent désormais bon nombre de communautés scolaires : conflits autour des exclusions, harcèlements, faiblesse des possibilités de recours interne, radicalisation des points de vue...

Comment espérer aujourd'hui pouvoir exercer la même autorité sous les mêmes modalités qu'autrefois ? Est-il pensable que l'autorité du maître demeure inchangée quand l'ensemble des contenus scolaires sont désormais disponibles d'un seul coup de clic sur Internet ? Et que, partout ailleurs, des familles aux usines, l'autorité s'exerce sous de nouvelles modalités ? La participation des enfants, valeur essentielle de la Convention internationale des droits de l'enfant, n'est pas suffisamment présente dans les formes d'enseignement que nous connaissons aujourd'hui ! De nombreux observateurs relèvent pourtant qu'elle pourrait constituer un levier puissant du changement de la dynamique scolaire, diminuer le taux des violences et participer bénéfiquement à l'instauration d'une forme d'autorité contemporaine et adaptée aux évolutions de société.

La création de nouvelles écoles ou entités doit aussi permettre un recentrage sur d'autres priorités essentielles. Au premier titre, la mixité sociale, ou plutôt son absence, est source de grandes préoccupations. Améliorer de manière significative cette mixité scolaire ne peut se résumer à l'observance d'un décret spécifique. Comme le rappelait justement Bernard Delvaux (la Libre du 14/09/2012) « il ne suffit pas de mettre les enfants entre eux pour accroître la mixité sociale. C'est aussi une question d'adhésion des équipes éducatives et d'implantation de l'offre. »

A ce dernier titre, on ne peut que constater et regretter que les décisions en matière de construction d'écoles dans les grandes villes (principalement dans la Région bruxelloise) « parce que prises dans la précipitation » (dit le même Delvaux) ne prennent pas suffisamment en compte le défi de la mixité. Il paraît pourtant évident aux yeux de nombreux observateurs qu'on pourrait en partie relever ce défi par le biais de choix des implantations d'écoles. En comparaison avec de nombreuses villes étrangères, nos villes se composent d'un patchwork de quartiers prospères et d'entités plus pauvres, sans connaître la réalité des banlieues. Dans la situation inédite que nous connaissons où il s'agit de concevoir entièrement de nouvelles écoles, les lieux d'implantation de celles-ci devraient être spécifiquement étudiés pour rencontrer « naturellement » cet objectif de mixité sociale. Ainsi, il conviendrait de privilégier non pas des lieux homogènes mais bien les « lignes de fracture » entre quartiers pour favoriser une rencontre naturelle des publics.

Enfin, puisque l'occasion est donnée de repenser fondamentalement l'école, d'autres éléments fondamentaux doivent être réfléchis dès la première ébauche des plans d'architecte : comment accueillir constructivement les parents et travailler à cette alliance éducative, souvent plébiscitée mais rarement réalisée ? Comment ouvrir l'école sur les réalités du monde, en favorisant les partenariats avec les acteurs associatifs, en ouvrant ses portes en dehors de ses heures d'ouverture à des activités culturelles ou de loisirs ? Comment faire de l'école un lieu de vie, certes exigeant, mais surtout convivial et serein et qui attire l'adhésion de tous, enfants et professionnels ? Une récente enquête (le soir 20/09/2012) indiquait que près de 60 % des enfants manifestent de l'anxiété à l'égard de l'école qui se manifeste souvent par des maux de ventre... Tout ceci est-il bien acceptable ?

Le dossier qu'il nous transmet est épais. Et pour cause. Le document commence le 24 septembre 2009, date à laquelle, pour la première fois, il réagit à la scolarisation pour le moins irrégulière de cette petite fille, inscrite seulement depuis le 1^{er} septembre dans son école. A cette époque, elle vient juste d'avoir 6 ans.

Sans vouloir être exhaustif, il est utile de pointer quelques éléments significatifs :

- Du 20 au 24 septembre : appels téléphoniques à la maman, visite à domicile, signalement au CPMS, lettre recommandée.
- Le 25 septembre, signalement à la Direction générale de l'enseignement obligatoire (DGEO). Quelques jours plus tard, deuxième signalement et autorisation de l'intervention des équipes mobiles.
- Mi-novembre, signalement au SAJ, intervention du même service et légère amélioration.
- Fin juin, le septième signalement à la DGEO mentionne 77 demi-jours d'absences injustifiées.
- Septembre 2010 : contacts avec la police communale et nouveau signalement à la DGEO.
- Octobre 2010 : démarche du PSE au domicile supposé de la maman, mais pas de contact établi. Dans le même temps, le service de contrôle de l'obligation scolaire (SCOS) contacte le CPMS pour l'informer de l'intervention prochaine des équipes mobiles.
- Entre octobre 2010 et juin 2011 : 9 signalements à la DGEO, multiples contacts avec la police, dossier ouvert au SAJ puis refermé (par absence de réactivité de la maman), nouvelle promesse d'intervention des équipes mobiles qui arrivent finalement mi-juin. A ce moment, Marie a plus de 150 demi-jours d'absences injustifiées.
- De septembre 2011 à mi-octobre 2011 : 3 signalements à la DGEO (déjà 30 demi-jours d'absence).
- De mi-octobre 2011 à fin février 2012, la petite fille ne vient plus du tout à l'école. Contacts (ou tentatives de contacts car ces services semblent surchargés) répétés avec la police (qui demande des informations plus précises sur les absences, le comportement de l'enfant, l'état des relations avec la maman...), le SCOS et le SAJ (dossier clôturé). En vain.

Suite au courrier du directeur de l'école, le Délégué général interpelle le parquet et une décision d'hébergement hors du milieu familial est prise dans les 15 jours. Marie a alors 8 ans et, malgré sa vive intelligence, n'a toujours pas acquis un niveau de première année primaire. Les conséquences de ces deux années et demie d'errance chez une enfant aussi jeune seront vraisemblablement très lourdes.

Nous avons également interpellé l'Administration générale de l'enseignement et celle de l'aide à la jeunesse pour obtenir des précisions sur le suivi assuré par le SCOS et le SAJ, et plus encore sur les dispositions à prendre dans le futur pour éviter que de telles situations se reproduisent.

Du côté de l'enseignement, il est mis en avant les difficultés rencontrées par le SCOS pour établir des contacts

avec la maman et un certain manque de temps. Du côté de l'aide à la jeunesse, malgré des rappels, il n'y a toujours pas de réponse.

Comme le directeur d'école, nous faisons face à l'inertie d'un système. Cette situation nous semble aussi emblématique, en tout cas au niveau de l'aide à la jeunesse, d'un manque flagrant d'attention pour la scolarisation des enfants alors qu'il s'agit là d'un de leurs droits les plus fondamentaux.

Nous continuerons dans les semaines à venir à interpellier ces services pour que des procédures claires et efficaces soient mises en place à l'avenir, particulièrement pour des enfants aussi jeunes.

Une exclusion juste avant les examens

Début juin 2012, l'institution est saisie par une AMO au sujet d'un jeune de 14 ans, scolarisé en 3^e secondaire générale, et qui vient de faire l'objet d'une exclusion définitive à trois jours du début de la session d'examens.

Les faits remontent au 1^{er} mars. L'adolescent a été pris en possession d'un sachet de cannabis dans l'enceinte de l'établissement scolaire. La procédure légale d'exclusion est immédiatement entamée. Très vite également, l'AMO qui connaît bien le jeune interpelle l'école. Elle ne nie pas la gravité de l'acte mais le remet en contexte. Cet adolescent poursuit depuis toujours une scolarité sans problème, tant sur le plan du comportement qu'au niveau des résultats. Il traverse une période propice à la transgression et à la curiosité. Si les faits doivent être clairement sanctionnés, il convient de respecter une certaine proportionnalité. L'AMO met en avant un travail auprès du jeune pour le conscientiser sur la gravité de son acte. Par ailleurs, la maman promet de changer son fils d'école à la rentrée, mais demande qu'il puisse y terminer son année, sachant qu'une exclusion à cette période équivaut presque toujours à une triple sanction : exclusion, déscolarisation pendant plusieurs mois et redoublement sur l'avenir de l'adolescent. Après audition, le dossier est envoyé pour décision au PO de l'école et le jeune continue à suivre une scolarité normale.

Le 31 mai, soit trois mois après les faits, la maman reçoit un recommandé l'informant de la décision d'exclusion définitive, motivée par le fait que l'adolescent « porte atteinte à la réputation de l'école » et représenterait « une menace pour l'intégrité physique, morale et psychologique de son entourage scolaire ». Or, aucun incident ne s'est produit pendant les trois derniers mois, nous sommes à trois jours des examens et l'inscription dans une autre école est prévue pour la rentrée.

L'AMO intervient pour plaider la possibilité pour le jeune de passer ses examens. Le directeur et le PO refusent. Le Délégué général est saisi. L'urgence impose des interventions téléphoniques. La communication est difficile. Finalement PO et direction semblent se rejeter la respon-

sabilité des faits. La situation du jeune lui-même paraît complètement escamotée par des considérations purement légalistes et formelles. On parle de papiers, de dates, de retards de courriers, mais surtout pas d'un adolescent dont une année de travail scolaire se trouve en péril et sans aucune considération pour les derniers mois de remise en question et d'évolution.

Finalement, le 4 juin, la décision de postposer l'exclusion au 1^{er} juillet est prise. Une journée d'examen est déjà perdue mais des dispositions sont prises pour que l'épreuve soit passée en fin de session. L'année se terminera donc sans problème.

Une fois de plus, le Délégué général est interpellé par la difficulté de nombreuses écoles à tenir compte des spécificités de l'adolescence, à décider de sanctions graduées et proportionnelles aux faits et, globalement, à accorder une considération primordiale à l'intérêt de l'enfant dans toute prise de décision, comme stipulé dans l'article 3 de la Convention internationale des droits de l'enfant.

Du harcèlement

Fin mai 2012, le Délégué général est saisi par une maman quant à la situation de son fils de 12 ans. Souffrant depuis sa naissance d'une grave pathologie pulmonaire et cardiaque, il est arrivé dans une petite école de son village en 2008 et a été assez bien intégré pendant 3 années, malgré son très lourd passé médical et ses fréquentes absences.

En septembre 2011, il entre en 5^e primaire. Sa maman rencontre d'emblée l'institutrice pour l'informer de la possibilité d'obtenir une aide extérieure durant 4 périodes par semaine. L'entretien tourne court. « Personne ne rentrera dans ma classe. » Dès ce moment, la situation en classe se détériore progressivement. L'enfant se plaint d'humiliations, d'insultes, de cris, et même de violences physiques. Par ailleurs, il semblerait qu'il ne soit pas le seul enfant à connaître un tel traitement. Le CPMS est alerté mais avoue sa difficulté à intervenir. Le directeur,



interpellé à plusieurs reprises, tempore. Et trois mois passent. La situation s'aggrave et, face à cet immobilisme, la maman informe le PO. Une réunion est décidée avec le PO, la direction, l'institutrice et les parents. Cette tentative de conciliation échoue. Seule l'institutrice s'est réellement exprimée et a attaqué les parents. Elle stipule en outre que l'enfant ne correspond pas à ce qu'elle attend de ses élèves et qu'elle souhaite qu'il quitte sa classe.

L'année se poursuit dans un climat toujours aussi négatif. Il sera même essayé, heureusement sans résultat, d'empêcher le départ de l'enfant en classes vertes. Le directeur recommande un changement d'école immédiat. Fin mars, contact est pris avec le Cabinet de la Ministre de l'enseignement. L'intervention d'une équipe mobile est décidée par la Direction générale de l'enseignement. Tous les intervenants seront entendus, y compris l'enfant. Son état de souffrance semble clairement constaté.

Le Délégué général interpelle l'Administration générale et le PO de l'école. Nous sommes informé par l'administration qu'un rapport d'inspection acte l'état de crise entre les différentes parties, mais se dit incapable de confirmer ou d'infirmier l'existence de réactions verbales et/ou physiques. Il note également le souci de tous les partenaires d'aider l'enfant, le caractère isolé de la plainte et la perspective d'une fin d'année scolaire proche. Il stipule en outre que « les parties ont été invitées à instaurer un climat serein dans l'intérêt de l'épanouissement de l'enfant, sous la vigilance et l'autorité de la direction. » Au vu des éléments recueillis, le dossier reste toutefois ouvert au sein de l'administration, dans l'attente de l'évolution lors de la nouvelle rentrée scolaire.

Début juin, après de nouveaux incidents, il est conseillé à la maman, dans l'intérêt de son fils, de lui permettre de terminer son année sous certificat médical, à la maison. Option qui sera finalement retenue, malgré la tristesse de l'enfant de se voir ainsi séparé de ses amis. L'obtention du travail de l'école pour lui permettre de se tenir à jour est à l'origine de nouveaux conflits. Le PO, quant à lui, n'a jamais répondu à l'interpellation du Délégué général.

Face à cette inertie et à l'impossibilité de prendre en compte la réalité de l'enfant dans la gestion de cette situation, un changement d'école est finalement décidé pendant les vacances et la rentrée en 6^e primaire se passe au mieux au sein d'une nouvelle école.

Cette situation a été choisie, parmi bien d'autres qui nous sont soumises et qui traitent également de faits de harcèlement par des professionnels de l'éducation, en raison des garanties que nous avons quant à la réalité d'au moins une grande partie des faits rapportés. Elle démontre justement cette difficulté d'apporter les preuves de ce qui est dénoncé et plus encore le manque de moyens pour y apporter une réponse adéquate et effective. La prise en compte de la parole des enfants reste largement absente des débats et force est de constater qu'il est plus souvent donné raison aux adultes.

Dans ce cas-ci, s'y ajoute en outre la problématique de l'intégration d'un enfant « différent » qui, bien que de plus en plus fréquente, reste une cause de rejet dans trop d'écoles de l'enseignement ordinaire. A ce titre, cette histoire est donc doublement représentative des préoccupations du Délégué général.

Des pratiques pédagogiques inadmissibles

En novembre 2011, le Délégué général est saisi par une maman quant à la situation de sa fille de 7 ans. Selma est en 2^e année et suit une scolarité épanouie au sein de son école depuis ses 3 ans. Durant le congé de Toussaint, elle informe sa maman que son professeur de gymnastique a organisé un jeu de découverte, lui demandant de deviner ce qui était mis dans sa bouche. Pour ce faire, elle a été isolée du groupe classe (qui menait une activité de jeu non encadrée) et amenée dans les vestiaires, lumière éteinte et yeux bandés. Elle n'est pas sûre d'avoir reconnu qu'il s'agissait d'un pouce, mais sait très bien qu'il lui a été demandé de se taire, tant vis-à-vis des autres élèves que de ses parents. « C'est un secret. Il faut que ça reste une surprise pour tout le monde. » Tout le monde se résumant en fait à trois autres petites filles du même âge.

La maman en informe la directrice dès le retour à l'école. Les faits ne sont pas contredits par le professeur qui invoque le rôle pédagogique de l'activité. La directrice ne nie pas le caractère étrange de cet exercice individuel, mais minimise les faits. La maman décide très vite de déposer plainte à la police et Selma fait l'objet dès le lendemain d'une audition vidéo-filmée. A la demande de la maman, Selma ne suit plus les cours de gymnastique. La maman d'une autre petite fille concernée dépose également plainte et retire sa fille du cours de gym. Le Délégué général interpelle l'Administration générale de l'enseignement.



La directrice rencontre la classe des enfants fin novembre et parle d'une activité en lien avec la découverte des 5 sens. A ce propos, un cours collectif sera d'ailleurs donné sur ce thème, afin que chacun soit rassuré. Un courrier est également envoyé aux parents, rappelant la confiance à l'égard de l'enseignant et informant de l'introduction d'une demande d'inspection.

Fin décembre, les parents de Selma rencontrent le PO de l'école. Fin janvier, le Délégué général interpelle l'Administration générale, le parquet et le PO de l'école. Nous serons également contacté par l'association de parents et par d'autres parents individuellement. Le professeur est auditionné par la police. Début février, nous apprenons qu'une mission d'information va être menée par l'inspection de la Communauté française. Mi-mars, celle-ci conclura que les qualités du professeur sont remarquables et qu'il est avant tout victime de son implication et de sa motivation. Seul est relevé un manque de réflexion quant aux éventuelles conséquences d'une pratique inhabituelle.

Suite à cela, le Délégué général réinterpelle l'Administration générale, reprenant en détails les faits exacts et insistant sur certaines questions : pourquoi avoir isolé ainsi Selma du reste de groupe et avoir laissé toute une classe sans surveillance et avoir demandé de garder ces faits secrets ? Nous répétons également le souhait d'obtenir des informations complémentaires quant aux théories pédagogiques éventuelles qui justifieraient ce type d'activité dans un cadre scolaire.

Il nous est alors répondu que le service d'inspection procédera à une mission d'enquête. Dans ce cadre, la maman sera entendue début mai et nous dira avoir enfin eu l'impression d'avoir été écoutée et entendue. Fin mai, nouveau courrier à l'administration pour être informés des suites apportées. Durant les dernières semaines de l'année scolaire, nous continuons à être interpellés par des parents et par leur association. Mi-août, nouveau courrier à l'administration.

10 mois après les faits, nous étions toujours dans l'attente d'informations de l'administration, du PO et du parquet...

Un refus de réinscription

Début septembre, le Délégué général est saisi par un parent qui nous dit son incompréhension face au refus de réinscription de deux enfants de l'école primaire que fréquente également son fils. Arthur et Maud ont respectivement 8 et 10 ans et poursuivent leur scolarité dans la même école depuis des années. Ils sont tous les deux considérés comme d'excellents élèves, tant sur le plan des études que du comportement. Le refus de réinscription est uniquement basé sur un différend relationnel entre leur maman et le directeur.

Contact est très vite pris avec la maman qui nous confirme les faits. Elle reconnaît être intervenue plusieurs fois par le passé au sein de l'école pour dire son

refus de certains faits ou pratiques mais avoir pris conscience qu'il valait mieux ne plus poursuivre dans cette voie, dans l'intérêt de ses enfants. En novembre, le PO de l'école lui a adressé un courrier ordinaire par l'intermédiaire de leur conseil. Il lui était reproché d'avoir tenu, publiquement et à plusieurs reprises, des propos calomnieux à l'égard du directeur. Un focus était porté sur une conversation tenue dans une grande surface. Il lui était également demandé de présenter des excuses au directeur et de signer un nouvel exemplaire du projet éducatif, faute de quoi les mandants se réservaient le droit de déposer plainte avec constitution de partie civile. Cette lettre n'aurait toutefois jamais été reçue par la maman.

Mi-mai, le conseil du PO de l'école a envoyé, par envoi recommandé, une lettre notifiant l'absence de suites au précédent courrier et le refus de réinscription des enfants pour l'année scolaire 2012-2013.

Après rencontre avec le conseil de l'école, il avait été décidé de conclure une convention entre les parties. Un premier projet a été proposé par l'école fin juillet, réglant principalement les modalités de dépôt des enfants à distance de l'école (leur maman ne pouvant plus approcher l'école). La maman a souhaité y apporter quelques modifications, entre autres sur le lieu de dépôt de ses enfants (pour des raisons de sécurité) et sur l'obligation de présenter des excuses, qu'elle s'engageait à présenter mais qu'elle souhaitait faire en dehors de toute pression. Une dernière lettre de l'avocat, en date du 31 août, notifie le refus de la version modifiée et signifie le refus de réinscription des enfants.

Depuis la rentrée, les enfants sont à la maison et des démarches sont entreprises auprès de l'enseignement à distance dans l'attente du règlement du conflit. En effet, la maman, souffrant d'une maladie neurologique, ne peut envisager pour ses enfants une école plus éloignée de son domicile.

Le 10 septembre, le Délégué général constate, dans ses courriers d'interpellation à l'administration, à la Ministre et au PO, que la législation n'a pas été respectée : le refus de réinscription n'a pas été traité comme une exclusion définitive ; les enfants n'ont commis aucun des faits pouvant justifier une exclusion définitive et dès lors un refus de réinscription ; les enfants sont pénalisés pour des faits présumés commis par leur maman.

Le PO nous répond par l'intermédiaire de son avocat ; il n'apporte aucune réponse aux questions posées. Pour eux, les prescrits légaux sont respectés. L'intérêt des enfants n'est nullement mis en cause par leur décision puisqu'il s'agit seulement d'un problème avec la maman.

Un référé en extrême urgence est introduit par l'avocat de la maman. Le 20 septembre, le juge considère l'exclusion des enfants comme non fondée et menace le PO d'astreintes en cas de non-réintégration immédiate. Les enfants retournent à l'école le 24 septembre. Les tracaseries seront multiples pour Maud (pas de chaise, pas de

prise en compte de son inscription pour le cours d'anglais) et des documents pour inscription tardive (!) sont remis à la maman. Le PO de l'école parle d'aller en appel de la décision.

Nous sommes toujours en attente des avis de la Ministre et de l'administration, malgré que la situation paraisse particulièrement claire en ce qui concerne les enfants, du moins à notre avis. Cette situation illustre également à suffisance l'importance que peuvent prendre des conflits entre adultes, au détriment de toute prise en compte du rôle premier de l'école vis-à-vis des enfants qu'elle accueille.

La procédure, c'est la procédure !

Esmeralda est une élève scolarisée depuis la 3^e maternelle à l'école X. Courageuse et studieuse, elle a brillamment terminé sa 6^e primaire dans cette même école en juin 2012. Dans le cadre de son inscription en 1^{ère} secondaire, elle bénéficiait d'une double priorité (immersion et établissement adossé). De graves problèmes professionnels et financiers ont touché la famille durant la période légale du dépôt du formulaire unique d'inscription et les parents d'Esmeralda ont oublié de rentrer la demande d'inscription de leur fille dans le temps imparti. Reconnaissant leur erreur, ils interpellent la Commission interréseaux des inscriptions (CIRI) quant à cette situation délicate mais reçoivent néanmoins une réponse défavorable quant à l'inscription de leur fille dans l'établissement où elle est pourtant prioritaire.

Le Délégué général est donc interpellé par les parents d'Esmeralda suite à ce refus. Il interpelle à son tour la CIRI, en insistant sur l'importance d'assurer une continuité du cadre scolaire et de l'entourage de la jeune fille dans un contexte de grandes difficultés familiales. L'intérêt primordial de l'enfant est mis en avant dans cette affaire.

En réponse à cette interpellation, la CIRI estime qu'aucun nouvel élément ne justifie la révision de la décision initiale et l'inscription d'Esmeralda dans l'établissement choisi reste refusée.

Le Délégué général décide donc d'interpeller l'Administrateur général de l'Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique ainsi que la Ministre de l'enseignement obligatoire, en leur soumettant la situation particulière de la jeune fille.

Réponses négatives à nouveau quant à l'inscription d'Esmeralda : la requête des parents d'Esmeralda ne peut être assimilée à une demande motivée faisant valoir un cas exceptionnel ou de force majeure. La réponse de la Ministre précise que la CIRI a estimé que les parents auraient pu mandater un proche pour inscrire leur enfant dans les délais requis.

La jeune fille, à son grand désarroi ainsi qu'à celui de ses parents, a finalement été scolarisée dans un autre établissement mais pas en immersion.



LES QUESTIONS DE PAUVRETE

LA PRISE EN CHARGE DES ENFANTS DANS LES MAISONS D'ACCUEIL

En novembre 2009, le Délégué général a présenté aux Parlement et Gouvernement de la Communauté française un rapport thématique et multimédia intitulé : « *Dans le vif du sujet – Conséquences et incidences de la pauvreté sur les enfants, les jeunes et leur famille* », une enquête qualitative effectuée dans cinq arrondissements, basée sur les témoignages de prestataires et de bénéficiaires d'une aide sociale en Wallonie et à Bruxelles.

En raison de nos activités sur le thème de la pauvreté, nous avons été invité notamment à participer au Comité de pilotage de la recherche-action : « *Des enfants sans chez soi : comment les maisons d'accueil peuvent-elles mieux répondre à leurs besoins ?* » réalisée par l'Association des Maisons d'accueil et des Services d'Aide aux Sans-abri (AMA).

Cette recherche-action a débuté en mars 2011 et a été publiée en mai 2012. Elle porte sur la prise en charge spécifique des besoins des enfants hébergés en maison d'accueil pour adultes en difficulté. En effet, de plus en plus de familles, pour la plupart des mères avec leurs jeunes enfants, suite à des difficultés particulières telles la pauvreté, la perte de logement ou des situations de violences conjugales, doivent avoir recours à ce type de services.

La démarche de l'AMA est intéressante à plus d'un titre.

D'une part, la recherche entreprise pose la question des pratiques d'accueil de ces enfants – dont une majorité a moins de 7 ans – dans un moment de vie où leur(s) parent(s) sont dans une situation précaire et ont recours aux maisons d'accueil afin de reprendre pied et de se restructurer après des crises de natures diverses, ou simplement afin de trouver un logement temporaire. Cette réflexion est d'autant plus importante que ces maisons d'accueil n'ont pas toutes été conçues au départ pour accueillir des familles.

D'autre part, cette recherche croise le regard des parents, les représentations des intervenants (éducateurs, assistants sociaux...) et d'enfants par rapport à leur vécu en maison d'accueil.

Le rapport est consultable sur le site Internet suivant : www.ama.be.

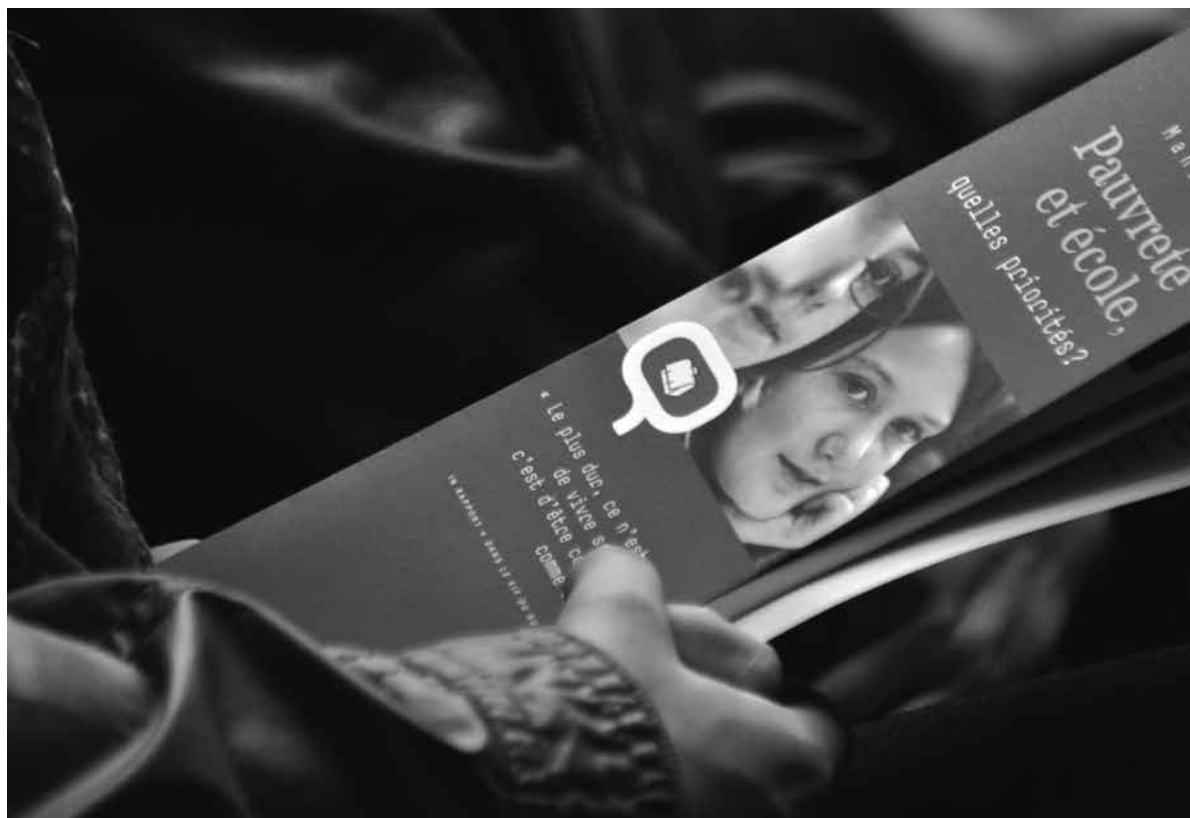


La pauvreté et de la précarité sociale des familles avec toutes les lourdes conséquences qu'elles entraînent en matière de logement, de santé ou de placements d'enfants constituent des préoccupations fondamentales de l'institution depuis le début de mon mandat. La crise économique à laquelle nos pays sont confrontés touche durement une large part de la population dont les enfants sont directement concernés, y compris pour la couverture de besoins primordiaux et vitaux.

Les chiffres restent particulièrement inquiétants : un enfant sur cinq vit en risque de pauvreté et notre pays occupe, au sein de l'Europe, le 5^e moins bon score en la matière. Nulle raison de se réjouir alors qu'on sait aujourd'hui combien la pauvreté affecte durablement le développement de l'enfant en termes de santé, d'éducation, de bien-être psycho-social et de participation aux activités culturelles, sportives et récréatives, mais aussi qu'elle compromet ses perspectives d'avenir et ses chances dans la vie.

Faut-il encore le rappeler : il n'y pas un seul article de la Convention internationale des droits de l'enfant qui puisse être respecté en situation de pauvreté. A chaque instant des enfants sont privés de soins de santé élémentaires en raison de la précarité de leurs parents ; des lunettes, des soins d'orthodontie, de la logopédie sont parmi d'autres des éléments essentiels à une bonne santé dont beaucoup d'enfants pauvres sont privés. Il en va de même pour le droit à l'éducation, largement compromis par l'absence de gratuité scolaire et les phénomènes de relégation trop souvent en lien avec l'origine socio-économique des élèves. Il en va également ainsi pour bien d'autres domaines couverts par la Convention : droit aux loisirs, droit à la culture, au jeu, à la vie en famille, à la participation...

Après avoir consacré un rapport thématique à cette problématique en 2009, largement diffusé depuis, nous avons poursuivi notre implication pour tenter de diminuer l'impact de la pauvreté sur les familles, les jeunes et les enfants. Ainsi diverses initiatives, en lien notamment avec l'ONE et l'Administration de l'aide à la jeunesse, ont été poursuivies au cours des derniers exercices (manifeste pour la gratuité à l'école, séminaires sur la réduction des inégalités...). Pour chacun de ces projets spécifiques nous avons eu à cœur de tenter de ne pas nous limiter à la formulation d'idées ou de recommandations mais d'être le plus concret et réaliste possible. La campagne « un sourire pour tous » pour la promotion de la santé dentaire et l'information de la gratuité des soins pour les enfants, réalisée sur les marchés publics des communes populaires de la Région bruxelloise, est un exemple concret de cette ambition. (Ce projet fait l'objet d'une présentation plus complète dans le chapitre santé),



LE LOGEMENT DES MINEURS MIS EN AUTONOMIE

Interpellé à plusieurs reprises par des professionnels au sujet des difficultés financières rencontrées par les mineurs mis en autonomie, notamment en Région bruxelloise, nous avons sollicité une rencontre avec le Secrétaire d'Etat de la Région de Bruxelles-Capitale en charge du logement.

A la suite de ces premiers échanges, une réunion a été organisée à l'initiative du Secrétaire d'Etat avec une série d'acteurs bruxellois et le Délégué général en vue d'aborder la question du logement des mineurs en autonomie sous ses différents aspects, en lien avec la réflexion que le Secrétaire d'Etat mène à Bruxelles sur le droit au logement pour les personnes précarisées.

Lors de cette réunion, les différents acteurs ont pu mettre en exergue les principales difficultés rencontrées par les jeunes en autonomie :

- les logements de qualité satisfaisante à un prix accessible sont rares à Bruxelles ;
- le montant de la subvention accordée par la Fédération Wallonie-Bruxelles aux jeunes mis en autonomie est inférieur à celui du Revenu d'intégration sociale (RIS) ;
- il n'y a pas de fonds d'octroi ou de prêt de garanties locatives accessibles aux mineurs ;

- les oppositions de certains propriétaires à effectuer une convention avec des vieux mineurs ou des jeunes majeurs, même accompagnés, sont un frein à l'accès à l'autonomie ;
- les listes d'attente sont interminables pour l'accès aux logements sociaux ou à caractère social...

Toutefois, à l'heure actuelle, aucune solution ne semble avoir pu être apportée par le Secrétaire d'Etat au logement, en vue de faciliter l'accès au logement pour les mineurs mis en autonomie.

L'EXTRASCOLAIRE SANS BARRIÈRE

En 2010, l'asbl Badje⁵, fédération bruxelloise de milieux d'accueil de l'enfance, lançait son projet « L'extrascolaire sans barrière ».

Ce projet avait été remis auprès du Fonds Houtman dans le cadre de son appel « Pauvreté – Enfance – Famille ». Partant du constat que de nombreux enfants de familles pauvres restaient derrière la porte de l'extrascolaire et n'accédaient pas aux activités, le projet tendait à développer l'accessibilité des milieux d'accueil extrascolaire aux publics les plus défavorisés.



5/ <http://www.badje.be/>



Durant l'année 2010-2011, trois phases du projet ont été menées :

- une phase de recherche incluant le recueil de l'expérience et de la parole d'enfants, de parents et de professionnels ;
- une phase de mise en place d'actions concrètes avec les associations afin de les mobiliser et les aider à définir des objectifs spécifiques d'accessibilité et les accompagner dans la réflexion et l'évolution de leurs pratiques. Cette phase s'est notamment concrétisée par l'organisation de nombreuses formations ;
- une phase d'évaluation des dynamiques enclenchées dans les milieux d'accueil.

Durant cette année, le projet a bénéficié du soutien d'un Comité d'accompagnement mis en place par le Fonds Houtman, dans lequel le Délégué général était représenté.

A l'issue de cette première année de fonctionnement, Badje a souhaité poursuivre son projet et a, pour ce faire, bénéficié d'un soutien financier de la Fondation Roi Baudouin. Un nouveau Comité d'accompagnement a été mis en place avec pour objectif, non seulement de soutenir le projet, mais aussi de se pencher sur la dimension plus « politique » de la question. Le Délégué général a une nouvelle fois été invité à participer à ce Comité.

Durant les deux années de fonctionnement du projet, Badje a non seulement pu susciter, auprès des professionnels de l'accueil extrascolaire, une réflexion sur leurs pratiques de terrain et les améliorations possibles en vue de permettre une meilleure accessibilité aux familles en situation de pauvreté, mais aussi recueillir l'expression d'une série de freins, d'obstacles institutionnels auxquels les acteurs de terrain sont confrontés dans leurs pratiques quotidiennes.

Pour donner suite à ces constats, Badje a réuni un groupe pluraliste d'acteurs du secteur afin d'interpeller le monde politique sur des actions prioritaires à entreprendre au niveau de l'accueil extrascolaire des enfants.

Cette interpellation prendra la forme d'un Manifeste « extrascolaire et pauvreté », un peu à l'instar du Manifeste « Pauvreté et école : quelles priorités ? ». Ce Manifeste, auquel le Délégué général a contribué, devrait être rendu public à la fin de l'année 2012.



LES QUESTIONS DE MIGRATIONS

La question douloureuse des mineurs étrangers, qu'ils soient isolés ou en famille reste très présente au sein des préoccupations de notre institution. Il arrive que ces dernières problématiques se croisent et se complexifient parfois comme dans le cas de nombreuses réclamations qui ont encore témoigné des discriminations que subissent les gens du voyage et les enfants Roms. Ces discriminations peuvent, par exemple, entraver une inscription à l'école et la poursuite de la scolarité des enfants ou représenter un frein important à l'employabilité des parents, entraînant de lourdes conséquences sur l'économie domestique des familles.

GRUPE DE TRAVAIL SUR LES MINEURS ÉTRANGERS NON ACCOMPAGNÉS (MENA)

Préoccupé par la situation des mineurs étrangers non accompagnés pour laquelle il a déjà été saisi à de très nombreuses reprises, le Délégué général a mis en place un groupe de travail relatif à cette problématique afin notamment de mettre différents acteurs autour de la table tel que Fédasil, le service des tutelles, des représentants de CPAS, la Direction générale de l'aide à la jeunesse, le service de l'aide à la jeunesse de Bruxelles

(SAJ), des AMO bruxelloises qui réalisent quotidiennement un travail de suivi individuel avec des MENA, le projet « MENAMO »...

Suite aux nombreux constats faits dans le cadre de ce groupe de travail interdisciplinaire, nous avons adressé aux différentes autorités politiques concernées, des recommandations⁶ relatives à la situation des MENA, basées notamment sur des récits de vie⁷.

Application de la législation existante

1. L'application stricte de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers et de l'arrêté royal du 9 avril 2007 déterminant le régime et les règles de fonctionnement applicables aux centres d'observation et d'orientation (COO) pour les mineurs étrangers non accompagnés.
2. L'application stricte du chapitre 6 de la loi programme du 24 décembre 2002, notamment la désignation immédiate d'un tuteur dès que le jeune est reconnu MENA, la réalisation de la procédure d'identification dans un délai raisonnable et enfin la désignation d'un tuteur provisoire si le délai est trop long.

6/ Nombre de nos recommandations, confirment celles émises par la Plate-forme mineurs en exil dont le Délégué général est membre observateur et le Projet MENAMO dans le document « Etat des lieux de la protection des mineurs étrangers non accompagnés, inquiétudes et recommandations », Bruxelles, janvier 2012

7/ Le texte complet des recommandations est disponible à l'adresse suivante : <http://www.dgde.cfwb.be/index.php?id=3915>

Modification de la législation existante (loi programme du 24 décembre 2002)

3. Modification de la définition du MENA :
 - Afin que la tutelle MENA s'exerce jusqu'à ses 18 ans même s'il dispose d'un titre de séjour définitif.
 - Afin que tous les mineurs non accompagnés, qu'ils soient ou non ressortissants d'un pays membre de l'espace économique européen, puissent bénéficier de la protection prévue par la loi, tel que prévu dans la note de politique générale de la Secrétaire d'Etat à l'asile et la migration.

Accueil

4. Il doit être mis fin à l'accueil des MENA à l'hôtel et ceux qui s'y trouvent doivent être transférés vers des structures d'accueil adaptées.
5. Dans l'attente de la fermeture des hôtels, une plus grande intervention financière de Fédasil auprès des MENA est requise pour leurs frais journaliers, leurs frais scolaires et de transport et un meilleur accompagnement, que ce soit au niveau psychologique, médical, juridique, social...
6. Il faut simplifier la procédure d'accès aux soins de santé et aux médicaments pour les jeunes à l'hôtel et/ou en rue en leur donnant accès à une carte médicale électronique ou, au minimum, en leur donnant les deux réquisitoires (accès au médecin et accès aux médicaments) en même temps.
7. Il faut augmenter le nombre de places en COO afin que tous les MENA puissent être accueillis quel que soit leur statut administratif ainsi que le nombre de places d'accueil en 2^e phase.
8. Le placement des jeunes dans les COO doit être envisagé en fonction de leur régime linguistique.
9. Il faut créer des structures d'accueil qui soient un lieu d'écoute inconditionnel ouvert à tous les mineurs étrangers non accompagnés quel que soit leur statut administratif comme Synergie 14. Que celles-ci puissent prendre en charge notamment les mineurs qui ont un long parcours de rue afin qu'ils puissent décompresser avant d'être éventuellement transférés dans des structures organisées avec des règles plus strictes.
10. Il convient de créer plus de structures d'hébergement d'urgence pour MENA, tel SOS jeunes.
11. Il faut mettre en place de services qui pourraient accueillir des MENA le week-end et sensibiliser les familles d'accueil à la problématique des MENA et au fait que ceux-ci ne disposent pas toujours de relais pour les accueillir le week-end.
12. Une période de transition accompagnée doit être mise en place entre l'accueil réalisé par Fédasil et le transfert dans une autre structure (aide à la jeunesse ou CPAS).
13. La notion de danger doit être prise en compte, a fortiori lorsque les jeunes sont à la rue ou à l'hôtel.

Tutelle

14. Un tuteur doit être désigné pour le jeune dès son signalement même si celui-ci n'a pas encore de domicile fixe.
15. Un meilleur encadrement des tuteurs doit être assuré par le service des tutelles. Une meilleure formation doit leur être donnée, une formation continuée doit être mise en place.
16. Le service des tutelles doit organiser des rencontres entre tuteurs, de sessions d'intervision et de supervision ainsi que des entretiens d'évaluation afin de pouvoir échanger les bonnes pratiques et assurer une harmonisation des pratiques.
17. Des tuteurs supplémentaires doivent être engagés afin que chaque tuteur puisse avoir assez de temps à consacrer à ses pupilles.
18. La rémunération des tuteurs doit être augmentée au vu de leur charge de travail et de la nécessité d'inciter de nouvelles personnes à se présenter comme candidat-tuteur.
19. Il convient de tenir compte des standards de qualité pour les tuteurs de MENA dont il est fait état dans « Closing a protection gap project : Standards de qualité pour les tuteurs des mineurs étrangers non accompagnés »⁸ et les proposer aux tuteurs afin de leur donner une piste de travail.
20. Une demande d'aide d'un MENA doit pouvoir être prise en considération par le service de l'aide à la jeunesse, même en absence de son tuteur.



8/ Voir : « Closing a protection gap project, Standards de qualité pour les tuteurs des mineurs étrangers non accompagnés. Le tuteur : protecteur et défenseur des droits de l'enfant », Service Droit des Jeunes, Novembre 2011, www.mineursenexil.be



Les mineurs étrangers non accompagnés bénéficient toujours d'un traitement inférieur à ce que recommande la Convention internationale des droits de l'enfant. A maints égards leur prise en charge est largement insuffisante, avec un accent dramatique concernant les mineurs non demandeurs d'asile. A la faveur des grands froids de l'hiver dernier, force a été de constater que nombre d'entre eux n'avaient tout simplement aucun toit pour s'abriter ni aucune ressource pour s'alimenter valablement. Condamnée à les prendre en charge, malgré son refus de principe à l'égard de ce public spécifique, l'agence Fédasil s'est contentée de les héberger dans des chambres d'hôtel au confort rudimentaire mais sans prévoir un accompagnement éducatif et sanitaire suffisant. Face à l'incurie de l'Administration fédérale, le service de l'aide à la jeunesse de Bruxelles a pris sa part de responsabilité dans des conditions globalement identiques.

Cette crise aura une fois de plus révélé l'incroyable et dramatique bricolage auquel se livrent l'ensemble des acteurs concernés par cette question. Celle-ci devrait pourtant faire l'objet d'une attention toute particulière vu les dangers objectifs auxquels sont confrontés ces jeunes en leur état de minorité. Alors que de multiples intervenants, dépendant de différents niveaux de pouvoir, sont susceptibles d'intervenir sur cette épineuse question, l'absence d'une vision politique claire et commune et, par voie de conséquence, de toute centralisation ou de coordination des efforts est, simplement, insupportable.

Les conséquences de cette lamentable situation ne se limitent malheureusement pas à des prises en charge hasardeuses ou à des lenteurs coupables : ce manque total de cohérence inspire également de graves violences institutionnelles entre responsables administratifs et/ou acteurs de terrain qui, au bout du compte, finissent par affecter les mineurs eux-mêmes et augmentent encore leurs difficultés d'existence. A de multiples reprises nous avons été témoin de pratiques douteuses tant sur le plan éthique que déontologique ; le point commun était d'utiliser les jeunes eux-mêmes pour faire pression sur d'autres intervenants institutionnels ou associatifs. Plusieurs procédures en justice, entamées tout azimuts, souvent avec les meilleures intentions du monde, ont encore rajouté des tensions et créé un climat détestable entre acteurs sociaux concernés. A plusieurs reprises, nous avons eu la nette impression que cette ambiance délétère était très préjudiciable pour les mineurs en question.

Notre institution a donc pris l'initiative de faire valoir ses prérogatives de médiation institutionnelle dans un cadre neutre et indépendant. Plusieurs rencontres ont eu lieu au cours du dernier exercice avec l'objectif principal d'ouvrir un espace d'échange et de paroles entre acteurs « en conflit ». Cet espace s'est révélé particulièrement utile et a été apprécié des divers protagonistes : représentants des ministres concernés, service des tutelles, service de l'aide à la jeunesse, services privés d'aide à la jeunesse, Fédasil. Les participants y ont trouvé, sinon des réponses concrètes face aux difficultés des jeunes, un espace de dialogue ouvert et franc qui semble avoir permis de dépasser des perceptions caricaturales croisées. Nous ne le répéterons jamais assez : **afin de garantir un minimum de sérénité et l'intérêt supérieur des enfants en matière de migration, il faut impérativement établir une collaboration permanente entre les acteurs chargés de la gestion des flux migratoires et ceux qui sont chargés de la protection des enfants.**

Identification/Test d'âge

21. L'émission du doute sur l'âge ne doit relever que d'une instance, à savoir le service des tutelles, en raison de sa mission d'identification du MENA et afin d'harmoniser les pratiques.
22. Le rendez-vous avec le service des tutelles en vue de l'identification du jeune doit avoir lieu dans les deux jours ouvrables de son signalement.
23. Le test d'âge ne doit être utilisé qu'en dernier ressort. Le jeune doit pouvoir prouver sa minorité par toute voie de droit en fournissant les documents pouvant servir de preuve ou de commencement de preuve pour établir sa minorité, même après la réalisation des tests médicaux.
24. Préalablement au triple test, un examen psychologique du jeune doit avoir lieu. Il faut aussi tenir compte de son passé médical, son origine ethnique et géographique...
25. Lorsqu'il est recouru au triple test médical, ces tests devraient être réalisés par des experts différents.
26. Dans l'attente des résultats du test, un tuteur provisoire doit être désigné comme prévu par l'article 6, §3⁹ du chapitre 6 de la loi programme du 24 décembre 2002.
27. Les résultats du test doivent être connus dans la semaine de réalisation du test à l'instar de ce que qui est prévu dans l'article 41, §2, al2¹⁰ de la loi accueil pour les MENA à la frontière (3 jours ouvrables, renouvelables une fois exceptionnellement).

9/ Art. 6, §3 du chapitre 6 de la loi-programme du 24 décembre 2002 : « En cas d'extrême urgence dûment motivée, et après signalement comme prévu au §1^{er}, le service des Tutelles peut, (...), désigner un tuteur provisoire en vue de prendre en charge une personne qui paraît ou déclare remplir les conditions prévues à l'article 5, mais qui n'est pas encore définitivement identifiée. »

10/ Art. 41, §2, al2 de la loi accueil : « Pour l'étranger qui se déclare mineur et au sujet duquel les autorités chargées du contrôle aux frontières émettent un doute quant à sa minorité, la détermination de l'âge doit avoir lieu dans les 3 jours ouvrables de son arrivée à la frontière. Lorsque cet examen ne peut avoir lieu en raison de circonstances imprévues endéans ce délai, celui-ci peut être prolongé exceptionnellement de 3 jours ouvrables. »

Mise en autonomie

28. Il faut développer plus de structures telles que Mentor-Escale notamment en dehors de Bruxelles.
29. Lorsqu'il vit en autonomie, le jeune doit pouvoir continuer à jouir d'un accompagnement juridique, social, médical sans rupture brusque.

Aide à la jeunesse

30. Nous demandons l'aboutissement rapide d'un accord concernant l'intervention des SAJ et des CPAS dans le cadre de la problématique des MENA.
31. Une position commune des SAJ dans leur intervention pour les MENA doit être dégagée au nom de l'égalité de traitement.
32. Un meilleur suivi par le service de l'aide à la jeunesse est requis lorsque le jeune est placé dans un hébergement temporaire.
33. Il est nécessaire d'augmenter le nombre de places d'accueil au sein des structures de l'aide à la jeunesse.

Réfugié reconnu

34. Les CPAS doivent être contraints de donner leur réponse en matière d'aide sociale aux MENA reconnus réfugiés dans un délai de 15 jours maximum.
35. Dans l'attente de cette décision, une aide sociale financière de transition doit être accordée aux MENA par le CPAS.

Solution durable

36. La décision en matière de solution durable doit être prise par une instance sensibilisée aux droits de l'enfant et à son intérêt supérieur. Cette décision ne doit être prise qu'après avoir fait la balance entre les avantages et inconvénients entre un retour au pays d'origine, un regroupement familial et une autorisation



de séjour en Belgique. Un retour au pays ou un regroupement familial ne pourra être décidé qu'après s'être assuré que le jeune pourra être accueilli dans de bonnes conditions à son retour, c'est-à-dire que ses représentants légaux soient identifiés, qu'ils aient marqué clairement leur accord, que les conditions d'accueil du jeune soient optimales, et que la santé, la scolarité, le bien-être et la sécurité du jeune soient garantis sur place. L'avis du jeune sera également entendu. Une évaluation stricte et régulière de la situation des enfants rentrés dans leur pays d'origine doit être organisée dès leur retour et durant les trois années qui suivent, en collaboration avec des organisations internationales.

Autres

37. Il faut organiser une sensibilisation des professionnels amenés à être en contact avec des MENA (personnel de gare, métro, policier...) afin de permettre une signalisation plus systématique des MENA au service des tutelles et une orientation rapide vers des services sociaux (AMO, services communaux, CPAS...).
38. Il est nécessaire de mettre en place des services qui réaliseraient des permanences ou rondes aux abords des gares, métros... lieux stratégiques où les personnes à la rue se retrouvent), leur sensibilisation et leur formation à la signalisation rapide des MENA au service des tutelles et l'orientation vers des services sociaux (AMO, services communaux, CPAS...).
39. Une plus grande collaboration entre le monde judiciaire, les tuteurs et les services qui accompagnent les MENA doit être rendue possible.
40. Un projet alternatif à l'obligation scolaire pour les MENA en décrochage scolaire et/ou en difficultés d'adaptation aux pratiques d'enseignement classiques doit être imaginé. Ce peut être l'ouverture par les CEFA de sections particulières tel que ce qui est développé en EFT (entreprise de formation par le travail) et qui a été mis en place au travers d'un projet expérimental pour les jeunes du centre El Paso de Gembloux.

Bien sûr, les recommandations relatives à l'accueil des MENA ne peuvent trouver à s'appliquer si les autorités fédérales et communautaires ne se mettent pas d'accord sur un accueil cohérent et de qualité des MENA, et cela le plus rapidement possible.

Le groupe de travail s'est également intéressé au retour volontaire. Le coordinateur de la cellule retour volontaire de Fedasil et un représentant de Caritas sont venus nous en parler.

Lors de nos réunions sur la situation des MENA, nous avons constaté que la situation des MENA reconnus réfugiés est également problématique. En effet, lorsqu'un MENA est reconnu réfugié, il dispose de deux mois pour quitter la structure d'accueil de Fedasil. Dans de nombreuses situations, le tuteur éprouve bien des difficultés à lui trouver un lieu d'accueil en raison du renvoi

qui s'opère entre le service de l'aide à la jeunesse (SAJ) et le CPAS. Cette situation a de lourdes conséquences sur les droits de ce jeune qui ne peut dès lors quitter la structure de Fédasil, ainsi que sur les droits des autres jeunes qui se voient refuser une possibilité d'accueil par manque de place. Nous avons dès lors interpellé les différents Conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse au sujet de cette problématique. Ces derniers représentent, en effet, une des rares plates-formes regroupant des représentants de secteurs variés et complémentaires en matière d'enfance et de jeunesse. Nous les avons invités à réfléchir à une collaboration concrète afin d'améliorer la situation de ces mineurs, en mettant en place un dispositif réunissant les compétences et capacités de chacun, par exemple en prévoyant une intervention financière du CPAS, une prise en charge psy par le SAJ, des activités culturelles et un soutien général via une AMO.

LA SATURATION DU RÉSEAU FÉDASIL

Depuis notre rapport annuel précédent, la situation au sein du réseau de Fédasil s'est améliorée en ce qui concerne l'accueil des familles demandeuses d'asile. Malheureusement, il n'en est pas tout à fait de même pour l'accueil des MENA et des familles ayant droit à l'aide matérielle de Fédasil sur base de l'arrêté royal du 24 juin 2004.

En ce qui concerne les MENA, seuls les demandeurs d'asile pour lesquels il n'y a pas de doute sur l'âge se voient désigner une place d'accueil à leur arrivée au sein du réseau de Fédasil. Ceux pour lesquels un doute sur l'âge est émis, ont été accueillis pendant de nombreux mois à l'hôtel dans l'attente de leur transfert au sein du réseau Fédasil en fonction du résultat du test d'âge. Depuis le mois de septembre, grâce à une diminution du nombre d'arrivée de jeunes demandeurs d'asile, les MENA demandeurs d'asile qui se déclarent avoir moins de 17 ans et pour lesquels un doute sur l'âge est émis, sont orientés en COO et plus à l'hôtel.

Les non demandeurs d'asile, s'ils souhaitent être hébergés, sont obligés de faire appel à un avocat afin que Fédasil soit condamné à les accueillir. Cet hébergement a consisté pendant de nombreux mois dans un accueil à l'hôtel. Nous avons interpellé la Secrétaire d'Etat à l'asile et la migration à ce sujet. Elle nous a indiqué qu'un nouveau centre d'observation et d'orientation allait ouvrir ses portes et que les concertations entre les Communautés et l'Etat fédéral allaient être relancées sur le sujet. A la mi-mai, un troisième centre d'observation et d'orientation a été ouvert à Sugny. Ce nouveau centre peut accueillir 30 MENA non demandeurs d'asile primo-arrivants. Il n'accueille, au moment de la rédaction de notre rapport, que les MENA non demandeurs d'asile pour lesquels Fédasil est condamné par décision judiciaire. Afin de mettre fin à l'accueil des MENA non demandeurs d'asile à l'hôtel, Fédasil a décidé, à partir du mois de septembre, de ne plus leur proposer que cet

accueil et de rompre définitivement avec la formule d'hébergement à l'hôtel qui n'est pas du tout appropriée.

En ce qui concerne les familles en séjour illégal et ayant droit à l'aide matériel de Fédasil sur base de l'arrêté royal du 24 juin 2004, lorsque le CPAS adresse une demande d'aide à Fédasil, celle-ci est systématiquement refusée. La seule manière pour que la loi soit respectée, c'est de faire un recours en justice ou de s'adresser au Médiateur fédéral afin que celui-ci adresse une recommandation à Fédasil pour héberger les personnes.

LES CLASSES-PASSERELLES

Le décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française a été modifié par le décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants (DASPA) dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Des avancées ont été réalisées notamment en ce qui concerne la durée du passage en DASPA qui est passée de 6 mois à un an avec une possibilité de prolongation de 6 mois (article 8), et l'accès à tous au conseil d'intégration ; celui-ci pourra délivrer une attestation d'admissibilité à tous les élèves primo-arrivants inscrits en DASPA (article 17) et non plus aux seuls demandeurs d'asile ou réfugié reconnu. Le nombre de DASPA a augmenté, ce qui est un élément positif même si on peut regretter que dans la Région de langue française, celui-ci soit toujours lié à la proximité d'un centre (article 4, §1^{er}) ou lié à une grande ville (+ de 60.000 habitants) alors que de nombreux enfants vivent avec leurs parents en dehors d'un centre et pas nécessairement à proximité d'une grande ville.

Malgré ces avancées, des points nous posent questions.

Par sa définition de l'élève primo-arrivant (article 2, §1^{er}), le nouveau décret exclut du bénéfice du DASPA les mineurs qui n'ont pas fait de demande d'asile ou qui n'ont pas obtenu ce statut, ceux qui ne font pas partie des pays qui sont considérés par l'OCDE comme étant en voie de développement et ceux qui ne sont pas apatrides. Cette définition exclut donc notamment tous les mineurs européens.

Pour l'enseignement secondaire, des mineurs qui ne répondent pas à la notion d'élève primo-arrivant peuvent être inscrits en DASPA à plusieurs conditions (article 2, §2) :

- s'ils sont de nationalité étrangère ou s'ils ont obtenu la nationalité belge suite à leur adoption ou s'ils sont reconnus comme apatride ;
- s'ils fréquentent l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française depuis moins d'une année scolaire complète ;
- s'ils ne connaissent pas suffisamment la langue de l'enseignement pour s'adapter avec succès aux activités de la classe ;

- s'ils ont l'un de leurs deux parents au moins ou l'une des personnes à la garde desquelles ils sont confiés qui ne possède pas la nationalité belge, sauf dans le cas d'une adoption.

Il y a donc une différence entre les mineurs qui ont accès au DASPA en primaire et en secondaire puisque dans le secondaire, le DASPA s'ouvre à des mineurs qui ne rentrent pas dans la définition de l'élève primo-arrivant, ce qui n'est pas le cas en primaire. En ce qui concerne l'enseignement primaire, si nous regardons l'exposé des motifs du décret, il est fait référence à un dispositif ALE qui serait complémentaire au DASPA pour la scolarisation des élèves étrangers. Nous avons interrogé la Ministre de l'enseignement obligatoire afin d'avoir des éclaircissements sur ce dispositif et de connaître les différences entre les deux dispositifs prévus, notamment au niveau de l'encadrement

En ce qui concerne l'accès au DASPA, il y a également une différence entre le primaire et le secondaire. En effet, la définition de l'élève primo-arrivant (article 2, §1^{er}) prévoit que le mineur doit être arrivé sur le territoire national depuis moins d'un an tandis que, concernant le secondaire (article 2, §2), pour les mineurs qui ont accès au DASPA sans avoir la qualité d'élèves primo-arrivants, il suffit qu'ils fréquentent l'enseignement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles depuis moins d'une année scolaire complète. Le système prévu dans l'enseignement secondaire à l'article 2, §2 est dès lors plus avantageux que ce qui est prévu dans la définition de l'élève primo-arrivant, puisqu'il est tenu compte du temps de fréquentation de l'enseignement et non du moment de l'arrivée sur le territoire belge qui peut être bien plus long. Nous avons également interpellé la

Ministre à ce sujet. Au moment de la rédaction de notre rapport, nous n'avons pas encore obtenu de réponse de sa part quant à ces deux derniers points.

L'ENFERMEMENT DES FAMILLES AVEC ENFANT(S)

Dans le prolongement de ce que nous avons fait l'an dernier auprès du Secrétaire d'Etat à la politique de migration et d'asile (duquel nous n'avons jamais eu de réponse), nous avons interpellé la nouvelle Secrétaire d'Etat à l'asile et la migration au sujet de l'enfermement des familles avec enfants mineurs et du nouvel article 74/9 de la loi du 15 décembre 1980 qui permet l'enfermement des familles avec enfants mineurs dans des conditions précises.

La Secrétaire d'Etat nous a indiqué que son prédécesseur avait initié un projet d'ouvrir cinq nouveaux logements modulaires pour familles sur le domaine du 127bis à Steenokkerzeel. Ces logements seront des unités résidentielles pourvues d'installations sanitaires propres et séparées par une haie du bâtiment principal du centre 127bis. Les familles qui y logeront disposeront d'une certaine liberté de mouvement et pourront continuer à y mener une vie familiale. Les enfants pourront sortir à loisir dans l'enceinte du domaine. Des assistants sociaux spécialisés et un professeur seront mis à disposition des familles. L'hébergement des familles dans ces modules ne sera utilisé qu'en dernier ressort et pour une durée très brève.

Nous avons indiqué à la Secrétaire d'Etat que nous ne partageons pas sa conception de la notion de liberté. En



Les enfants qui voyagent avec leur famille rencontrent également de grandes difficultés lors de leur arrivée sur notre territoire et durant leur séjour. Comme pour la question des mineurs étrangers non accompagnés (MENA), il semble incontestable que l'intérêt supérieur de l'enfant n'est pas systématiquement envisagé lorsqu'un avis doit être donné quant à la recevabilité d'une demande d'asile de parents ou quant au traitement qui est réservé aux familles qui n'entrent pas dans les conditions pour espérer en bénéficier.

Il en va de même pour la situation des familles européennes (souvent Roms), issues de pays dits sûrs, et qui ne sont pas en mesure d'espérer pouvoir obtenir le droit de rester sur notre territoire. C'est ainsi que, cette année encore et à plusieurs reprises, des familles se sont entassées dans les espaces publics du CCN faute d'avoir pu bénéficier d'un lieu d'accueil provisoire lors de leur arrivée sur notre territoire. Plusieurs familles ont séjourné de longues semaines, au vu et au su de tous, dans le plus profond dénuement et dans des conditions d'hygiène et de salubrité déplorables. D'autres vivent encore aujourd'hui dans des locaux insalubres dans le plus profondément dénuement. Une situation tout simplement indécente et indigne.

Pour témoigner de ces véritables catastrophes humanitaires dont les enfants sont les premières victimes, nous nous sommes rendu en Serbie auprès d'une famille qui avait séjourné sur la place Gaucheret en septembre 2011. Faute d'avoir pu être accueillie dans des conditions décentes, l'aînée de la famille, lourdement handicapée, était décédée lors du retour de sa famille en Serbie. A partir de la reconstitution de cette triste histoire, nous avons réalisé un reportage « De Charybde en Scylla » pour attirer l'attention des décideurs politiques belges et européens sur le poids déterminant des effets collatéraux subis par les enfants en suite des décisions liées à la gestion des flux migratoires. Ce document a été largement diffusé depuis sa sortie.

effet, dès lors que les enfants ne disposent que d'une certaine liberté de mouvement et qu'ils ne peuvent sortir, même à loisir, qu'au sein d'un pré carré, ils ne sont pas libres selon nous. La présence d'un professeur et d'un assistant social n'enlève rien à la critique de la privation de liberté. Nous nous interrogeons aussi sur que veulent dire les termes « hébergement d'une durée très brève ».

Cette situation est par ailleurs un retour en arrière par rapport au travail accompli par la Ministre de l'asile et de la migration en 2008. En effet, en 2008, la Ministre avait décidé de mettre fin à la privation de liberté des familles avec enfants et avait mis sur pied les maisons de retour.

Alors que, depuis 2009, il n'avait plus été interpellé à propos de détention d'enfants au sein des structures de rétention pour illégaux, le Délégué général a été saisi pour ces motifs à plusieurs reprises au cours du dernier exercice par des membres d'ONG, visiteurs au centre 127bis notamment. En cause, paradoxalement, l'adoption d'une nouvelle loi interdisant la détention des enfants !

Comme nous le rappelions plus haut, la Ministre de l'intérieur de l'époque, qui chapeautait la politique d'immigration, avait décidé dès 2009, de mettre fin à la détention de famille en créant des « maisons de retour » accessibles aux familles en fin de droit. Les textes légaux n'ont cependant pas été modifiés et il a fallu attendre février 2011 pour qu'une loi mette théoriquement fin à la détention des familles avec enfants. Or il apparaît que ce texte, dont l'adoption a été longue et difficile, est le fruit d'un consensus très mou et très éloigné de l'objectif initial de mettre fin à tout enfermement de mineurs d'âge.

Si le texte adopté met théoriquement fin à l'enfermement d'enfants en centres de rétention, il mentionne cependant plusieurs exceptions à la règle qui sont régulièrement invoquées pour justifier la détention de familles avec enfants.

Ainsi, par exemple, le Délégué général a-t-il été saisi de la situation d'une famille qui a été transférée par l'Office des étrangers au centre fermé 127bis la veille de son rapatriement alors qu'elle se trouvait en maison de retour.

Le Délégué général a interpellé l'Office des étrangers en lui indiquant qu'il reste totalement opposé à la détention d'enfants en centre fermé au vu des conséquences dramatiques de l'enfermement sur l'équilibre et le développement de l'enfant.

L'Office des étrangers a répondu que ce transfert en centre fermé était dû à l'heure matinale à laquelle la famille aurait dû être présente pour les préparatifs au vol de retour. Un départ trop tôt de la maison de retour ne leur paraissait pas souhaitable pour l'enfant. Par ailleurs, la famille a été logée dans un lieu réservé pour elle et séparé des ailes communes. Différentes précautions ont été prises : le coach responsable a accompagné la famille au centre ; une personne de l'équipe sociale a accueilli la

famille au centre ; une personne de l'équipe sociale est resté avec la famille jusqu'au départ vers l'aéroport ; pour que l'enfant en souffre le moins possible, il a été tenu à l'écart lors de l'embarquement et a été mis à bord sous accompagnement social ; pendant toute la durée du vol, l'enfant a été accompagné par deux assistants sociaux de l'équipe de soutien psychologique et sociale de la police fédérale.

Malgré toutes ces précautions, nous restons opposé à la détention d'enfants en centre fermé. L'intérêt supérieur de l'enfant, consacré par l'article 3 de la Convention internationale des droits de l'enfant et par l'article 22bis de la Constitution, ne peut trouver écho dans la notion de privation de liberté.

Comme l'indique l'Unicef dans son « Policy Paper¹¹ » sur la détention des enfants migrants en centres fermés, « la détention des enfants en centre fermé a des effets dévastateurs sur les enfants non seulement en raison de sa dureté et de son effet punitif, mais aussi en raison de l'indétermination et de l'isolement qui l'accompagnent. Les conditions de vie inadaptées, le stress, l'anxiété, le sentiment d'infériorité, les troubles psychologiques, la dégradation de l'image parentale, l'absence de liberté, le manque d'éducation, de soins de santé adaptés, de loisirs et d'installations de jeu constituent un risque majeur pour le respect des droits des enfants migrants. En outre, pour de nombreux enfants qui sont détenus avec leurs familles, la détention a un impact significatif sur la capacité des parents à s'occuper de leurs enfants et le droit des enfants de vivre en famille. (...) Unicef Belgique souhaite rappeler que les enfants migrants sont d'abord des enfants et que l'intérêt supérieur des enfants doit être la première considération dans toutes les décisions qui sont prises pour eux. La détention des enfants étrangers en centres fermés ne répond jamais à leur intérêt supérieur. »

Une autre exception vise les familles arrêtées aux frontières qui ne peuvent bénéficier des maisons de retour et continuent à être détenues.

DES FAMILLES MIGRANTES EN PROVENANCE DE PAYS TIERS OU D'UN ÉTAT MEMBRE DE L'UNION EUROPÉENNE

Familles à Schaerbeek

Les familles qui, lors de la rédaction de notre rapport annuel précédent, dormaient à la rue sur le territoire de la commune de Schaerbeek ont pu être hébergées à partir du mois d'octobre grâce à l'intervention de la commune, du CPAS et du Foyer Schaerbeekois qui ont réquisitionné un bâtiment. Un accompagnement et un suivi de qualité ont été effectués par le CPAS de Schaerbeek pendant 6 mois pour ces 13 familles. A peu près

11/ Maud Dominicy et Jonathan Bernaerts, Policy Paper « La détention des enfants migrants en centres fermés », Unicef Belgique, juillet 2012.

tous les enfants ont pu être scolarisés. Au bout de ce délai, certaines familles ont trouvé un emploi et un toit pour se loger, d'autres ont pu être hébergées au sein des structures de Fédasil sur base de l'arrêté royal du 24 juin 2004. Certaines enfin sont retournées volontairement dans leur pays. Dans cette situation d'urgence, la collectivité locale a accompli avec dignité et compétence son rôle en accordant une aide humanitaire immédiate en attendant le relais de l'Etat fédéral. La Secrétaire d'Etat à l'asile et la migration a été interpellée afin que les autorités fédérales prennent le relais pour héberger les familles qui n'avaient pas trouvé de logement afin d'éviter que des enfants ne se retrouvent à la rue dans une situation extrêmement précaire et contraire aux droits de l'enfant, notamment à l'article 3 (primauté de l'intérêt supérieur de l'enfant), l'article 6 (droit au développement), l'article 19 (droit d'être protégé contre toutes formes de violence), l'article 24 (droit à la santé), l'article 27 (droit à un niveau de vie suffisant)... Aucune suite n'a été apportée à nos interpellations.

Familles à Ixelles

Les familles, principalement des familles Roms européennes et non européennes, qui avaient trouvé refuge dans un squat à Ixelles ont, pour partie, été transférées dans un bâtiment appartenant à la Régie des bâtiments et ont bénéficié d'un suivi et d'une aide matérielle de plusieurs services de la commune d'Ixelles. Les autres familles, ne souhaitant pas se rendre dans ce logement, se sont rendues dans des anciens locaux de l'ULB. Pour

les familles qui ont accepté le suivi de la commune, les enfants ont été scolarisés, ont obtenu du soutien scolaire par un service de la commune et ont pu fréquenter les garderies et plaines de jeu communales pendant les congés. Encore une fois, la collectivité locale a fait un travail appréciable pour ces familles. A la fin de la période d'hébergement prévue, Fédasil a été condamnée par le Président du tribunal du travail à héberger certaines familles ; d'autres familles sont retournées au pays ou ont disparu.

Les familles qui se sont rendues à l'ULB ont pu bénéficier de l'accompagnement d'une association de citoyens, du soutien de la commune pour la scolarisation des enfants dans le primaire, de l'organisation par l'ULB de deux campagnes de récoltes de dons, de l'organisation de cours de français pour les enfants via une asbl liée à l'ULB, et de cours de français pour les enfants via une asbl indépendante. Des demandes d'hébergement via l'arrêté royal du 24 juin 2004 ont été faites à Fédasil mais toutes ont reçu une réponse négative, les familles n'étant pas considérées comme en séjour illégal. Ces familles sont actuellement toujours hébergées à l'ULB dans des conditions sanitaires et de sécurité particulièrement préoccupantes.

Familles à la gare du Nord

Entretemps, de nouvelles familles sont arrivées à la gare du Nord, principalement des familles Roms européennes. Ces familles, même si elles demandent l'asile,





« De Charybde en Scylla » : itinéraire d'une famille Rom de la place Gaucheret à Schaerbeek jusqu'à son retour à Belgrade en Serbie

Quand le Délégué général aux droits de l'enfant active le droit de suite à une histoire dont l'issue sera tragique pour une fillette de onze ans...

Au début du mois de mai 2012, le Délégué général a pris la route de la Serbie en suivant la trace d'une famille Rom avec cinq enfants dont le plus jeune est né chez nous, en Belgique. Sunita, l'aînée polyhandicapée, âgée de onze ans seulement, est morte peu de temps après son retour à Belgrade faute de soins appropriés, et sans doute victime de l'absurdité d'un système inhumain de prise en charge des mineurs migrants, qu'ils soient ou non accompagnés de leurs parents.

Notre institution était intervenue, à la fin de l'année 2011, pour permettre de trouver une solution d'urgence d'hébergement pour cette famille fragile qui avait, avec d'autres, trouvé un refuge précaire sur la place Gaucheret à Schaerbeek avant d'en être expulsée. Nous avons alors rencontré les parents, les enfants et soutenu la procédure engagée par plusieurs avocats pour tenter d'adoucir les conditions de vie de ces sept personnes désseparées et vulnérables. Ce n'est que plusieurs semaines plus tard que nous avons été informé du décès de la plus âgée des enfants après le retour de la famille en Serbie. Un retour qualifié de « volontaire », mais surtout motivé par la complexité des procédures administratives (au regard des règles de droit national et européen notamment) et par la violence de la vie dans la rue, dans la capitale de l'Europe, au début de l'hiver.

Notre institution a pris l'initiative de produire, via enlignedirecte.be, un documentaire sur ce cas exemplaire incarné par la famille de Sunita. Un film de vingt-six minutes qui fait état des persécutions, des violences et des discriminations dont sont victimes les Roms en Serbie, et dans d'autres Etats, même au sein de l'Union européenne. Il plonge au cœur de la réalité quotidienne de ces personnes qui n'échappent à un danger que pour en affronter un autre, comme ces marins ballotés de Charybde en Scylla (dans la mythologie grecque deux monstres terrifiants qui gardaient les deux côtés du détroit de Messine ; on n'échappait à l'un qu'en tombant dans les griffes de l'autre). L'histoire de cette famille, ses rétroactes et la dissection des procédures officielles qui ont permis que se joue le drame sont expliqués dans le documentaire disponible sur le site Internet d'enlignedirecte.be¹². Le reportage est conçu sur le mode du témoignage et doit servir d'outil de sensibilisation et de conscientisation à propos de la situation dramatique des familles Roms en Europe.

Ce document ouvre par ailleurs de nouvelles perspectives au blog vidéo du Délégué général aux droits de l'enfant. L'écho qui a été donné à cette production qualifiée « broadcast » (c'est-à-dire qui respecte le format et les contraintes des documents diffusés par les organismes de télévision traditionnels) dans les médias de masse (présentation au cinéma Vendôme de Bruxelles, traduction en néerlandais et diffusion dans l'émission Terzake de la VRT, extraits diffusés par Télé Bruxelles et TV Brussel, diffusion virale massive via les réseaux sociaux et notamment Facebook, traduction en anglais et projection lors de l'événement « Roms, politiques européennes et travail de rue » le 16 octobre au Parlement européen à Bruxelles, projection lors du Festival des Libertés organisé par Bruxelles Laïque le 19 octobre au Théâtre national à Bruxelles...) prouve, s'il le fallait, la viabilité et la crédibilité du blog enlignedirecte.be.

Notre institution n'hésitera donc pas, quand les circonstances seront à nouveau réunies, à mobiliser les moyens nécessaires pour réitérer l'expérience et dénoncer à nouveau, via ce média, une situation inacceptable au regard du bien-être et de l'intérêt supérieur des enfants dans notre pays. Dès à présent un projet de reportage sur la situation des MENA est à l'étude en collaboration avec la Défenseure des enfants auprès du Défenseur des droits en France.

Vous trouverez ici différents liens qui témoignent de l'impact médiatique du film. La liste n'est pas exhaustive :

- L'émission Terzake consacrée au documentaire « De Charybde en Scylla » (mot clé : « Servie » dans « Zoeken »)¹³
- Le sujet de la télévision flamande TV Brussel¹⁴
- L'article du quotidien « De Morgen »¹⁵
- L'article du journal « Le Soir »¹⁶

12/ <http://www.enlignedirecte.be/a-la-une/droits-des-roms-en-serbie/>

13/ <http://www.deredactie.be/cm/vrtnieuws/mediatheek>

14/ <http://www.tvbrussel.be/fr/video/6736/le-commissaire-aux-droits-de-lenfant-tire-la-sonnette-dalarme>

15/ https://fbcdn-sphotos-a.akamaihd.net/hphotos-ak-snc7/293871_10151032314173774_1556230200_n.jpg

16/ <http://archives.lesoir.be/asile-la-fillette-avait-12-ans-et-vecu-des-mois-en-t-20120620-01ZNQU.html?query=roms&queryor=roms&firstHit=30&by=10&when=-1&sort=datedesc&pos=30&all=902&nav=1>

ne sont pas hébergées dans des structures de Fedasil en raison du traitement accéléré de leur demande d'asile. La loi ne prévoit pourtant pas de traitement différencié quant à leur hébergement entre les demandeurs d'asile, qu'ils soient ou non issus de pays européens.

Plusieurs réunions se sont tenues au sein du Cabinet du Secrétaire d'Etat de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la mobilité, de la fonction publique, de l'égalité des chances et de la simplification administrative. Elles rassemblaient notamment des représentants du Cabinet de la Secrétaire d'Etat à l'asile et la migration, du CPAS de Schaerbeek, de la police, de l'Office des étrangers, d'une asbl travaillant avec des Roms, des propriétaires du centre de communication Nord (CCN) où se trouvaient les familles... afin d'essayer de trouver une solution pour l'hébergement de ces enfants.

La Secrétaire d'Etat à l'asile et la migration a été saisie de cette situation et a répondu que l'Office des étrangers et Fedasil se sont rendus sur place afin de faire part aux familles qui y avaient droit, d'une offre d'accueil. Les autres se voyaient proposer une offre de retour volontaire s'ils souhaitaient rentrer au pays. Certaines familles ont opté pour le retour dit « volontaire » mais pour les autres, les démarches effectuées pour qu'elles soient hébergées par Fedasil dans le cadre de l'arrêté royal du 24 juin 2004 ont échoué malgré l'intervention du Médiateur fédéral. Ces familles ne pouvaient en effet prouver par des documents officiels qu'elles étaient en Belgique depuis plus de 3 mois et qu'elles devaient quitter le territoire (avant cette période, en tant que citoyens européens, elles bénéficient du principe de la libre circulation des travailleurs européens et ne sont donc pas considérées comme étant en séjour illégal sur le territoire).

Lorsque les propriétaires du CCN ont obtenu une ordonnance autorisant l'expulsion des familles, ce sont des solutions de « bricolage » qui ont dû être trouvées en urgence pour éviter que les nombreux enfants, dont certains en très bas âge, ne se retrouvent simplement à la rue. Cinq familles ont ainsi été accueillies par le Samu social ou le centre Ariane, une autre a été prise en charge par le service de l'aide à la jeunesse de Bruxelles et deux familles ont pu être hébergées en tant que demandeurs d'asile au sein du réseau de Fedasil, le temps que leur demande d'asile soit examinée. Ces solutions de « bricolage » ne pouvant tenir sur la durée, certaines familles se sont à nouveau retrouvées à la rue sans solution quelques semaines plus tard. Cette année encore, l'intervention du Délégué général a dû être déterminante pour empêcher une évacuation musclée au petit matin et pour trouver en urgence des solutions d'hébergement précaire afin d'éviter la rue à ces nombreux enfants qui avaient séjourné durant de long mois, au vu et au su de tous, dans un hall de gare au pied des immeubles cossus de la capitale de l'Europe...

Visite en Serbie et contacts au niveau européen

Face à ces nombreuses situations répétitives, le Délégué général a décidé de se rendre en Serbie pour se rendre compte de la situation des Roms. Il a pu constater que ces familles vivent dans des situations indignes, rejetées de tous, dans des conditions sanitaires déplorables. Un travail au niveau de l'inclusion de ces familles au sein de leur pays est indispensable. A cette fin, il est capital que l'Union européenne se mobilise davantage pour ces populations. Dans cette optique et afin de voir de quelle manière l'Union européenne peut se mobiliser sur la situation de ces populations, le Délégué général a rencontré plusieurs députés européens sensibilisés à la situation des Roms afin d'utiliser au mieux les ressources des programmes européens et d'encourager des politiques cohérentes à travers les frontières des pays membres.

Loi du 19 janvier 2012, fin de l'aide sociale

Enfin, depuis la loi du janvier 2012 modifiant la législation en matière d'accueil des demandeurs d'asile (M.B. 17/02/2012), les CPAS ne sont plus tenus d'accorder une aide sociale aux ressortissants des Etats membres de l'Union européenne et aux membres de leur famille pendant les trois premiers mois de leur séjour, ni tenus, avant l'acquisition du droit de séjour permanent, d'octroyer des aides d'entretien. Pendant ce délai, ces personnes n'ont même plus droit à l'aide médicale urgente ce qui, pour les familles avec enfant, représente une véritable catastrophe humanitaire.

Conclusion : un accueil inconditionnel

Pour toutes ces raisons (afflux constant de familles avec enfants sans logement, fin de l'aide du CPAS pour les citoyens européens), le Délégué général plaide pour un accueil inconditionnel de tous, au moins le temps de leur d'expliquer dans leur langue quels sont leurs droits en Belgique, les démarches à effectuer en tant que citoyens européens ou autres, à qui s'adresser pour chercher du travail, un logement... Diffuser toutes ces informations depuis la rue, dans une langue que les personnes ne comprennent pas, ne peut que mener à des situations catastrophiques. Par ailleurs, comment chercher du travail depuis la rue, sans aucune aide financière minimum ? Cette situation risque d'engendrer vol, travail au noir, trafic... auquel des enfants sont mêlés !

Il en va de notre dignité de nation : l'extrême dénuement dans lequel nous laissons des enfants, parfois en très bas âge, ne peut s'expliquer ou se justifier par le statut légal, juridique ou administratif de leurs parents. Si les impératifs de gestion des flux migratoires doivent s'appliquer, ils ne peuvent l'être qu'à la condition expresse qu'ils ne bafouent pas d'autres impératifs, au moins aussi importants, qui garantissent le respect des droits de l'enfant et de leur meilleur intérêt.

UN AUTRE MONDE
EST POSSIBLE

LES QUESTIONS DE JEUNESSE

LE MINEUR CONSOMMATEUR

Comme nous l'avons dit dans nos précédents rapports annuels, la question du statut juridique du mineur consommateur nous interpelle. Plusieurs recherches ont été établies sur le sujet dont notamment une thèse de doctorat présentée par Madame Aurélie Nottet, docteur en droit de l'Université de Liège. Nous comptons ultérieurement nous appuyer sur cette recherche pour lancer des perspectives.

La question de l'endettement doit également être traitée. En collaboration avec l'Observatoire du crédit et de l'endettement, nous avons participé à plusieurs tables rondes sur les effets de la médiation de dettes sur le sort de l'enfant. Ces tables rondes ont été organisées en octobre et novembre 2012 à partir d'un questionnaire élaboré par l'Observatoire du crédit et de l'endettement et adressé à tout travailleur social et à tout juriste travaillant en Wallonie sur des dossiers de médiation de dettes.

Nous avons également participé à un groupe mis en place et initié par le Cabinet de la Ministre de l'enseignement obligatoire quant à la création d'une valise pédagogique sur l'éducation à la consommation.

Enfin, nous collaborons avec la Ville de Huy à propos d'un projet pilote d'éducation à la consommation qui serait développé avec l'école de Solières.

LES PRATIQUES D'ISOLEMENT

Pour rappel, le Délégué général a entamé une réflexion sur les pratiques de mises en isolement des mineurs en Communauté française.

Cette thématique a souvent été au centre de questionnement au sein de l'institution. A travers des plaintes, bien sûr, mais également à travers l'interpellation de professionnels en recherche d'aide et de soutien, ou tout simplement au détour de rencontres ou de visites.

« Chambre de réflexion », « chambre parenthèse », « chambre zen », « cachot », « cellule », « local de contention », « service de relance », « chambre de relance »... La multiplicité des appellations des lieux réservés à l'isolement n'est certainement pas anecdotique et montre à suffisance que cette question est complexe.

Les isolements peuvent être très diversifiés et il est parfois difficile de savoir où se trouve la ligne rouge en rapport avec les libertés fondamentales. L'isolement n'est pas l'enfermement. Mais la question est restée de manière récurrente tout au long du travail et n'est sans doute pas encore réellement résolue.

La définition rigoureuse du terme isolement n'est pas facile. Dans un premier temps, nous parlions de « toute forme d'écartement pendant lequel un responsable, pour des motifs précis et de manière temporaire, isole un mineur et le tient à l'écart des autres jeunes et professionnels ». Finalement, nous avons retenu une défini-

tion plus concise, à savoir que « l'isolement consiste en une mise à l'écart d'un enfant dans un local, prise et maintenue d'autorité par un adulte ». Entre les deux, les versions furent multiples et variées. Et si nous avons finalement tranché, nous sommes conscient que nous ne ferons sans doute pas l'unanimité.

L'intérêt porté par le Délégué général à cette question n'a pas non plus toujours été bien accueilli. Certains soutenaient que nous n'avions pas à nous mêler d'une question déjà bien investie par les inspecteurs de certains secteurs, d'autres redoutaient la stigmatisation de certains professionnels et/ou secteurs, quelques-uns enfin estimaient que notre seul rôle était de rappeler le cadre légal existant.

Il apparaît pourtant qu'une réglementation stricte n'empêche nullement des dérives et/ou des contournements. En outre, l'interdiction et/ou l'absence de tout cadre légal n'évite pas que des services estiment devoir recourir malgré tout à des mesures d'isolement. Nier cette réalité revient, d'après nous, à nier un vécu institutionnel pourtant bien réel.

Par ailleurs, le Délégué général a toujours clairement, et particulièrement tout au long de ce travail, émis le souhait de ne pas stigmatiser les professionnels ou les institutions. Sans même savoir à quoi nous allions aboutir, il fut d'emblée décidé de rester dans l'énonciation des faits plutôt que dans leur dénonciation.

Nous tenons encore à souligner que ce travail est bien sûr celui de l'institution, mais aussi celui d'académiques du groupe de réflexion et de professionnels d'institutions qui y ont collaboré, de près ou de loin. Nous sommes très sensible à l'énorme confiance qu'ils nous ont témoignée. Loin des tabous et des replis sur soi identitaires, dans un total respect de chacun et tout d'abord des enfants dont ils s'occupent, ces rencontres avec les professionnels ont été un réel enrichissement sans lequel nous n'aurions pu remettre cet avis.

Sur le plan qualitatif, la mesure d'isolement est au cœur d'une difficulté (voire d'une impossibilité) de gérer une situation. La mise en œuvre de cette mesure ultime entraînerait malaise, sentiment d'agir sous contrainte, sentiment de solitude, crainte de dépasser le mandat accordé, remise en question, peur de l'arbitraire, impuissance. Les professionnels se sentent aussi empêtrés dans des conflits de valeurs : liberté individuelle, intégrité physique et psychique, protection du jeune, respect des droits fondamentaux, et des réalités de terrain (gestion du groupe, contraintes des lieux et de personnel).

Il convient ici de rappeler que les mesures d'isolement surviennent globalement face à des situations complexes et violentes, dans le but d'arrêter un processus incontrôlable qui met à mal tous les intervenants, et parfois les autres jeunes, et qui soulève parfois des polémiques au sein de l'équipe.

La notion d'interdit est (heureusement) prégnante, mais la nécessité d'assurer la sécurité de tous détermine les

équipes à devoir décider, le plus souvent en urgence, des mesures dont elles reconnaissent que personne ne sort indemne.

Par ailleurs, nous avons constaté un malaise encore plus important auprès de ceux qui ne bénéficient d'aucun cadre légal, mais qui doivent pourtant assumer des situations complexes alors que les normes d'encadrement sont nettement moins importantes que dans d'autres secteurs. Or, la pratique montre que les enfants dont le comportement met à mal les structures qui les accueillent circulent souvent entre les différents secteurs consultés. Dès lors, chaque institution est susceptible de devoir faire face à des situations assez semblables et difficiles à gérer.

La solitude des professionnels est alors particulièrement importante et pose question. Comment un éducateur, chargé de surveiller 15 enfants répartis sur deux étages pendant la nuit, peut-il réagir si un problème grave survient avec un jeune ? Même si, la plupart du temps, ces normes sont sans doute suffisantes, il convient ici d'interroger les pouvoirs subsidiaires quant à leur évaluation des normes d'encadrement indispensables. Si toutes les institutions ont leurs propres limites, elles sont inacceptables dès lors qu'elles risquent de mettre en péril la santé et la sécurité des enfants.

A ce sujet, plusieurs équipes ont également partagé leurs difficultés à devoir prendre en charge des enfants qui leur semblent en totale inadéquation avec leur cadre de travail. Et ce sont bien évidemment ces mêmes jeunes qui mettent à mal les équipes. Le morcellement des secteurs en lien avec l'enfance et la jeunesse a aussi été avancé comme élément responsable de nombreuses difficultés rencontrées pour la prise en charge et/ou l'orientation adéquate des enfants.

Au niveau qualitatif, nous avons également analysé différents enjeux et aspects de la mise en œuvre de l'isolement : isolement « exclusion » ou isolement « inclusion », isolement « protection » ou isolement « sanction », existence ou non d'informations dans le ROI, présence ou absence de cadre légal.





Chaque décision politique raconte un peu de l'histoire de notre monde.

En ouvrant les sanctions administratives communales aux mineurs d'âge dès 14 ans, le récent accord de Gouvernement ne déroge pas à la règle. Si les relations entre les adultes et la jeunesse ont peu évolué au cours des siècles – chaque génération jugeant globalement que celle qui suit est plus violente et indisciplinée – les années que nous vivons se distinguent indiscutablement par une intolérance grandissante à l'égard des plus jeunes. Souvent rendus responsables du sentiment d'insécurité qui touche nombre de citoyens, ils se voient de plus en plus stigmatisés et réprimés pour des attitudes et des comportements qui font pourtant partie intégrante du « travail » d'adolescence. Les crises qui touchent l'ensemble de la société ont par ailleurs un impact majeur sur nos enfants, ce qui entraîne logiquement une accentuation et une radicalisation de ces comportements.

Avec l'objectif louable de répondre, même incomplètement, aux questions d'insécurité, l'accord de Gouvernement laisse cependant pantois de nombreux observateurs avisés.

Si ce n'est l'insupportable exception du dessaisissement dont nous traitons longuement plus loin, la conception dominante convient que, conformément aux prescrits de la Convention internationale des droits de l'enfant, les mineurs de moins de 18 ans ne peuvent être jugés selon le droit pénal ordinaire. En faisant sortir certains comportements du Code pénal pour permettre qu'ils soient désormais punissables dès 16 ou 14 ans, le Gouvernement contrevient lourdement à ses engagements internationaux. Ce que le Comité des Nations Unies n'a pas manqué de lui rappeler très récemment. Pire, certaines propositions de loi, dernièrement examinées par le Parlement fédéral, entendaient ajouter de nouveaux comportements à la liste, déjà longue, de ceux passibles de sanctions administratives !

Par ailleurs, le principe d'autonomie des communes jette une immense zone d'ombre sur la nature des faits qui peuvent entraîner ce type de sanction. Ainsi certains comportements sont considérés comme nuisances ou incivilités dans une commune et pas dans une autre, pourtant limitrophe ! La hauteur de la sanction et le montant de l'amende peuvent également varier fortement d'un endroit à l'autre. A titre d'exemple, avant de se soulager derrière un buisson, l'incontinent aura tout intérêt à se munir d'un tableau comparatif des sanctions administratives des communes avoisinantes pour réduire la casse s'il devait être surpris ! La justice dans un Etat de droit nous permet de mettre à distance nos affects et nos émotions pour nous centrer sur une sanction juste, cohérente et profitable à la fois à la société et à l'auteur du délit. La rapprocher du niveau de pouvoir le plus proche du citoyen réduira immanquablement cette distance essentielle avec les dangers pressentis.

Au-delà des questions juridiques, ce sont surtout les questions socio-éducatives suscitées par ces propositions qui interpellent les professionnels de l'enfance et de la jeunesse. Outre la critique fondamentale relative à l'incohérence au regard du droit protectionnel, l'inquiétude est vive concernant les « dégâts collatéraux » consécutifs à l'application de pareilles mesures. A défaut d'une évaluation sérieuse préalable, notre institution a mené enquête auprès de l'ensemble des communes francophones. Les résultats de cette enquête, détaillée plus loin, sont saisissants : pour les 2/3 des communes pour lesquelles nous disposons d'informations chiffrées, seules \pm 350 procédures de sanctions administratives ont été

Par ailleurs, en phase avec les motivations premières de notre travail, nous avons tenu à rappeler que certaines pratiques (non exhaustives mais emblématiques) sont fondamentalement en désaccord avec le respect des droits les plus élémentaires des enfants :

- l'engrenage de mesures ;
- un isolement qui se répète pendant des mois, voire des années, de manière quasiment systématique ;
- un isolement qui accentue la rupture du lien ;
- le fait que des institutions ont recours à des pratiques non réglementées, sans regard extérieur contenant et/ou soutenant et sans proposition d'alternative ;
- un isolement décidé et maintenu de manière individuelle ;
- toute forme de clandestinité et/ou d'occultation ;
- les isolements de plusieurs jours à plusieurs semaines, sans possibilité de recours extérieur ;
- toute pratique d'isolement, mise en œuvre de manière systématisée dans certaines institutions, en parallèle au cadre légal et réglementaire, échappant dès lors aux modalités de contrôle prévues.

Ces constats nous ont amené à formuler différentes propositions qui reposent sur 4 niveaux de réflexion : le jeune, le groupe de jeunes, l'équipe et l'institutionnel. Un sens doit être donné à la mesure d'isolement pour chacun des niveaux, avec une prédominance pour le niveau individuel. En effet, sans nier les difficultés institutionnelles, la mesure devrait être davantage centrée sur le jeune.

- Création d'un cadre légal minimum qui permette créativité et flexibilité (information préalable des enfants, existence d'une « feuille d'isolement », mise en place d'un ROI, même succinct).
- Mise en place d'un protocole, entre formel et informel, conçu comme un processus de communication et de questionnement, un outil-balise qui fasse fil rouge, non pas pour enfermer, mais plutôt pour aider à s'inscrire dans un projet. Ce document reprendrait les éléments qui nous ont semblé essentiels (issus à la fois de « bonnes pratiques » déjà mises en place par certains et de nos questionnements et réflexions communs) : nécessité d'une prise de décision collec-

initiées au cours des trois dernières années, ce qui ne manque pas d'interroger la pertinence du maintien de cette disposition et de son extension aux mineurs dès 14 ans.

Par ailleurs, il semble bien que, faute de moyens suffisants, et même pour le petit nombre de jeunes concernés, les minces garanties éducatives n'aient pas pu être respectées, en matière de médiation préliminaire notamment. En tout état de cause, le Gouvernement fédéral paraît bien s'engager dans une initiative particulièrement incertaine sans être correctement informé ou documenté...

Pour le reste, est-il décent et raisonnable de rendre les enfants pénalement ou administrativement responsables des questions du « vivre ensemble » qui traversent notre époque ? L'existence d'un cycle de reproduction des violences n'est plus à démontrer : ce sont pourtant avant tout celles et ceux qui n'ont pu en être protégés qui seront, de surcroît, désormais sanctionnés !

De plus, l'autonomie financière des mineurs d'âge ne pourrait être garantie qu'à coup d'activités rémunératrices illicites. La charge de l'amende sera ainsi automatiquement reportée sur les parents, sans doute issus majoritairement des milieux populaires, et dont les conditions d'existence se trouvent déjà affaiblies par la crise économique. On peut également craindre que ces nouvelles sanctions compliquent et enveniment encore inutilement des relations éducatives déjà compromises au sein de familles fragilisées.

Le Gouvernement envisage ainsi d'autres formes de sanctions dont, principalement, une nouvelle version du travail d'intérêt général. Considérant l'incapacité actuelle d'assurer la médiation préliminaire pour les mineurs dès 16 ans, on peut légitimement douter que les communes consentiront à investir valablement dans l'encadrement de ce type de mesure. Or, rappelons-le avec force, celles-ci ne peuvent se révéler efficaces qu'à la condition expresse qu'elles puissent « faire sens » dans la vie des mineurs concernés. Le travail au service de la collectivité doit servir de prétexte à une sensibilisation et une réflexion, engagées avec des professionnels de l'éducation, sur la gravité de l'acte commis ainsi que ses conséquences sur la victime et sur la collectivité. Sauf à consentir à ce travail exigeant, la « peine de travail » se révèle très régulièrement contre-productive : contraindre des adolescents à découvrir, au travers de la sanction et de la punition, le travail et la solidarité, valeurs essentielles et fondatrices de nos sociétés, concourt le plus souvent à les en dégoûter pour de bon !

Contrairement à certaines idées reçues, le système de protection de la jeunesse est parfaitement à même de répondre aux défis de notre temps. La récente réforme de la loi de 65 a prévu de nouvelles mesures susceptibles de répondre à la nécessité de ne pas laisser impunis des comportements inadéquats. Il ne s'agit donc pas, dans notre analyse, de plaider pour l'impunité. L'encadrement de prestations éducatives et philanthropiques est, par exemple, une pratique organisée et régulièrement pratiquée avec succès par des services du secteur de l'aide à la jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ceux-ci se plaignent régulièrement du manque de crédit (dans tous les sens du terme !) qui les affecte. Il faut craindre que les nouvelles dispositions du Gouvernement n'arrangent rien à cette triste situation et installent durablement l'incohérence régulièrement dénoncée par notre institution et de nombreux acteurs éducatifs.

tive, exigence d'un tiers, mise en mots, réflexion sur l'intention, création d'une feuille d'isolement, trace écrite, préservation des droits fondamentaux, réflexion sur des dispositifs préventifs...

- Prolonger le débat dans un cadre plus collectif : au sein de chaque institution, entre institutions d'un même secteur et même de secteurs différents, mise en place de groupe de paroles de jeunes, permettre l'accompagnement des professionnels en termes de formation, de support, de transmission.

Ce rapport a donc été présenté publiquement le 29 février 2012. La présentation du rapport a été suivie d'interventions de Monsieur Bruno Vanobbergen, Kinderrechtencommissaris, de Monsieur Jean-Marie Gauthier, pédopsychiatre, professeur à l'Université de Liège en faculté de Psychologie, et de Monsieur Marc Nève, ancien membre du Comité européen pour la prévention de la torture au titre de la Belgique (2000-2012).

Des demandes de présentation plus ciblées nous ont été adressées et seront organisées dans les mois à venir. L'organisation d'un groupe de jeunes concernés par les mesures d'isolement et issus des différents secteurs concernés est également prévue.

Le document complet est accessible sur le site Internet du Délégué général.¹⁷

JEUNES ET POLICE

Au cours de l'année 2010-2011, le Délégué général et le Kinderrechtencommissariaat s'étaient associés afin de rédiger un document relatif aux relations entre les jeunes et la police¹⁸. Ce document, enrichi des réflexions de différents acteurs de terrain, contenait notamment un certain nombre de recommandations à destination des

17/ <http://www.dgde.cfwb.be/index.php?id=2519>

18/ <http://www.dgde.cfwb.be/index.php?id=3701>

autorités de police et du Ministre de la justice et des autorités judiciaires. Il a donc été transmis aux membres effectifs et suppléants de la Commission de la justice et aux membres effectifs et suppléants de la Commission de l'intérieur, des affaires générales et de la fonction publique de la Chambre des représentants et du Sénat, au Ministre de la justice, au Ministre de l'intérieur, au Collège des procureurs généraux et au Directeur général ad intérim de la police fédérale.

En vue de poursuivre la réflexion sur cette thématique, les recommandations ont également été soumises à la Commission permanente de la police locale. Celle-ci a remis un avis concernant le document et cet échange se poursuivra dans le courant de l'année 2013.

L'INCARCÉRATION ET L'ENFERMEMENT DES MINEURS

Depuis plusieurs années, le Délégué général se préoccupe de la prise en charge des mineurs qui ont commis des faits qualifiés infractions et qui font l'objet d'une mesure d'enfermement en IPPJ, au centre fédéral fermé de Saint-Hubert ou en prison.

La parole des jeunes

Le Délégué général est allé à la rencontre de jeunes ayant commis un fait qualifié infraction sur leur lieu de placement ou de détention afin de les entendre sur leur ressenti et leurs conditions de placement.

En effet, en vertu de l'article 4 du décret du 20 juin 2002, le Délégué général a accès à tous les bâtiments des services publics communautaires en vue notamment de vérifier l'application correcte des lois et de vérifier si les droits et les intérêts des jeunes sont respectés.

La visite de la section « accueil » de l'IPPJ de Wauthier-Braine

Le 27 février 2012, le Délégué général a rencontré les mineurs placés dans la section d'accueil de l'IPPJ de Wauthier-Braine afin de les entendre sur leurs conditions de placement et leur ressenti par rapport au système mis en place.

Cette section de l'IPPJ de Wauthier-Braine accueille, en régime ouvert, 10 jeunes ayant commis un fait qualifié infraction, durant une période de 15 jours maximum, afin de permettre l'élaboration d'un bilan et éventuellement une proposition d'orientation vers un autre service.

Nous avons donc rencontré individuellement chaque jeune qui était placé au sein de cette section. Sur les neuf jeunes placés, huit ont accepté de rencontrer le Délégué général.

Il ressort de ces entretiens que la majeure partie des mineurs rencontrés dans cette section sont des mineurs qui ont déjà un parcours parsemé de faits qualifiés

infraction et qui ont déjà fait l'objet de placements antérieurs alors que cette section, selon le projet pédagogique, « travaille sur le coup d'arrêt d'un glissement vers la délinquance ou la marginalisation. » Il semblerait dès lors que la majeure partie des jeunes placés au sein de cette section n'y aient pas leur place.

Le recours par rapport aux sanctions semble extrêmement compliqué du point de vue des jeunes puisque le fait de contester une sanction pourrait entraîner des « repréailles » ou à tout le moins un ressentiment négatif de la part des éducateurs. Ils ont le sentiment que s'ils devaient contester une décision prise par un éducateur, cela ne servirait à rien d'en parler à la direction de l'institution. Certains disent même ne pas connaître les recours contre les sanctions.

Le fonctionnement même de l'institution est peu individualisé. Plusieurs jeunes se plaignent notamment du fait que, parfois, les avertissements et les sanctions sont adressés à l'ensemble du groupe de jeunes alors qu'ils n'y sont pour rien. Ils souhaiteraient dès lors que les jeunes qui contreviennent au règlement soient directement sanctionnés et que les avertissements ne soient pas effectués auprès de l'ensemble du groupe.

Plusieurs jeunes souhaitent pouvoir bénéficier de viande Hallal.

La scolarisation est un élément essentiel dans le cadre du placement des jeunes. Ainsi, certains jeunes suivaient leur scolarité avant de faire l'objet d'un placement. Ce dernier constitue un frein à la scolarité des jeunes concernés. L'obligation scolaire est donc mise entre parenthèse durant le placement.

Pour certains jeunes, le placement en section « accueil » de l'IPPJ leur permet de réfléchir aux actes commis. Pour d'autres, ce type de placement paraît inutile et inopérant.

En conséquence, le Délégué général recommande que :

- seuls les mineurs primo-délinquants aient accès aux sections « accueil » des IPPJ en vue de se conformer au projet pédagogique de l'institution ;
- une réelle réflexion soit menée sur les sanctions au sein des IPPJ afin que les sanctions puissent faire sens pour les jeunes ;
- un droit de la défense et un droit de recours soient organisés, dans les plus brefs délais, de manière effective, pour tous les jeunes placés en IPPJ ;
- la nourriture Hallal soit mise à disposition des mineurs qui souscrivent à ce régime alimentaire ;
- les mineurs bénéficient d'un accès à l'enseignement, comme la loi le requiert pour tous les mineurs d'âge.

La visite de la section des dessais du centre fédéral fermé de Saint-Hubert

Le Délégué général a souhaité rencontrer les jeunes placés dans la section des dessais du centre fédéral fermé de Saint-Hubert afin de les entendre sur leurs

conditions de détention et sur leur ressenti par rapport au régime disciplinaire auquel ils étaient soumis.

Le 23 janvier 2012, le Délégué général a été autorisé à rencontrer individuellement chaque jeune incarcéré au sein de cette section. Sur les huit jeunes incarcérés, six ont accepté de rencontrer le Délégué général.

A la lueur des témoignages recueillis, nous constatons que la majorité des jeunes rencontrés sont incarcérés dans la section depuis quelques mois et qu'ils ont tous fait l'objet de placements dans des établissements fermés au préalable, à l'exception d'un jeune qui indique que son dessaisissement est la première mesure dont il a fait l'objet.

Les témoignages des jeunes confirment que la continuité des liens familiaux n'est pas assurée, en raison notamment de la distance géographique séparant le lieu de domicile et Saint-Hubert. Par ailleurs, si l'éloignement du milieu familial peut être bénéfique, le seul travail avec le jeune ne suffit pas. Lorsque les mineurs sortent de prison, leur environnement n'a pas changé puisque le travail avec la famille est toujours aléatoire et superficiel et que leur statut personnel n'a pas évolué. A contrario, on peut redouter qu'il se soit détérioré.

Le passage à l'acte délinquant est souvent corrélé à un décrochage scolaire. Une scolarité investie conditionne par ailleurs l'intégration choisie et réussie dans la société. En dépit de ces constats, les mineurs incarcérés bénéficient d'un nombre d'heures de cours plus faible qu'à l'« extérieur ». L'enseignement doit s'adapter au rythme de la détention, la gestion pénitentiaire est toujours prioritaire sur l'obligation scolaire. Le cours de promotion

sociale ne semble pas être d'une grande utilité au regard des témoignages récoltés. Le seul point bénéfique est que l'enseignant semble être considéré comme une personne avec laquelle on peut discuter en dehors de tout contrôle contrairement aux autres intervenants présents au sein de la section, en ce compris les travailleurs du service d'aide aux détenus qui semblent désormais assimilés et associés à l'institution dans sa totalité.

Plusieurs jeunes évoquent leur sentiment de solitude au sein de la section. Celle-ci n'est pas prise en considération dans le cadre de la gestion du temps. Ainsi, un jeune indique qu'il s'est isolé de toute activité collective (il veut être seul, il n'a aucun contact avec ses pairs, il ne va pas au préau). Il n'a par ailleurs aucun contact avec sa famille. Cela pose question quant à la réinsertion sociale de ce jeune à la sortie de la section.

Ils sont plusieurs à mentionner le fait qu'ils purgent leur peine et que rien ne se passe en termes de construction d'un avenir quelconque. Le temps qui passe est donc mis entre parenthèse. On constate un réel problème d'oisiveté, avec toutes les implications psychologiques désastreuses liées à l'enfermement et à la passivité que cela entraîne. Les activités principales des jeunes tournent autour de la consommation d'images : TV, jeux vidéos... Beaucoup ont mentionné le fait qu'ils ne dormaient pas durant la nuit, qu'ils discutaient par la fenêtre avec d'autres détenus. Leur rythme de vie semble dès lors inversé, alors que nous savons qu'un temps structuré chez les jeunes leur est bénéfique.

L'emploi du temps pour la journée n'est pas structurant ; le mineur incarcéré ne peut raisonnablement comprendre à travers le comportement de l'institution et les heures qui passent quel contenu on a voulu donner à cette peine.



En conclusion, la prison et, a fortiori, la section des dessais, n'a aucun projet pour les jeunes mais fonctionne uniquement sur un mode gestionnaire de contenance des débordements ; la peine n'a pas de contenu, l'oisiveté et la passivité ont du mal à suppléer au vide du projet, la scolarité et la formation des jeunes ne sont pas assurées dans des conditions satisfaisantes.

Les relations entre les jeunes et les adultes se font sur le mode du contrôle systématique, entraînant un manque de confiance des jeunes envers les adultes. Entre l'obsession sécuritaire et les relations pédagogique-sociales, les jeunes ne trouvent aucune réponse intelligible – intelligente ? – chez les adultes qui les entourent.

La peine n'assume donc pas sa fonction réparatrice et la réinsertion tant souhaitée est impossible ; l'exclusion fonctionne de façon cumulative (famille, société, école), enfermant ces jeunes dans une quadrature du cercle où ils ne peuvent que reproduire la violence en la dirigeant contre la « société » et le plus souvent contre eux.

D'une manière générale, aucun sens n'est donné à la peine, les mineurs sont occupés dans une improvisation totale par des intervenants le plus souvent désarmés.

L'incarcération restant une mauvaise réponse à la délinquance des mineurs, le Délégué général se prononce contre celle-ci, sans nuance, et demande que les alternatives qui existent soient utilisées.

En attendant, et afin que les mineurs d'âge détenus dans cette section puissent bénéficier d'un encadrement valable, suffisant et digne des droits humains, le Délégué général énonce les recommandations suivantes :

- les mineurs, détenus en centre fédéral fermé, doivent bénéficier d'une prise en charge spécifique liée à leur minorité par un service agréé, formé à la jeunesse (par les services droits des jeunes, par exemple), qui prône l'aide et non le contrôle ;
- pendant la période d'enfermement, un lien et une collaboration active avec les familles des jeunes placés doivent être maintenus. En effet, une mesure d'éloignement et d'enfermement des mineurs ne peut suffire si elle n'est pas accompagnée d'un travail sur le système familial et/ou social qui l'entoure. Il est essentiel d'enclencher un véritable travail sur ce lien (souvent fortement ébranlé), dès la détention du mineur, afin qu'il puisse être valablement exploité lors du retour du jeune dans son environnement. A ce titre, il est recommandé que cette section veille à mettre en place toutes les dispositions visant à faciliter le maintien du lien entre le jeune et sa famille : heures de visites appropriées, transfert depuis la gare, connexion « skype » ;

- cette section doit bénéficier du contrôle d'une commission de surveillance spécifique, en vertu de la Loi de Principes du 12 janvier 2005 concernant l'Administration des établissements pénitentiaires ainsi que le statut juridique des détenus ;
- les agents pénitentiaires doivent être rattachés uniquement à la section des dessais et bénéficier annuellement d'une formation liée à la jeunesse ;
- les mineurs, détenus au centre fédéral fermé, doivent avoir accès à un enseignement en lien avec leur projet de réinsertion, comme la loi le requiert pour tous les mineurs d'âge ;
- l'Administration des établissements pénitentiaires doit autoriser la gratuité de l'ensemble des contacts téléphoniques ;
- l'accès à Internet doit être autorisé, de manière encadrée, notamment dans le cadre de leur formation ;
- un droit de la défense et un droit de recours doivent être organisés, dans les plus brefs délais, de manière effective, pour tous les jeunes soumis au régime disciplinaire au sein de la section des dessais du centre fédéral fermé de Saint-Hubert ;
- un contrôle externe des sanctions disciplinaires au sein de la section des dessais doit pouvoir être mis en place, dans les plus brefs délais, conformément à l'article 72 des Règles de La Havane¹⁹. La question est d'autant plus cruciale, à partir du moment où nous constatons que le régime disciplinaire de la section des dessais est plus strict que dans un établissement carcéral classique.

Le régime disciplinaire de la section des dessais du centre fédéral fermé : une analyse comparative

Le 20 décembre 2011, on pouvait lire dans les médias :

« *AGRESSES A LA FOURCHETTE. SAINT-HUBERT. Le personnel du centre de détention pour mineurs s'est mis en grève, ce lundi après-midi, et ce jusqu'au jeudi inclus. Cette réaction intervient après l'agression de trois gardiens employés par le fédéral, lors d'un mouvement dans le préau. Elle a été commise par trois mineurs dessais, à l'aide d'une fourchette. Les gardiens ont été transportés à l'hôpital de Libramont, avec pour deux d'entre eux des blessures au visage et à une jambe. L'ensemble du personnel fédéral a débrayé, suivi par les membres sous statut de la Communauté française.* »

A la suite de cette agression extrêmement violente, nous nous sommes penché sur les éléments qui ont pu conduire à un tel débordement. Une des hypothèses qui pouvait être formulée après la rencontre individuelle des jeunes détenus en janvier 2012 (voir supra) avait trait à la multiplication des sanctions au sein du centre fermé.

19/ L'article 72 des règles de La Havane stipule que « Des inspecteurs qualifiés ou une autorité équivalente dûment constituée et n'appartenant pas à l'administration doivent être habilités à procéder à des inspections régulières et à entreprendre de leur propre initiative des inspections régulières et à entreprendre de leur propre initiative des inspections non annoncées et doivent jouir de toutes les garanties d'indépendance dans l'exercice de cette fonction. Les inspecteurs doivent avoir accès sans restriction à toutes les personnes employées ou travaillant dans tout établissement où des mineurs sont ou peuvent être privés de leur liberté, à tous les mineurs et à tous les dossiers de ces établissements. »



Le rapport d'activité 2010-2011 mentionnait l'invitation faite au Délégué général de participer au Comité de pilotage créé autour du Plan jeunesse, souhaité par la Ministre de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse. Nous avons indiqué apprécier particulièrement le souhait de la Ministre, partagé par nombre d'acteurs de terrains, de créer de véritables synergies et transversalités entre les différents dispositifs dirigés vers les enfants et les jeunes.

Le Délégué général avait accepté l'invitation à rejoindre ce Comité et s'était réjoui de prendre part à un exercice visant à décloisonner les compétences qui touchent les jeunes dans leur quotidien, à valoriser le travail réalisé autour de l'enfance et la jeunesse en Fédération Wallonie-Bruxelles, à renforcer la cohérence des politiques qui concernent les jeunes et à encourager les échanges intersectoriels.

Cependant, outre la sous-représentation des acteurs de l'aide à la jeunesse, tant au sein du Comité de pilotage que dans les différents groupes de travail, on doit également regretter que, pour des raisons d'agenda notamment, la participation des jeunes n'ait pu être suffisamment exploitée.

Le remarquable travail de suivi et de synthèse réalisé par le secrétariat du Plan Jeunesse à l'Administration de la Fédération Wallonie-Bruxelles a cependant permis au processus, malgré sa complexité, de ne pas se déliter au cours des mois qu'ont duré les travaux.

Par ailleurs, le rôle de facilitateurs, pleinement assumé, joué par les présidents des groupes de travail, ainsi que l'ambiance constructive et respectueuse qui régnait au sein des groupes ont permis d'engranger des résultats encourageants.

Le Délégué général apprécie notamment que les conclusions du plan insistent fortement sur la nécessité de réaffirmer des valeurs communes à l'ensemble des secteurs œuvrant dans le domaine de la jeunesse en Fédération Wallonie-Bruxelles, et qu'au centre de ces valeurs figure la participation des jeunes.

Il reste que les nombreuses mesures proposées par les différents groupes de travail représentent un véritable catalogue de (bonnes) intentions qu'il faudra transformer en mesures concrètes pour espérer des implications et des retombées tangibles dans la vie des plus jeunes. L'enjeu principal sera certes de dégager des moyens financiers conséquents à une époque où l'on parle plus d'économie que d'extension des dépenses...

En tout état de cause, cette première initiative intersectorielle aura permis la rencontre de professionnels et de responsables de divers secteurs de la Fédération en lien avec la jeunesse. Il faut espérer que la dynamique engagée, certes difficile et exigeante, pourra se poursuivre et intégrera progressivement d'autres secteurs (enseignement, éducation permanente...) afin d'améliorer la prise en considération globale et intégrée des enfants et des jeunes.

C'est ainsi qu'il fut décidé d'investiguer cette question et de comparer le régime des sanctions à la section des dessaisis avec le régime appliqué dans la section éducation de Saint-Hubert et avec le système qui prévaut en milieu carcéral pour adultes.

Ce travail de réflexion et d'enquête a donné lieu à un avis du Délégué général, réalisé en 2012 et intitulé : « Le régime disciplinaire de la section des dessaisis du centre fédéral fermé de Saint-Hubert : une analyse comparative ». Il est consultable sur le site du Délégué général.²⁰

D'emblée, le Délégué général rappelle qu'il s'oppose fermement aux pratiques d'enfermement des mineurs.

Certains jeunes doivent être stoppés dans leur spirale délinquante. Ceci dans leur propre intérêt mais aussi dans celui de la communauté. Il est toutefois à déplorer que le placement en milieu fermé réponde à l'impératif de protection de la société sans être forcément performant dans ses objectifs éducatifs. L'enfermement répond

à une première intention : assurer la sécurité de la société. Pourtant, on le sait, l'enfermement, même à visée éducative, ne constitue pas une réponse adéquate à cette préoccupation notamment parce que la prison n'améliore que très rarement le profil de ceux qui y sont soumis. La prison ne guérit pas, ne soigne pas, ne dissuade pas. L'enfermement, même traversé par un courant généreux et humaniste à vocation éducative, ne peut constituer une solution durable et cohérente.

En outre, le Délégué général s'oppose catégoriquement à la mesure de dessaisissement. Le Comité des Nations Unies pour les droits de l'enfant, organe chargé du contrôle de l'application correcte de la Convention internationale des droits de l'enfant par chaque Etat partie, a rappelé à la Belgique le 7 juin qu'elle doit « veiller à ce que les personnes âgées de moins de 18 ans ne soient pas jugées comme des adultes. »

La procédure en dessaisissement ne tient pas compte du fait que les mineurs dessaisis, eu égard à leur statut de

20/ <http://www.dgde.cfwb.be/index.php?id=3689>



minorité, se trouvent dans une position de faiblesse sur le plan juridique et social. Il est dès lors inapproprié de considérer ces jeunes dessais, à l'instar des adultes, comme étant pénalement responsables, sans toutefois leur reconnaître une même responsabilité en matière de droits civils, politiques et sociaux.

Quant à la possibilité, pour les mineurs dessais, en cas de commission des crimes non correctionnalisables, d'être jugés par la juridiction de droit commun, à savoir la Cour d'Assises, se pose la question de l'absence de recours en droit belge contre les arrêts rendus par le jury populaire. Cette possibilité est donc contraire à l'article 40, 2, V de la Convention internationale des droits de l'enfant qui dispose que : « *Les Etats parties veillent en particulier : (...) à ce que tout enfant suspecté ou accusé d'infraction à la loi pénale ait au moins le droit aux garanties suivantes : V – s'il est reconnu d'avoir enfreint la loi pénale, à faire appel de cette décision et de toute mesure arrêtée en conséquence devant une autorité ou une instance judiciaire supérieure compétentes, indépendantes et impartiales (...)* »

Le Délégué général conteste vigoureusement la possibilité de placer un jeune, par mandat d'arrêt, dans la section des dessais du centre fédéral fermé. En effet, ce type de perspective s'apparente à une détention préventive pour mineurs et est contraire à l'article 40, 2, b), I qui stipule que « (...) *Les Etats parties veillent en particulier : (...) à ce que tout enfant suspecté ou accusé d'infraction à la loi pénale ait au moins le droit aux garanties suivantes : I – à être présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie (...)* »

Depuis l'ouverture de la section des dessais au centre fédéral fermé de Saint-Hubert, le 15 juin 2010, le Délégué général se préoccupe de la situation des mineurs qui y sont incarcérés. En effet, durant la première année de

fonctionnement de cette section, 77% des détenus admis à Saint-Hubert étaient encore mineurs d'âge au moment de leur arrivée.

Cette section peut accueillir 13 jeunes. Le taux d'occupation moyen entre le 15 juin 2010 et le 14 juin 2011 est de 7,21 détenus. La durée moyenne du séjour est de 3 mois et 27 jours. 30 mineurs dessais sont passés par l'établissement et 3 d'entre eux y ont été incarcérés à deux reprises. A deux exceptions près, l'ensemble des détenus est arrivé sous mandat d'arrêt et 16 ont été condamnés durant leur séjour dans la section des dessais. Ils quittent la section des dessais pour diverses raisons : des transferts disciplinaires vers des prisons pour adultes (3), une libération provisoire (10 dont 2 avec conditions), une remise à la frontière pour extradition (2), une interruption de peine en vue d'une surveillance électronique, une libération « fin de peine » (2), une levée du mandat d'arrêt (2), un transfert dans une prison pour adultes pour éviter d'accueillir des détenus en surplus (4) ²¹.

Avec l'ouverture de cette section, il semblait permis d'espérer que la section des dessais allait fournir aux jeunes un traitement plus favorable que dans les prisons pour adultes, offrir une meilleure garantie du respect des droits des jeunes dessais et de meilleures conditions de vie pour les mineurs d'âge incarcérés. Au vu des informations reçues, nous émettons de sérieux doutes quant à la faculté de cette structure à mieux répondre aux prescrits de la Convention internationale des droits de l'enfant.

21/ Rapport d'évaluation commun établi par la direction fédérale et le coordinateur au terme des 12 premiers mois de fonctionnement du centre fédéral fermé pour jeunes : section détenus, 15 juillet 2011, p.4

A titre indicatif :

- Cette section est délocalisée géographiquement et aucun dispositif n'a été mis en place pour faciliter la visite des familles aux mineurs dessais, notamment en termes de transport. **Le lien entre le jeune et sa famille est donc très aléatoire, voire inexistant.**
- Par ailleurs, en raison de cette délocalisation géographique, les jeunes éprouvent des **difficultés à entrer en contact avec leur avocat.**
- **Les mineurs dessais sont encadrés par des agents fédéraux qui ne disposent d'aucune formation spécifique à la jeunesse.**
- Depuis son ouverture, cette section fonctionne sans aucune référence aux objectifs pédagogiques puisque le projet pédagogique est inexistant.
- Malgré l'existence d'un projet pilote mis en place par le service d'aide aux détenus de Neufchâteau au sein de cette section, sensé garantir un accompagnement adapté, tenant compte de « l'état de minorité » des jeunes qui y sont détenus, **la prise en charge des jeunes s'effectue prioritairement par l'autorité fédérale et les agents pénitentiaires.**
- Contrairement aux dispositions prévues par la Loi de Principes du 12 janvier 2005 concernant l'Administration des établissements pénitentiaires ainsi que le statut juridique des détenus, **aucune commission de surveillance n'exerce un contrôle indépendant sur cette section.** Les mineurs dessais sont dès lors discriminés par rapport aux détenus majeurs.
- Le règlement d'ordre intérieur de cette section, consistant en un simple « copier-coller » d'un règlement d'établissement pénitentiaire classique auquel ont été ajoutés quelques articles spécifiques à un établissement visant à l'accueil des mineurs d'âge, n'a toujours pas été approuvé par le Ministre de la justice. Par ailleurs, à la lecture du règlement d'ordre intérieur, **le régime appliqué dans cette section apparaît plus strict que dans les établissements pénitentiaires pour adultes.** Les sanctions y sont légion et aucun contrôle externe n'est effectué sur les pratiques utilisées au sein de la section, ce qui va à l'encontre de l'article 72 des Règles de La Havane.

Nous avons dès lors voulu livrer une critique argumentée du système en analysant les registres individuels des sanctions infligées aux mineurs dans cette section particulière du centre fédéral fermé de Saint-Hubert.

Nous avons, en outre, comparé ces registres de sanctions avec ceux de détenus dans des établissements pénitentiaires francophones ainsi qu'avec les registres de sanctions des mineurs placés dans les sections « éducation » du centre fédéral fermé de Saint-Hubert. Nous avons eu accès aux décisions disciplinaires prononcées à la prison de Forest depuis le 1^{er} septembre 2011, date de la mise en vigueur des nouvelles dispositions relatives aux procédures disciplinaires conformément à la loi de principes du 12 janvier 2005, et au registre commun des sanctions prises au centre fédéral fermé de Saint-Hubert dans les sections « éducation ».

Cette analyse s'est donc scindée en quatre parties : l'analyse du registre des sanctions pour la section des mineurs dessais à Saint-Hubert²², l'analyse des décisions disciplinaires prononcées à la prison de Forest, l'analyse du registre commun des sanctions prises au centre fédéral fermé de Saint-Hubert dans les sections « éducation »²³ et enfin une analyse comparative entre ces trois régimes disciplinaires.

Analyse comparative entre les régimes disciplinaires

NOMBRE DE DÉTENU ANALYSÉS

> **Section des dessais du CFF de St-Hubert**

19 détenus

> **Sections d'éducation du CFF de St-Hubert**

85 jeunes

> **Prison de Forest**

Impossible à déterminer

POPULATION MOYENNE, PAR JOUR

> **Section des dessais du CFF de St-Hubert**

7,21

> **Sections d'éducation du CFF de St-Hubert**

23,87

> **Prison de Forest**

653

NOMBRE DE SANCTIONS DIFFÉRENTES

> **Section des dessais du CFF de St-Hubert**

10

> **Sections d'éducation du CFF de St-Hubert**

20

> **Prison de Forest**

11

L'éventail de sanctions est plus important dans les sections « éducation » que dans la section des dessais ou à la prison de Forest. L'éventail de sanctions est plus large au sein des sections « éducation » en raison des sanctions réparatrices que ces sections utilisent.

22/ L'article 606 du Code d'Instruction criminelle stipule que « les personnes qui, à la suite d'un dessaisement prononcé sur base de l'article 57bis de la loi 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait, font l'objet d'un mandat d'arrêt, sont placées dans un centre fédéral fermé pour mineurs ayant commis un fait qualifié infraction. (...) Si les mêmes personnes font l'objet d'une condamnation à une peine d'emprisonnement principal ou accessoire, elles exécutent cette peine dans l'aile punitive d'un centre fédéral fermé pour mineurs ayant commis un fait qualifié infraction. »

23/ Les mineurs placés au sein de ces sections le sont sur base de la loi du 1^{er} mars 2002 relative au placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction.

SANCTION LA PLUS UTILISÉE

> Section des dessais du CFF de St-Hubert <i>Le régime cellulaire strict (38%)</i>
> Sections d'éducation du CFF de St-Hubert <i>Le régime individuel (29%)</i>
> Prison de Forest <i>La cellule de punition (36%)</i>

TAUX MOYEN DU RÉGIME STRICT

> Section des dessais du CFF de St-Hubert <i>44% des jeunes dessais sanctionnés sont placés en régime cellulaire strict</i>
> Sections d'éducation du CFF de St-Hubert <i>29% des jeunes sanctionnés font l'objet d'une mesure en régime individuel</i>
> Prison de Forest <i>Impossible de le déterminer</i>

La sanction la plus utilisée dans les sections « éducation » est le **régime individuel**, dans 29% des cas. Si nous comparons ces chiffres avec ceux de la section des dessais, nous constatons que la sanction la plus utilisée dans la section des dessais est le **régime cellulaire strict** (similaire au régime individuel pratiqué dans les sections d'éducation), mais qui y est utilisé dans 44% des cas, donc plus fréquemment que dans les sections « éducation ».

DURÉE MOYENNE DU RÉGIME STRICT

> Section des dessais du CFF de St-Hubert <i>6,6 jours en régime cellulaire strict</i>
> Sections d'éducation du CFF de St-Hubert <i>2,3 jours en régime individuel</i>
> Prison de Forest <i>Impossible de le déterminer</i>

La durée de la sanction infligée aux mineurs placés dans les sections « éducation » du centre fédéral fermé est plus courte que celle des mineurs dessais. En effet, dans les sections « éducation », la durée moyenne du régime individuel est de 2,3 jours. Dans la section des dessais, la durée moyenne du régime cellulaire strict est de 6,6 jours.

MOTIF DE SANCTION LE PLUS UTILISÉ

> Section des dessais du CFF de St-Hubert <i>« Insultes à agents » (dans 6% des cas)</i>
> Sections d'éducation du CFF de St-Hubert <i>« pas à l'heure » (dans 18% des cas)</i>
> Prison de Forest <i>« bagarre entre co-détenus » (dans 20% des cas)</i>

Sur la période analysée dans les sections « éducation », il y a eu 42 motifs de sanctions différentes dont 18% de jeunes qui n'étaient pas à l'heure, motif le plus souvent utilisé. Ce motif est inexistant pour la section des dessais, certainement en raison du fait que les activités sont moindres ou que les jeunes sont plus souvent sanctionnés et moins susceptibles de passer du temps en activité.

NOMBRE DE MOTIFS DE SANCTIONS

> Section des dessais du CFF de St-Hubert 66
> Sections d'éducation du CFF de St-Hubert 42
> Prison de Forest 47

A l'analyse des registres disciplinaires des trois établissements, il apparaît que les motifs sont également plus diversifiés dans la section des dessais (66) par rapport aux sections « éducation » (42) ou même par rapport à la prison de Forest (47).

Cela pose la question de savoir si les motifs de sanctions dans les sections d'éducation ne sont pas plus précis et circonscrits notamment en raison du fait qu'ils apparaissent dans le règlement d'ordre intérieur des sections d'éducation du centre fédéral fermé de Saint-Hubert. Faut-il ici rappeler qu'actuellement la section des dessais dispose d'un règlement d'ordre intérieur qui n'a pas été validé par le Ministre de tutelle ?

FRÉQUENCE DE LA MESURE D'ISOLEMENT

> Section des dessais du CFF de St-Hubert <i>L'isolement en cellule nue s'effectue dans 8% des cas</i>
> Sections d'éducation du CFF de St-Hubert <i>L'isolement s'effectue dans 2% des cas</i>
> Prison de Forest <i>L'isolement en cellule de punition s'effectue dans 36% des cas</i>

La mise en isolement est moins fréquente dans les sections « éducation » que dans la section des dessais de Saint-Hubert. En effet, l'utilisation du régime d'isolement en cellule nue dans la section des dessais s'effectue dans 8% des cas, tandis que l'isolement dans les sections « éducation » s'effectue dans 2% des cas. Par contre, l'isolement en cellule de punition à la prison de Forest s'effectue dans 36% des cas.

A cet égard, nous relevons le fait que la réglementation relative aux mesures d'isolement diffère entre les différents établissements. Ainsi, la mesure d'isolement dans la section des dessais et à la prison de Forest est prévue par les articles 134 à 139 de la loi de Principes du 12 janvier 2005. La mesure d'isolement dans les sections d'éducation est prévue par l'article 27 du Protocole d'accord du 30 avril 2010 entre l'Etat fédéral, la Communauté germanophone et la Communauté française relatif aux sections d'éducation du centre fédéral fermé de Saint-Hubert au sein desquelles sont placés les mineurs ayant commis un fait qualifié infraction, repris par le projet pédagogique et le règlement d'ordre intérieur des sections. A l'analyse, nous constatons que les modalités de la mesure d'isolement sont plus favorables pour les jeunes dans les sections d'éducation que dans les autres structures, en termes de durée de l'isolement, des motifs d'isolement, d'accompagnement du jeune tout au long de la mesure.

Si nous comparons le nombre de sanctions infligées aux dessais de Saint-Hubert à celui des détenus de la prison de Forest et à celui des sections d'éducation de Saint-Hubert, nous constatons qu'à Saint-Hubert dans la section des dessais, sur 501 jours, il y a eu 217 sanctions pour une population moyenne de 7,21 détenus. Pour la prison de Forest, sur 74 jours, il y a eu 192 sanctions pour une population moyenne de 653 détenus. Pour les sections d'éducation, sur 123 jours, il y a eu 463 sanctions pour une population moyenne de 23,87 jeunes.

Ainsi, si nous analysons les sanctions par jour et par détenu, il y aurait donc **15 fois plus de sanctions dans la section des dessais de Saint-Hubert qu'à la prison de Forest mais aussi 2,6 fois plus de sanctions dans les sections « éducation » que dans la section des dessais de Saint-Hubert.** On note cependant, sans pour autant le légitimer, que le nombre important de sanctions dans les sections « éducation » est à mettre en lien avec un projet pédagogique construit et mis à l'œuvre par une équipe qui comprend du personnel éducatif qualifié. Ce projet intègre la sanction non pas comme la marque absolue de l'autorité de l'adulte sur le jeune mais bien comme la résultante naturelle de son comportement positif ou négatif. Les critiques et les sanctions positives créent un terrain propice à la résolution des conflits quand ils surviennent. Une critique ou une sanction négative sera d'autant moins perçue comme une attaque qu'elle sera émise ou infligée par une personne ou une institution qui sait souligner le positif et encourager les comportements constructifs.

Ainsi le projet pédagogique considère des sanctions positives (encouragements, gratifications, permissions spéciales) et des sanctions négatives dont un bon nombre représente simplement le retrait des gratifications obtenues dans le cadre des sanctions positives (retrait de gratification, suppression des BD, suppression de la radio...).

On note également que les mineurs dessais du centre fédéral fermé font plus souvent l'objet d'un régime strict que les mineurs des sections « éducation ».

Conclusions et recommandations

En guise de conclusion, si nous analysons les sanctions par jour et par détenu, il y a 15 fois plus de sanctions dans la section des dessais qu'à la prison de Forest. Le nombre moyen de sanctions par jeune est plus élevé pour les mineurs dessais que pour les mineurs placés dans les sections « éducation ». Le régime strict est plus fréquemment utilisé dans la section des dessais que dans les sections « éducation » et qu'à la prison de Forest. Les motifs de sanction sont plus nombreux dans la section des dessais que dans les sections « éducation » et qu'à la prison de Forest, ce qui démontre que les mineurs dessais peuvent être plus facilement sanctionnés que partout ailleurs. La durée moyenne du régime strict dans la section des dessais est plus longue que dans les sections « éducation ». Enfin, l'isolement est plus long pour les mineurs dessais que pour les mineurs placés en section « éducation ».



Sur base de ce qui précède, le Délégué général recommande que :

- une réelle réflexion soit menée sur les sanctions au sein de la section des dessais afin que les sanctions puissent faire sens pour les jeunes ;
- des sanctions positives soient intégrées, à l'image de ce qui est indiqué dans le règlement d'ordre intérieur des sections « éducation », et que ces gratifications puissent, le cas échéant, faire l'objet de retrait en cas de non-respect ;
- le règlement d'ordre intérieur de la section des dessais puisse être revu eu égard à l'article 40 de la Convention internationale des droits de l'enfant qui stipule que « *les Etats parties reconnaissent à tout enfant suspecté, accusé ou convaincu d'infraction à la loi pénale le droit à traitement qui soit de nature à favoriser son sens de la dignité et de la valeur personnelle, qui renforce son respect pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales d'autrui, et qui tienne compte de son âge ainsi que de la nécessité de faciliter sa réintégration dans la société et de lui faire assumer son rôle constructif au sein de celle-ci* » ;
- le règlement d'ordre intérieur intègre différents éléments qui permettent d'assurer le respect des droits des jeunes détenus : motivation des sanctions, proportionnalité, durée de la sanction, objectivation de la sanction... ;
- le règlement d'ordre intérieur soit articulé avec un projet pédagogique qui englobe les différents aspects de la vie quotidienne de la section (en lien avec le service d'aide aux détenus) ;
- les modalités de la mesure d'isolement au sein de la section des dessais soient calquées sur celles des sections « éducation » du centre fédéral fermé de Saint-Hubert ;
- un droit de la défense et un droit de recours soient organisés, dans les plus brefs délais, de manière effective, pour tous les jeunes soumis au régime disciplinaire au sein de la section des dessais du centre fédéral fermé de Saint-Hubert ;
- un contrôle externe des sanctions disciplinaires au sein de la section des dessais puisse être mis en place, dans les plus brefs délais, conformément à l'article 72 des Règles de La Havane²⁴ ; la question est d'autant plus cruciale, à partir du moment où nous constatons que le régime disciplinaire de la section des dessais est plus strict que dans un établissement carcéral classique.

L'intégralité de cette analyse est téléchargeable sur le site du Délégué général.²⁵

24/ L'article 72 des règles de La Havane stipule que « *Des inspecteurs qualifiés ou une autorité équivalente dûment constituée et n'appartenant pas à l'administration doivent être habilités à procéder à des inspections régulières et à entreprendre de leur propre initiative des inspections régulières et à entreprendre de leur propre initiative des inspections non annoncées et doivent jouir de toutes les garanties d'indépendance dans l'exercice de cette fonction. Les inspecteurs doivent avoir accès sans restriction à toutes les personnes employées ou travaillant dans tout établissement où des mineurs sont ou peuvent être privés de leur liberté, à tous les mineurs et à tous les dossiers de ces établissements.* »

25/ <http://www.dgde.cfwb.be/index.php?id=3689>

LA SIXIÈME RÉFORME DE L'ÉTAT

Jusqu'ici, la loi de 1965 relative à la protection de la jeunesse, réformée en juin 2006, s'appliquait à tous les mineurs ayant commis un fait qualifié infraction, qu'ils soient francophones ou néerlandophones. Toutefois, l'accord institutionnel pour la sixième réforme de l'Etat prévoit un transfert de certaines matières relatives au *droit sanctionnel des mineurs aux Communautés* (un transfert des compétences à la COCOM à Bruxelles). Les jeunes francophones et les jeunes néerlandophones ne seront donc désormais plus égaux devant la loi.

Dans le texte, les modifications annoncées tiennent en 5 lignes :

« 3.4.3. Droit sanctionnel de la jeunesse

Communautarisation (COCOM à Bruxelles) des matières suivantes :

- *Définition de la nature des mesures pouvant être prises à l'égard de mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction.*
- *Règles de dessaisissement ;*
- *Règles de placement en établissement fermé ;*
- *Les établissements fermés, selon les modalités à déterminer.* »

Il est donc indispensable d'avoir de plus amples informations sur la teneur des réformes à venir.

L'enfermement

Depuis les années 80, nous connaissons en Communauté française un mouvement d'extension continu des capacités d'enfermement pour les garçons : de 10 places en 1981 à 86 places en 2008. Cette extension de la capacité s'accompagne « naturellement » d'une augmentation proportionnelle de l'utilisation des possibilités d'enfermement par les autorités judiciaires.





L'augmentation est particulièrement observable pour le placement des garçons en régime fermé pour lequel le nombre de places a plus que triplé de 2000 à 2009.

Cette tendance n'est, par contre, pas du tout observable ni pour le placement en régime ouvert des garçons ni pour le placement des jeunes filles à l'IPPJ de Saint-Servais. En ce qui concerne les filles, il est important de relever que, depuis 2000, la capacité de prise en charge en régime éducatif ouvert (34 places) et en régime éducatif fermé (5 places) reste stable.

Le nombre de places disponibles en IPPJ est manifestement devenu petit à petit totalement insuffisant par rapport aux demandes de placement émises par les juges.

Il est important de se demander quelle est la cause de cet écart. Le nombre de jeunes présentés aux juges de la jeunesse pour des faits de délinquance a-t-il augmenté de manière disproportionnée par rapport aux augmentations des capacités d'accueil de ces institutions ? Les besoins des jeunes présentés sont-ils tels qu'ils requièrent des placements de plus longue durée qu'auparavant ? Les faits pour lesquels ces mineurs sont poursuivis révèlent-ils aujourd'hui un tel potentiel de danger pour la société que des mises à l'écart s'imposent ?

Pour répondre à cette question, des données chiffrées fiables sont nécessaires. Le travail de longue haleine mené à cet égard par le département de criminologie de l'Institut national de criminalistique et de criminologie (INCC) va en ce sens.

Des résultats concrets sont donc soit d'ores et déjà disponibles, soit prévisibles dans un délai relativement bref, et il serait plus qu'utile d'en tenir compte pour l'élaboration de la future politique.

Il importe de souligner que les données enregistrées ne montrent pas une augmentation de la délinquance des mineurs. Au contraire, selon les observations de l'INCC, le nombre des signalements de mineurs aux parquets de la jeunesse pour des faits qualifiés infractions semble plutôt à la baisse au regard des années 80. Cette analyse relève également que des faits d'une extrême gravité sont rarement signalés.

Ces résultats sont interpellants dans la mesure où ils viennent contredire l'idée généralement véhiculée d'une augmentation et d'une aggravation de la délinquance juvénile traitée par les tribunaux de la jeunesse. Ils mettent également en exergue les divergences qui peuvent exister au niveau des (politiques des) arrondissements.

Le Délégué général s'oppose donc catégoriquement à l'augmentation du nombre de places fermées.

Le dessaisissement

Il est nécessaire de s'interroger sur les motivations politiques qui ont conduit à maintenir la mesure de dessaisissement au sein de l'arsenal de mesures protectionnelles.

Ce maintien s'inscrit-il dans la logique sécuritaire que nous connaissons depuis plusieurs années et vise-t-il à « rassurer » la population sur le fait que nos mineurs délinquants graves seront jugés comme des adultes en vertu du droit pénal ? Si tel est le cas, l'argument semble peu convaincant lorsque l'on examine une recherche de la VUB qui arrive à la conclusion que « *la plupart des faits graves (c'est-à-dire pouvant être punis d'une peine criminelle) ne sont pas vraiment sur-représentés dans les cas ayant donné lieu à dessaisissement. Dans les délits relativement graves, apparaissent principalement les vols graves ; soit avec effraction, à l'escalade ou avec des fausses clés, soit avec violence et menaces. Les autres faits graves sont cependant assez rares.* »²⁶ Et, de toute façon, en quoi le droit pénal serait-il plus à même d'apporter des réponses adéquates à la délinquance juvénile que le droit protectionnel ?

Si les travaux préparatoires de la réforme de la loi de 1965 considèrent la mesure de dessaisissement comme devant être une mesure exceptionnelle, il va de soi que la diminution du dessaisissement ne s'avèrera possible que si la multiplication des mesures mises à la disposition des magistrats peut être effectivement exécutée sur le terrain. Le dessaisissement constitue une *mesure exceptionnelle* laissée au tribunal de la jeunesse de renvoyer le dossier d'un jeune délinquant devant soit la chambre spécifique du tribunal de la jeunesse, soit la juridiction de droit commun lorsqu'il estime inadéquate une

26/ Une recherche a en effet été menée par la VUB sur des dossiers relatifs à des dessaisissements prononcés de 1999 à 2001 par les tribunaux de la jeunesse d'Anvers, Mons, Bruxelles, Charleroi et Malines. A. NUYTENS, J. CHRISTIAENS et Ch. ELIARTS, *Ernstige jeugddelinquenten gestraft ? Praktijk van de uithandengeving*, Gent, Academia Press, 2005, 290

mesure de garde, de préservation ou d'éducation. Or, la recherche de la VUB a montré que la mesure était parfois utilisée à d'autres fins, notamment lorsque des infrastructures adaptées n'existent pas ou ne sont pas suffisamment spécialisées. Tel est le cas, par exemple, des jeunes délinquants souffrant de problèmes psychiatriques.

Cette recherche, confirmée par celle réalisée par Isabelle Detry et Charlotte Vanneste, a également mis en évidence qu'au moment du dessaisissement, au moins la moitié des jeunes dessaisis composant l'échantillon de l'étude étaient déjà majeurs. On pouvait donc se demander si le manque de moyens mis à disposition des juges de la jeunesse pour les jeunes déjà majeurs n'influait pas la décision de dessaisissement. Le fait que le dessaisissement remplit plusieurs fonctions au sein du droit de la jeunesse indique que celui-ci n'offre pas de réponse efficace à la délinquance juvénile. Il semble donc que le dessaisissement offre une sorte de filet de sécurité aux lacunes de la loi.

Or, un droit de la jeunesse cohérent doit pouvoir s'adresser à tous les jeunes. D'autres pistes que celles du dessaisissement méritent d'être explorées. La réforme de la loi de 1965 prévoit une panoplie de nouvelles mesures, dont la consécration légale des mesures alternatives qui se sont développées sur le terrain depuis de nombreuses années. La Convention internationale des droits de l'enfant elle-même encourage, en son article 40, 3, b) le recours aux alternatives à la procédure judiciaire. Selon nous, ces mesures alternatives ne doivent plus trouver seulement à s'appliquer, comme cela paraissait être le cas jusqu'ici, aux jeunes ayant commis des faits de moindre gravité ou aux primo délinquants. Pensons notamment à la mesure de « concertation restauratrice

en groupe » qui s'est développée en Flandre au titre de projet pilote. La réforme a généralisé cette mesure à l'ensemble de la Belgique. Cette mesure fut, à l'origine, mise en place par le groupe de recherche en criminologie juvénile de la KULeuven en Communauté flamande pour des faits présentant une certaine gravité. La recherche menée en la matière montre que cette mesure paraît offrir une réponse satisfaisante à la délinquance « grave » des mineurs.

Puisque des pratiques respectueuses de la Convention offrant une réponse à la délinquance juvénile existent, ne faudrait-il pas laisser la chance à ces mesures de se mettre en place et supprimer le dessaisissement de telle sorte que l'on puisse enfin arriver à un droit de la jeunesse à part entière, cohérent et applicable à tous les mineurs délinquants ? Par conséquent, si l'on veut que le dessaisissement reste une mesure exceptionnelle, il ne suffit pas seulement de multiplier les mesures mises à la disposition des magistrats de la jeunesse mais encore faut-il mettre à disposition des moyens nécessaires à leur exécution.

Analyse de la déclaration de politique générale et questionnements

La communautarisation de la protection de la jeunesse à Bruxelles pose question. En effet, il serait nécessaire d'établir des règles compatibles avec la prise en charge des mineurs délinquants flamands et francophones. La COCOM devrait dès lors prendre une ordonnance pour les mesures prises à Bruxelles et passer ensuite des accords de coopération avec la Communauté flamande et avec la Fédération Wallonie-Bruxelles.



La définition de la nature des mesures pouvant être prises à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction

La loi du 8 avril 1965 réformée en 2006 a donné un cadre légal à toute une série de mesures. Elle propose une série de mesures (l'offre de médiation, la concertation restauratrice en groupe, le projet écrit du jeune, la réprimande du mineur, l'accompagnement éducatif intensif et l'encadrement individualisé, les prestations éducatives et d'intérêt général, le traitement ambulatoire, la réalisation d'une prestation positive...) dans lesquelles les parquets et juges de la jeunesse puisent pour sanctionner un mineur en tenant compte de son cadre de vie, de sa personnalité, de la gravité des faits et des éventuelles mesures prises antérieurement.

Une partie de ces mesures ne sont, à l'heure actuelle, pas appliquées de la même façon au Nord comme au Sud de notre pays.

La communautarisation pourrait dès lors accroître les différences entre la Flandre, la Wallonie et Bruxelles.

Nous nous interrogeons sur la liste des articles de la loi du 8 avril 1965 concernés qui devraient être réformés à l'avenir.

La communautarisation des règles de dessaisissement

Pour rappel, selon la législation en vigueur à l'heure actuelle, le juge de la jeunesse peut se dessaisir du dossier d'un mineur délinquant lorsque ce dernier a atteint l'âge de 16 ans.

Désormais, les Communautés pourront théoriquement modifier cet âge. Le risque est grand de voir l'âge du dessaisissement diminuer et d'envoyer des mineurs encore plus jeunes devant des tribunaux correctionnels ou vers les cours d'assises.

Une question se pose quant au transfert de compétences éventuel dans la section des dessaisis de Saint-Hubert. Cette section particulière, à visée carcérale, sera-t-elle dorénavant gérée exclusivement par la Communauté ?

Les règles de placement en établissement fermé

On ne voit pas très bien à l'heure actuelle ce que les termes « Règles de placement en établissement fermé » recouvrent. On peut légitimement s'inquiéter de ce flou.

La communautarisation des établissements fermés

Le centre fédéral fermé de Saint-Hubert sera également communautarisé « selon des modalités à déterminer ». Cela signifierait-il la fin des centres fédéraux fermés ? Deviendront-ils des institutions publiques de protection de la jeunesse ? La loi du 1^{er} mars 2002 sera-t-elle abrogée ?

Nous savons que le placement en régime fermé est onéreux. Dès lors, quels seront les budgets alloués à cette nouvelle section totalement composée de personnel communautaire ?

Qui assurera la sécurité au sein des « nouveaux » établissements fermés ?

Conclusions

En tant que Délégué général, nous rappelons avec force que nous nous opposons à l'enfermement et au dessaisissement. Nous dénonçons le fait qu'avec une telle communautarisation des matières concernant les mineurs délinquants, nous assisterons inévitablement à une discrimination entre les mineurs néerlandophones, francophones et bruxellois.

Nous ne pouvons actuellement nous positionner sur ces 5 lignes sibyllines du plan gouvernemental tant les questions restent ouvertes : quelle est la liste précise des articles de la loi du 8 avril 1965 réformée, concernés par la communautarisation ? Que recouvrent « les règles de placement en établissement fermé » ? Quels sont les budgets qui seront alloués aux Communautés pour assumer leurs nouvelles missions ?

Nous recommandons dès lors que plus aucune place fermée pour les mineurs délinquants ne soit créée et que la section des dessaisis du centre fédéral fermé disparaisse.

LES EFFETS DU DESSAISSEMENT SUR LES JEUNES

De manière à mieux évaluer les dégâts engendrés sur les jeunes à la suite d'un dessaisissement, le Délégué général a décidé de se pencher sur les conséquences du dessaisissement sur des jeunes qui l'ont vécu en vue de formuler des recommandations.

L'hypothèse initiale est que le dessaisissement n'est pas une décision qui permet au jeune en construction de se réinsérer dans la société.

En vue de rentrer en contact direct avec les jeunes dessaisis, nous sommes passé par trois intermédiaires :

- Les services d'aide aux détenus : afin d'entrer en contact avec des mineurs ou jeunes majeurs dessaisis, incarcérés dans des prisons pour adultes.
- Le service d'aide aux détenus de Neufchâteau de la section des dessaisis du centre fédéral fermé de Saint-Hubert : afin d'entrer en contact avec des mineurs ou jeunes majeurs dessaisis qui font l'objet d'une incarcération au sein de cette section spécifique.
- Les avocats des jeunes : afin d'entrer en contact avec des mineurs ou jeunes majeurs dessaisis, qui ont fait l'objet de mesures autres que l'enfermement.

Nous avons demandé à ces trois intermédiaires de proposer aux jeunes dessaisés qu'ils rencontrent dans le cadre de leurs missions de participer au projet du Délégué général en vue de faire émerger leur vécu, leur ressenti, leur histoire, suite à la décision de dessaisissement.

Les entretiens avec les jeunes se sont déroulés dans le cadre d'entretiens semi-directifs, sur une base volontaire du jeune et dans le respect du secret professionnel.

En parallèle, nous avons analysé l'ensemble des décisions de la 22^e chambre correctionnelle de Bruxelles pour l'année 2011.

Nous avons également constitué un Comité d'accompagnement chargé d'apporter son éclairage à divers moments du processus. Ce Comité rassemble l'ensemble des acteurs amenés à rencontrer les mineurs dessaisés.

Le rapport final a été remis aux autorités compétentes ce 20 novembre 2012.

LES MINEURS MAL ACCOMPAGNÉS : « DONNER LA PAROLE AUX JEUNES »

Le Délégué général est régulièrement interpellé par des professionnels ou des citoyens au sujet du manque de places dans des structures de prise en charge adéquate pour mineurs ou du « mauvais » accompagnement dont les mineurs sont victimes.

Il semble en effet que dans certaines situations, quel que soit le champ d'intervention (aide à la jeunesse, santé, enseignement, accueil des étrangers...), le système d'aide peine à résoudre les difficultés rencontrées par les jeunes, mais, plus encore, engendre parfois lui-même des difficultés supplémentaires pour ceux-ci.

Pour mieux comprendre ces situations, nous sommes parti à la rencontre des personnes directement concernées, nous nous sommes centré sur la parole des jeunes eux-mêmes. Notre ambition était d'entendre ce qu'ils vivaient, leurs expériences de vie, la manière dont ils se représentent l'accompagnement dont ils bénéficient et leurs recommandations en la matière.

Douze jeunes ont été sélectionnés en fonction des thématiques que nous souhaitions aborder : les situations de mineurs étrangers non accompagnés, de mineurs porteurs de handicap, de mineurs ayant des difficultés scolaires, des jeunes délinquants vivant l'enfermement. Leurs témoignages constituent la base du rapport qui met en évidence les facettes et les dimensions transversales des mauvais accompagnements qu'ils ont rencontrés : isolement, temporalité inadéquate, discontinuité des interventions sociales, accompagnement trop spécialisé ou insuffisant : les constats sont connus, mais les entendre de la bouche des jeunes qui les vivent leur donnent une autre dimension.

Les lignes qui suivent constituent la synthèse du rapport intitulé « Mineurs Mal Accompagnés » présenté publiquement lors d'une séance de travail le 27 janvier 2012 au Botanique à Bruxelles, avec la participation de Dan Kaminski, Docteur en criminologie et professeur à l'UCL, et de Bruno Humbeek, chercheur et travailleur psycho-social.

La scolarité en question

La scolarité concentre de tels enjeux qu'elle a fait l'objet d'un traitement spécifique au sein du rapport. Le témoignage de Joël sur la performance scolaire est ainsi éloquent : « *Je crois qu'une école qui rassemble des centaines d'élèves, ça devient une sorte d'industrie des points. C'est vraiment une préparation à la société qui est maintenant sur le thème de l'argent. On bosse pour avoir de l'argent. L'objectif dans cette société, c'est l'argent et l'objectif dans les écoles, c'est les points. J'ai l'impression que les points, c'est un peu une monnaie. Je vois ça dans chaque école où j'ai été, les 3/4 des gens qui étudiaient c'était pour avoir des points, ce n'était pas pour apprendre. Ils se tuaient la tête à étudier des trucs par cœur sans aucun intérêt. Tout ça pourquoi ? Pour avoir un 19.5 sur 20 et entendre : "bravo, tu es un élève intelligent, tu iras loin dans la vie". Putain, si c'est ça aller loin dans la vie, non merci. Bosser pour avoir des points, ou de l'argent... pfffff, non. Les écoles, c'est pour apprendre, ce n'est pas pour les points.* »

Du décrochage à la relégation, en passant par le sentiment d'être orienté vers des voies de garage, les jeunes esquissent ainsi l'image d'une institution maltraitante, incapable de les aider à surmonter les difficultés de la vie.

Nadir, un jeune mineur étranger, raconte ainsi sa mise en échec scolaire. « *J'ai encore réussi mon année de deuxième générale. Je continuais à réussir avec des "bien" et des beaux points. Jusqu'au jour où j'étais en troisième. On voit vraiment la différence dans mon bulletin car les trois premières périodes sur les sept périodes, il y a vraiment que des bons points et après, les quatre dernières périodes, le travail journalier et les examens de juin, c'est vraiment que du rouge et de la merde. Parce que ça m'a beaucoup fait chier ces papiers.* »

Le manque de sens

La prise en charge imposée est parfois perçue comme vide de sens par le jeune. La plupart des jeunes que nous avons rencontrés ne perçoivent pas le sens de certaines actions, de la multiplicité des prises en charge ou des sanctions qui leur sont infligées.

Ce manque de sens a des effets sur l'estime de soi, provoque un sentiment d'abandon, de peur, une difficulté de se projeter dans l'avenir, un sentiment d'injustice, une dévalorisation de soi. Dès lors, certains jeunes mettront les prises en charge successives en échec.

Pour Khaled, « *tous les jeunes qui sont passés en IPPJ ont des problèmes familiaux, des problèmes avec leurs parents,*



des problèmes à l'école, des problèmes de comportement. Il y a déjà un souci, mais si en plus de ça vous l'enfermez, ce n'est pas une façon de régler le problème. (...) Vous en mettez un autre de problème, la haine du jeune est attisée. »

Des institutions bienveillantes

Dan Kaminski, qui a accompagné ce projet, l'a rappelé lors de la présentation publique : si les situations décrites dans le rapport sont peu nombreuses et présentent des cas extrêmes, ce n'est pas pour autant qu'elles ne sont pas représentatives. Elles mettent le doigt sur les « *trous noirs de l'éducation* » et révèlent une jeunesse « *qui connaît le monde, mais que le monde ne connaît pas* ». « *L'accompagnement n'est pas indéfectible mais il le devrait.* »

Bruno Humbeek, quant à lui, a présenté une vision optimiste des choses. « *L'évolution du mot accompagnement nous révèle ce qu'est aujourd'hui une institution (ou ce qu'elle devrait être) : non plus un lieu qui désigne le chemin qui doit être suivi, mais un espace où l'on soutient chacun sur la route qu'il a tracée lui-même.* »

Des recommandations formulées par les jeunes

Face aux divers constats, les jeunes ont formulé une série de recommandations. Les conditions pour un bon accompagnement sont à la fois structurelles (investir dans la petite enfance, dans la formation des professionnels, améliorer la mixité à l'école, instaurer une meilleure accessibilité aux services d'aide, une meilleure information sur les procédures), relationnelles (favoriser la participation, le recueil et l'écoute de la parole des jeunes, valoriser les compétences du jeune, améliorer

l'accompagnement du lien entre parent et enfant), mais aussi inconditionnelles (optimiser le soutien et créer des relations de confiance, organiser des dispositifs de prises en charge inconditionnelles, non contraignants, de proximité).

L'intégralité de ce rapport est téléchargeable sur le site du Délégué général.²⁷

Ce rapport a fait l'objet de diverses présentations notamment lors d'une journée organisée par le Conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse de Verviers, le 25 mai 2012, intitulée « Acteurs de terrain : le rapport du Délégué général aux droits de l'enfant relatif aux mineurs mal accompagnés est une opportunité ! »

Lors de la présentation du rapport, Jean Blairon (RTA asbl) et Alice Jaspert (Docteur en criminologie) se sont exprimés. Le premier sur « l'accompagnement, un héritage ambivalent » et la deuxième sur les « prises en charge successives et l'impact sur l'avenir : de l'inaccessible rêve au principe de réalité ». Cette journée s'est poursuivie par l'organisation d'ateliers pour les acteurs de terrain sur la mise en valeur des bonnes pratiques.

27/ <http://www.dgde.cfwb.be/index.php?id=3696>

DES SANCTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNALES DÈS 14 ANS !

En juin 2010, le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies s'était montré préoccupé par le système des sanctions administratives communales appliqué aux mineurs de plus de seize ans et avait demandé à notre pays d'évaluer la conformité du système avec la Convention internationale des droits de l'enfant.

Aux termes de l'article 119bis, §2, de la Loi communale, introduit par la loi du 17 juin 2004, les communes peuvent, via leur règlement de police, appliquer aux mineurs de plus de 16 ans des sanctions administratives pour certaines, voire l'ensemble, des dispositions du règlement de police.

Plusieurs propositions de loi ont été déposées à la Chambre, visant, soit à abaisser à 14 ans (voire 12 ans), l'âge à partir duquel les communes pourraient infliger des amendes administratives, soit à élargir celles-ci à des comportements concernant exclusivement les jeunes (absentéisme scolaire).

En outre, l'accord du Gouvernement prévoit que « Pour les communes qui le souhaitent, des sanctions administratives pourront également être applicables aux mineurs à partir de 14 ans. Dans ce cas, la médiation en présence du ou des parents ou du tuteur sera obligatoire. Cette médiation devra en outre s'exercer selon des modalités fixées dans la loi. Dans ce cadre, le Gouvernement clarifiera la mise en œuvre de ces sanctions administratives en prévoyant pour ces mineurs des garanties indispensables à une approche adaptée et proportionnée de la sanction (par exemple, l'adaptation des mécanismes de médiation réparatrice et des travaux d'intérêt général). »



Après avoir fait sortir certains comportements (la plupart des contraventions) du Code Pénal pour les rendre passibles de sanctions administratives communales, ceux-ci ont été rendus punissables pour les mineurs de 16 à 18 ans, hors du champ de compétences du tribunal de la jeunesse, créant ainsi, de facto, une forme de dessaisissement automatique. A présent, il est non seulement envisagé d'abaisser à 14 ans l'âge limite auquel les jeunes pourraient se voir infligés des sanctions administratives communales mais aussi de rendre celles-ci applicables à des comportements qui concernent spécifiquement les jeunes (absentéisme scolaire).

Préoccupé par cette évolution programmée, le Délégué général a mené différentes actions durant cette année d'exercice.

Dès janvier 2012 et les premières annonces médiatiques du dépôt d'un projet de loi de la Ministre de l'intérieur sur cette question, le Délégué général, en coordination avec son homologue flamand du Kinderrechtencommissariaat, du Président de la Ligue des droits de l'homme, du Directeur général de la Ligue des familles et de la Coordination des ONG pour les droits de l'enfant (CODE), a tenu à réagir publiquement en publiant une carte blanche pour s'opposer à une réforme qui serait en contradiction avec les droits de l'enfant²⁸.

En avril de cette même année, la Commission de l'intérieur de la Chambre ayant inscrit à l'ordre du jour l'examen de plusieurs propositions de loi relatives aux sanctions administratives communales, dont certaines visaient notamment à abaisser à 14 ans l'âge minimum à partir duquel celles-ci peuvent être prononcées, nous avons envoyé notre avis repris dans cette carte blanche aux membres de la Commission.

Nous avons ensuite écrit à l'ensemble des autorités politiques des différents niveaux de pouvoirs afin de mettre en évidence le fait que, tant le système actuel que les évolutions envisagées, posaient questions en termes de respect des droits de l'enfant.

Nous avons notamment tenu à mettre en évidence, en lien avec la recommandation du Comité des droits de l'enfant, qu'à notre connaissance, aucune évaluation valable n'avait été réalisée sur l'application des sanctions administratives communales à l'égard des jeunes de 16 à 18 ans.

Nous avons également souligné qu'au niveau institutionnel, ces propositions de réforme témoignaient d'une incohérence totale avec une autre disposition de l'accord de Gouvernement fédéral qui prévoit de renvoyer vers les Communautés le « droit sanctionnel de la jeunesse », notamment la détermination des mesures pouvant être prises à l'égard des mineurs. D'un côté, on estime que les questions relatives à la délinquance juvénile ne doivent plus être traitées au niveau fédéral mais que c'est

28/ <http://www.lalibre.be/debats/opinions/article/715582/contre-les-sanctions-administratives-des-14-ans.html>

aux Communautés d'assumer pleinement leur rôle en cette matière, et dans le même temps, le fédéral étend encore son action dans ce domaine.

Nous plaitions dès lors pour que la mise en œuvre de l'accord de Gouvernement sur cette question ne s'envisage pas sans une évaluation objective de la situation actuelle et l'organisation d'un large débat de fond sur la question avec l'ensemble des entités et acteurs concernés.

En avril, avec notre homologue flamand du Kinderrechtencommissariaat, nous avons rencontré le Cabinet de la Ministre de l'intérieur, afin de faire part de notre avis au sujet de cette question. Il est toutefois apparu que le souhait de la Ministre était de mettre en œuvre assez rapidement l'accord de Gouvernement. Il a toutefois été convenu que dès qu'un texte serait élaboré, notre avis serait sollicité.

Parmi les arguments que nous mettions en évidence figurait notamment l'absence d'évaluation du système des sanctions administratives communales à l'égard des mineurs de 16 à 18 ans.

Nous avons dès lors écrit à l'ensemble des communes bruxelloises et wallonnes afin de savoir si elles avaient décidé d'appliquer les sanctions administratives aux mineurs de plus de 16 ans et, dans l'affirmative de nous communiquer les statistiques disponibles à ce sujet pour les trois dernières années (notamment le nombre de mineurs sanctionnés, la proportion par rapport à l'ensemble des sanctions administratives, le type de faits...). Il était également demandé des précisions au sujet de la procédure de médiation appliquée (nombre, type de mesure...).

Sur les 287 communes interrogées (Wallonie, Bruxelles et périphérie), 144 nous ont répondu, soit la moitié. Toutefois, certaines communes wallonnes nous ayant communiqué les coordonnées d'agents sanctionneurs provinciaux, nous avons pu obtenir des données chiffrées relatives à certaines communes qui ne nous ont pas répondu directement. Au total, nous avons reçu des informations chiffrées pour 191 communes (66 %).

A la question de savoir si elles avaient prévu dans leur règlement de police d'appliquer les sanctions administratives communales (SAC) aux mineurs de 16 à 18 ans, 130 communes ont répondu positivement, soit 68 %, et 30 ont répondu négativement (16 %). Une commune a répondu ne pas faire de distinction entre les mineurs et les majeurs. Enfin, pour une trentaine de communes qui ne nous ont pas répondu directement, nous savons toutefois, sur la base des informations communiquées par les agents sanctionneurs provinciaux, qu'elles ne les ont pas appliquées à des mineurs, sans savoir toutefois si cela est prévu dans le règlement de police.

Concernant l'application effective des SAC à l'égard des mineurs âgés de 16 à 18 ans, peu de communes ont été en mesure de nous communiquer directement les données statistiques demandées, hormis les cas où il n'y



avait eu aucune application. De nombreuses communes nous ont en effet renvoyé vers des services centralisés au niveau provincial ou au niveau de plusieurs zones de police, afin de disposer d'informations à ce sujet.

Sur les 191 communes pour lesquelles nous avons pu obtenir des informations chiffrées, il ressort que dans 135 d'entre-elles, il n'a pas été fait une seule fois application de la procédure de SAC à l'égard de 16-18 ans au cours des trois dernières années écoulées (2009-2010-2011). Cela représente 71 % des communes. Dans 40 d'entre-elles, soit 21 %, il y a eu entre 1 et 5 fois recours à la procédure. 2 communes (1 %) y ont eu recours entre 5 et 10 fois, 5 communes (2,5 %) l'ont utilisée entre 10 et 20 fois et 3 communes (1,5 %) y ont eu recours plus de 20 fois. Pour 6 communes (3 %), nous ne disposons d'aucun chiffre. Ces chiffres ne constituent pas des données annuelles mais recouvrent bien l'ensemble de la période 2009-2011.

On notera par ailleurs que lorsque des données ont été fournies par les services provinciaux, les chiffres diffèrent parfois des réponses qui ont été données directement par les communes. Se pose dès lors la question de l'enregistrement adéquat des données relatives à l'application des SAC à l'égard des mineurs de 16 à 18 ans.

Si l'on tient compte des données reçues, on arrive à ± 350 procédures de SAC pour les mineurs de 16 à 18 ans au cours des trois dernières années, soit une moyenne annuelle d'un peu plus de 100 pour les 191 communes pour lesquelles nous disposons de données chiffrées (± 2/3 des communes bruxelloises et wallonnes).

Concernant la part des SAC à l'égard des 16-18 ans par rapport à l'ensemble des SAC, seules 16 communes ont été en mesure de nous donner des chiffres à ce sujet. Des quelques réponses reçues, il ressort que cette proportion varie entre 0,05 % et 6 %²⁹, le moyenne se situant à 1,7 %.

29/ Il s'agit dans ce cas, d'une petite commune rurale dans laquelle il y a eu 3 procédures pour mineurs, sur un total de 50 sur la période 2009-2011.



Concernant les types de comportement ayant entraînés l'ouverture d'une procédure de SAC à l'égard de mineurs de 16 à 18 ans, les données sont elles aussi parcellaires, nombre de communes et de services centralisés n'ayant pu fournir des données à ce sujet.

Nous disposons d'informations sur la nature de ± 250 faits ayant entraînés une procédure de SAC.

Une majorité de faits concernent la consommation d'alcool sur la voie publique : 110, soit près de 45 %. Il est à noter que ce chiffre provient essentiellement d'une seule et même commune urbaine qui a menée en 2009 et 2010 une action particulière sur cette question, ce qui a mené à de nombreuses verbalisations (87). Cette prévention est toutefois citée par 6 communes différentes.

Concernant les autres types de faits ayant justifiés une procédure de SAC pour des mineurs, on retrouve essentiellement :

- miction publique : 19
- dépôt sauvage d'immondices ou non-respect des heures de dépôt : 16
- crachats : 13
- tapage nocturne : 12
- entrave à l'entrée d'un immeuble : 12
- graffiti : 9
- rassemblement sur la voie publique : 9
- jet de mégot : 8
- dégradation de véhicule : 8

De manière plus anecdotique, certaines communes font état de : imitation d'une sirène de police, d'usage agressif d'un chien, de défaut de port de muselière ou encore de dissimulation du visage.

On notera également que certaines communes se limitent à parler de « comportement incivique ».

A niveau des mesures prises dans le cadre des procédures SAC à l'égard des mineurs de 16 à 18 ans, la plupart des communes sont effectivement bien au courant de l'obligation de recourir à une médiation obligatoire mais la plupart ne l'organisent pas elles-mêmes, cette mission étant transférée vers un agent sanctionneur établi soit au niveau provincial, soit au niveau de plusieurs zones de police.

Il semblerait que dans une majorité des cas (182), la médiation tentée a abouti. Celle-ci peut prendre différentes formes : lettre d'excuses, réparation du dommage causé, indemnisation, prestation d'intérêt général (généralement pendant 1/2 journée voire une journée complète), consultation d'un service spécialisé sur les questions d'assuétudes (notamment pour les faits de consommation d'alcool sur la voie publique)...

Quelques procédures n'aboutissent qu'à un classement ou un simple avertissement.

Enfin, en cas d'échec de la médiation, des amendes administratives ont pu être prononcées. Ce fut le cas dans 22 situations. Seules deux communes ont fait état du montant de l'amende réclamée, et ce pour 3 situations. Les montants sont respectivement de 12,5 euros, 25 euros et 30 euros.

Le recours à l'amende administrative, s'il est marginal (± 6 % de l'ensemble des procédures), se décline toutefois de manière assez différentes d'une commune à l'autre. Ainsi, dans une commune qui n'a connu que 6 procédures de SAC à l'égard de mineurs entre 2009 et 2011, 5 amendes ont été prononcées (83 %).

A la lecture de cette brève étude, on constate que le système des SAC à l'égard des mineurs de 16 à 18 ans est encore très largement méconnu. Il souffre d'un manque cruel de données, tant quantitatives que qualitatives et, bien qu'en vigueur depuis plus de 8 ans, il n'a fait l'objet d'aucune évaluation scientifique sérieuse.

Comme annoncé lors de la rencontre que nous avons eue avec le Cabinet de la Ministre de l'intérieur, notre avis a été sollicité, mi-juin de cette année, au sujet d'un texte d'avant-projet de loi relatif aux sanctions administratives communales.

Conjointement avec notre homologue du Kinderrechtencommissariaat, nous avons remis, dans un délai très court, un avis provisoire sur le texte reçu.

D'une manière générale, nous avons tenu à souligner :

- La nécessité de continuer la réflexion et les auditions : nous demandons que soient organisées des auditions avec des experts des questions de jeunesse et de droits de l'enfant, mais aussi des experts en droit constitutionnel et administratif.

- Le refus de l'abaissement à l'âge de 14 ans : nous rappelons qu'il n'existe à ce jour aucune évaluation de l'application des sanctions administrative à l'égard des mineurs. Une telle évaluation est indispensable avant d'envisager d'abaisser l'âge et de développer l'arsenal des sanctions. Rien n'indique que le comportement des jeunes de 16 à 18 ans justifie le recours aux sanctions administratives. Pourquoi en serait-il autrement pour les jeunes de 14 à 16 ans ?
- Un besoin de spécialisation pour les fonctionnaire-SAC : il est absolument nécessaire que les fonctionnaires sanctionneurs qui se retrouveront devant des jeunes de 14 ans soient correctement formés, et en particulier, soient familiarisés avec les principes de la Convention internationale des droits de l'enfant et les besoins spécifiques des enfants et des jeunes.
- Un manque de clarté entre les dispositions relatives aux majeurs et aux mineurs : dans le texte présenté, il n'est pas toujours aisé de différencier les dispositions qui s'appliquent aux adultes ou celles qui sont spécifiques mineurs.

Concernant certaines dispositions plus précises du texte, nous avons relevé les points d'attention suivants :

- La nécessité de revoir les définitions très larges de certaines notions (incivilité, interdiction de lieu, domaine récréatif) qui sont susceptibles de trop nombreuses interprétations.
- Le refus, pour les mineurs, du principe des infractions mixtes qui peuvent être traités soit par la voie des SAC, soit par la voie protectionnelle.
- Le refus de l'interdiction de lieu décidé par un policier

individuel.

- La nécessité d'une clarification de « l'indépendance » du fonctionnaire sanctionneur, notamment lors des infractions sont commises au préjudice de biens ou de personnels communaux.
- La nécessité de recourir à l'avis (conforme) du parquet « de la jeunesse » pour l'élaboration des dispositions du règlement de police relatives aux mineurs.
- Le refus d'intégrer dans le système des SAC, les infractions en lien avec l'obligation scolaire.
- La nécessité de clarifier les conséquences des différentes mesures pouvant être prises à l'égard des mineurs (médiation, implication parentale...) car le texte permet trop souvent un cumul des mesures présentées toutefois comme alternatives.

Notre avis a été envoyé aux autorités politiques concernées, au niveau fédéral et au niveau des Communautés.

A la veille des élections communales du octobre, le Conseil des Ministres s'est accordé sur une nouvelle note cadre relative à la réforme du système des SAC mais aucun texte précis n'a été présenté même si la question a été largement débattue dans les médias.

Dans la mesure où le texte devra passer devant le Parlement, nous plaidons une nouvelle fois pour que cette question fasse l'objet d'un large débat public dans lequel la voix des experts en matière de jeunesse et de droits de l'enfant devra être entendue.



LES QUESTIONS DE SANTÉ

SOINS ET PRISES DE MÉDICAMENTS POUR LES ENFANTS ACCUEILLIS EN ENSEIGNEMENT ORDINAIRE

Comme signalé dans le précédent rapport d'activités, le Délégué général et le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme ont collaboré à la rédaction d'une recommandation³⁰ à l'intention de la Ministre de l'enseignement obligatoire et de la Ministre de la santé concernant l'organisation et les aménagements des soins et des prises de médicaments pour les enfants malades ou handicapés accueillis en enseignement ordinaire (que ce soit ou non dans le cadre d'une intégration partielle ou permanente au sens du décret du 3 mars 2004).

La Ministre de l'enseignement a souhaité que ce texte soit analysé par l'administration pour proposer un projet de circulaire à destination des établissements d'enseignement ordinaire (fondamental et secondaire) organisés et subventionnés par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Actuellement, le Délégué général participe à un groupe de réflexion qui supervise le travail d'écriture de ces projets de circulaire. Bien que la réalisation de ces textes soit particulièrement délicate et complexe, nous espérons que le projet final puisse être proposé à la Ministre avant la fin de cette année scolaire.

MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES (MGF)

Dans la suite de notre rapport d'activités précédent et eu égard aux différentes situations rencontrées lors de signalements d'enfants à risque d'excision à l'occasion de vacances dans leur pays d'origine, le Délégué général reste convaincu de la nécessité de mettre en place un protocole d'intervention. Cette idée est d'ailleurs partagée par tous les intervenants concernés par la problématique des MGF.

Dans ce cadre, le Délégué général s'était également engagé à veiller à la formation de « référents MGF » au sein de chaque service de l'aide à la jeunesse (SAJ). Suite à une première réunion plus générale d'information, une journée de formation a pu être organisée à Namur pour les référents de 10 des 13 SAJ. Les 3 derniers référents recevront prochainement une formation identique et le même processus sera initié à destination des services de protection judiciaire (SPJ).

Par ailleurs, le Délégué général collabore toujours régulièrement avec le GAMS (réflexion sur l'élaboration d'un plan opérationnel dans le cadre des stratégies concertées, comité de suivi sur une recherche au sujet des signalements) et Intact (notamment au niveau de son groupe d'appui « Protection nationale » et comme « facilitateur » dans ses prises de contact avec des orga-

30/ <http://www.dgde.cfwb.be/index.php?id=3583>

nismes et des services avec lesquels l'institution collabore régulièrement).

Nous remarquons en tout cas qu'une meilleure information des intervenants quant à cette problématique amène à une augmentation très significative des signalements. Il est donc d'autant plus urgent que soit finalisé et validé un protocole d'intervention cohérent, comme il en existe par exemple aux Pays-Bas.

EOP!

Le 1^{er} Festival international du film « Extra & Ordinary people ! » (EOP !) s'est tenu à Namur les 2, 3 et 4 décembre 2011, symboliquement en lien avec la journée mondiale de la personne handicapée. De l'avis de tous, ce fut un grand succès, tant au niveau de la qualité de la programmation, de la fréquentation, de la visibilité et du total accès à toutes les formes de handicap. En outre, le prix des entrées a pu être maintenu à un niveau très bas, permettant ainsi la participation de tous les publics et aussi des familles.

La prochaine édition se tiendra début décembre 2013. Il est cette fois prévu d'inclure dans le programme du festival des séances scolaires qui permettront une sensibilisation et une meilleure information des enfants sur les capacités des personnes en situation de handicap.

TOUS LES ENFANTS ONT LE DROIT DE SOURIRE !

La gratuité des soins dentaires pour les moins de 18 ans reste un droit peu connu par les parents et les enfants. Les groupes socio-économiques les plus fragilisés restent difficiles à atteindre et à motiver en matière de soins des

dents, en particulier pour les soins préventifs et le dépistage précoce. Or, depuis le 1^{er} mai 2009, les soins dentaires jusque 18 ans sont totalement gratuits (excepté l'orthodontie et l'extraction d'une incisive de lait) chez les dentistes conventionnés.

Ce constat a décidé le Délégué général à s'associer à l'initiative d'une députée régionale bruxelloise, par ailleurs médecin, de mettre sur pied, avec la Fondation pour la santé dentaire et Médecins du Monde, une campagne de sensibilisation en vue de promouvoir l'importance de la santé bucco-dentaire pour les enfants, de montrer les gestes préventifs essentiels et de rappeler que ces soins sont gratuits pour les moins de 18 ans. De plus, la Convention internationale des droits de l'enfant reconnaît dans son article 24 « le droit (pour les enfants) de jouir du meilleur état de santé possible et de bénéficier des services médicaux et de rééducation ». Les Etats doivent également s'efforcer « de garantir qu'aucun enfant ne soit privé du droit d'avoir accès à ces services ».

Cette campagne s'est déroulée durant deux semaines, sous la forme d'animations sur différents marchés de la Région de Bruxelles-Capitale. Le bus des droits de l'enfant a également été mis à la disposition des acteurs du projet afin de servir de support aux différentes animations proposées. Une bache pour le bus a été réalisée à l'effigie du projet et les marchés de Saint-Gilles, Bruxelles, Molenbeek et Schaerbeek ont accueilli le projet avec enthousiasme.

Forts de l'intérêt suscité chez les parents et enfants rencontrés lors de la campagne, les différents acteurs du projet ont décidé de relancer une nouvelle campagne sur plusieurs marchés bruxellois dans le courant de l'année. Une extension à la Région wallonne est également à l'étude avec divers partenaires locaux.



LES INITIATIVES DE PROMOTION DES DROITS DE L'ENFANT

« A MOI ! LES LIMITES DE MA LIBERTÉ » SUITE ET (PRESQUE) FIN...

Un livre et une exposition itinérante pour aborder la Convention internationale des droits de l'enfant avec les 14-18 ans.



Plus de 1.200 kilomètres parcourus par les œuvres des étudiants de l'École supérieure des Arts Saint-Luc en Wallonie et à Bruxelles.

Depuis le 17 décembre 2010, l'institution s'est lancée dans une grande opération de sensibilisation aux droits de l'enfant grâce à deux nouveaux outils performants destinés à toucher les grands adolescents de toute la Fédération Wallonie-Bruxelles : un livre et une exposition sous le titre « *A moi ! Les limites de ma liberté* ».

Le public des 14-18 ans nécessite, sans doute plus que d'autres, une approche et un travail particuliers car il est coincé entre l'enfance et le monde adulte et, de ce fait, plus difficile à cerner, convaincre, intéresser. La vulgarisation des 54 articles de la Convention est donc l'un des défis que doit relever le Délégué général pour remplir sa mission et servir l'intérêt du plus grand nombre possible d'enfants, de jeunes en général. Nous avons donc fait appel à Bruno Dayez et Xavier Rolin, deux avocats de renom, pour prendre en charge la rédaction d'une trentaine de textes en huit chapitres, une introduction et une conclusion. L'objectif est de susciter le débat en évoluant dans les marges de la Convention, en voyageant entre les articles, en jonglant avec les textes, en surfant sur ses idées. Elle est ainsi partout, mais jamais littéralement. Elle est omniprésente, mais discrète. Elle est là en filigrane, incontournable mais surtout accessible, revisitée, modernisée, percutante sans être bêtement « djeune » ou simplifiée à outrance.

Pour activer, dans la philosophie qui est la nôtre depuis le début de notre mandat, le droit à la participation des mineurs de manière concrète dans notre action, nous avons confié l'illustration et la mise en page de ce livre aux étudiants de l'École supérieure des Arts Saint-Luc à Liège. De la qualité du travail qu'ils ont réalisé, et grâce à l'aide précieuse du Fifty One International Service Club, est née une exposition itinérante qui a entamé son périple en Communauté française le 17 décembre 2010, en étant accrochée, pour son vernissage inaugural, aux cimaises du Centre culturel de la Communauté française à Bruxelles, le Botanique.

Depuis lors, le Délégué général a engagé un partenariat avec Racine et RTBF-édition pour permettre la publication de l'ouvrage à grande échelle et lui ouvrir les portes d'une large diffusion dans un circuit professionnel (grande distribution, librairies de renom, enseignes reconnues). L'institution a aussi fait l'acquisition de 5.000 ouvrages qui ont été distribués dans les écoles secondaires et les structures qui en ont fait la demande partout en Wallonie et à Bruxelles, après une campagne de promotion dans les secteurs de l'enseignement, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse mais aussi du grand public via des messages radiodiffusés et télévisés sur les antennes de la RTBF au cours de l'année 2011.

L'exposition itinérante s'est lancée sur les routes de Wallonie et de Bruxelles pour faire étape dans différents lieux culturels, d'éducation ou de vie, accessibles au plus grand public :

- Le Botanique, Centre culturel de la Communauté française à Bruxelles ;
- La galerie d'exposition de l'École supérieure des Arts Saint-Luc à Liège ;
- Le CEMO à Saint-Gilles, le Centre d'Education en Milieu Ouvert (CEMO) un service accessible gratuitement à tous les enfants et jeunes saint-gillois de 0 à 18 ans et à leur famille ;
- Le Country Hall, une salle de sport, utilisée par Liège Basket et une salle de spectacle située au Sart Tilman, sur les hauteurs de Liège, lors d'une manifestation en partenariat avec les Territoires de la mémoire et différents service dont ceux de l'aide à la jeunesse ;
- La salle d'audience de la Justice de Paix de Waremme ;
- La MADO, la maison des adolescents de Charleroi ;
- Les locaux du RWLP, le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté à Namur ;
- Le Centre culturel de Leuze-En-Hainaut ;
- Le Centre culturel de Marche ;
- Le Centre culturel de Sprimont ;
- Le Centre culturel de Dinant ;
- Le Centre culturel régional au théâtre de Namur ;
- Le château de Ham-sur-Heure.

A aucun moment, le succès de cette opération de sensibilisation ne s'est démenti sur le terrain. Pour preuve, cette aventure qui devait se terminer au mois de juin 2012 jouera les prolongations, puisque l'exposition « A moi ! » sera encore montrée en novembre 2012 dans les locaux de la Fondation Folon à La Hulpe, lors du Festival

Zéro>18 (fête annuelle des droits de l'enfant), au Flagey à Ixelles et plusieurs autres acteurs bruxellois ont également montré leur intérêt. Elle reste disponible pour toutes les structures qui souhaiteraient l'exposer sur leurs murs qu'il s'agisse d'écoles, d'AMO, de maisons de jeunes...

Le livre « A moi ! Les limites de ma liberté » (Racine-RTBF édition) et toutes les informations le concernant peuvent s'obtenir via le site du Délégué général aux droits de l'enfant.³¹

LE DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL VOUS ENCHANTE

Les Déménageurs chantent les droits de l'enfant : un CD, trois titres, diffusé à 5.000 exemplaires. Des milliers de « Félicien » pour sensibiliser les petits à leurs droits.

Dans sa tradition de faire appel à des artistes (chanteurs, musiciens, dessinateurs...) de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour les associer à ses travaux, le Délégué général avait, depuis deux ans déjà, contacté la très populaire équipe des Déménageurs, pour la création de nouveaux outils de sensibilisation à la Convention internationale des droits de l'enfant destinés aux plus jeunes.

Les Déménageurs, et le personnage désormais célèbre de Lili, naissent en 2002, sous l'impulsion créative d'Yves Barbieux (Urban Trad), Perry Rose, Didier Laloy, Thierry Hercod et Marie-Rose Mayele. Un projet atypique dans l'univers musical consacré au jeune public qui rencontre rapidement un vif succès. Leurs spectacles « Lili et les Escargots », « Le grand Carton » (Octave du meilleur spectacle – toutes catégories – en 2006), « Le Patamod » sont joués des centaines de fois devant un public intergénérationnel en Belgique et en France. C'est à ce phénomène de la chanson jeune public que notre institution a voulu confier la création d'un nouveau matériel de sensibilisation qui a pris la forme de nouvelles compositions inédites autour de la thématique des droits des mineurs et d'un clip vidéo (voir l'onglet « vidéo » sur le site Internet sous le titre « Les Déménageurs »³²).



31/ <http://www.dgde.cfwb.be/index.php?id=3292>
32/ <http://www.dgde.cfwb.be/index.php?id=3490>

Comme nous l'avions annoncé dans le précédent rapport d'activité, trois nouvelles chansons ont été enregistrées en studio et pressées sur un CD dont 5.000 exemplaires environ seront diffusés partout en Wallonie et à Bruxelles. Voici les crédits de ces nouvelles productions :

- *Les règles du jeu* (Yves Barbieux / Seb Duthoit)
- *Mais* (Yves Barbieux / Virginie De Lutis)
- *J'ose pas* (Yves Barbieux / Seb Duthoit)

Dans la foulée de la dernière création des Déménageurs (« *Le Patamodd* »), l'an dernier, Yves Barbieux avait également relifté « Félicien », le lutin magicien souffleur de bulles, mascotte et incarnation de l'institution auprès des jeunes enfants. « Félicien » affiche désormais une image plus moderne, plus actuelle, plus dynamique en pâte à modeler. 1.200 exemplaires d'un Félicien « déstressant » en mousse ont été produits, comme prévu également dans notre précédent rapport. Ils seront distribués lors des opérations de sensibilisation et des événements organisés par le Délégué général à destination des plus petits.



ENLIGNEDIRECTE.BE

Depuis sa création le 3 mars 2011, le blog vidéo du Délégué général, encouragé par plusieurs soutiens institutionnels et réalisé avec la collaboration étroite de l'asbl RTA, a pris de l'ampleur. Des partenariats ont été noués, notamment avec l'ISFSC, l'Institut supérieur de formation sociale et communication à Bruxelles, des rubriques ont été créées et, comme c'est sa vocation, cet espace virtuel s'est ouvert à des productions extérieures qui répondent à la philosophie de promouvoir une image positive et constructive des jeunes de Wallonie et de Bruxelles.



Les statistiques de fréquentation sont en augmentation. D'octobre 2011 à octobre 2012, le nombre de visites avoisine les 11.000, avec près de 24.000 pages vues. Par ailleurs, durant la même période, on compte plus de 8.150 visionnages de vidéos, soit une moyenne de 680 par mois.

En chiffres depuis la création du blog, enlignedirecte.be c'est :

- 12 débats
- 3 lettres à...
- 4 POM (Petite œuvres médiatiques)
- 6 actions culturelles
- 24 reportages dossiers
- 1 raconte moi ta vie
- 2 colloques séminaires
- 12 productions extérieures
- 1 short cut
- 9 audio

Pièce maîtresse du blog vidéo du Délégué général, le débat est aussi une section particulièrement ambitieuse. Avec la prétention de fournir une édition mensuelle sur un thème d'actualité du secteur enfance-jeunesse, enlignedirecte.be fait le pari de décoder, avec le recul nécessaire, des événements trop souvent traités dans l'urgence et donc sans suffisamment de nuances. Le défi du débat est aussi de chercher le témoignage des personnes, jeunes ou moins jeunes, simples citoyens ou professionnels engagés, trop rarement sollicités (du fait de l'urgence pour les médias généralistes de traiter l'information qui les amènent à se tourner très vite vers les mêmes « spécialistes » ou « experts ») pour livrer leur point de vue sur des questions qui les concernent au premier chef. Il est également l'occasion pour des acteurs majeurs du champ socio-politique de participer à une discussion apaisée, pour tenter de réintroduire le sens dans un débat d'idées trop souvent pollué par une course à l'audience résultant de la compétition que se livrent les médias de masse.



Le Délégué général a pour mission de protéger les enfants et de faire la promotion de leurs droits. Outre ceux qui touchent à l'essentiel de la vie des jeunes comme la famille, l'école, la santé, la sécurité, la Convention internationale des droits de l'enfant insiste aussi sur la liberté d'expression et de choix ainsi que sur certains concepts parfois jugés moins importants dans la hiérarchie des priorités concernant les mineurs d'âge. On y trouve notamment le droit à la culture, aux loisirs, de se livrer au jeu et à des activités récréatives ou encore de participer librement à la vie culturelle et artistique. Il s'agit là, pour le Délégué général, de droits fondamentaux qui permettent à chaque enfant de se construire comme citoyen et de découvrir la diversité, la mixité et l'altérité afin de décoder notre monde infiniment pluriel. Dans ce monde globalisé, la rencontre avec l'autre, sous toutes ses formes, est désormais quotidienne, que ce soit concrètement dans la rue ou virtuellement grâce aux techniques modernes d'informations et de communication (via l'Internet par exemple). Pour permettre que la confrontation des réalités se fasse de manière harmonieuse, sereine, curieuse et enrichissante pour tous et chacun, il est important, voire primordial, de faire percoler l'esprit et la lettre de la Convention dans l'opinion publique.

C'est la raison pour laquelle l'institution a entamé, depuis plusieurs années maintenant, une évaluation des outils d'information, de sensibilisation et de promotion dont elle disposait pour les actualiser, les adapter, voire les remplacer par de nouveaux plus en phase avec l'époque et les réalités de la vie actuelles. Le Délégué général, au regard des différents publics qu'il doit toucher par son action, ne peut évidemment pas rater le virage des nouvelles technologies dont les plus jeunes générations sont friandes. Mais il doit aussi penser aux moyens pertinents de communiquer et de toucher les enfants, les jeunes mais aussi les adultes, professionnels ou non de l'enfance, en utilisant les supports adéquats selon les messages à faire passer et le contexte : qu'il s'agisse de la publication de rapports ou de recommandations, d'opérations ponctuelles, de campagnes de sensibilisation ou d'information sur des thématiques particulières, de partenariats avec d'autres structures ou avec l'école... C'est dans cet état d'esprit que le site Internet de l'institution a été repensé il y a trois ans, que le blog vidéo www.enlignedirecte.be a été créé, qu'un disque avec de nouvelles chansons traitant spécifiquement des droits de l'enfant a été produit avec les Déménageurs, qu'un clip « cartoon » présentant l'institution aux plus jeunes a été réalisé, ou qu'un livre « A moi ! Les limites de ma liberté » et une exposition itinérante s'adressant aux grands adolescents ont été diffusés à grande échelle en Wallonie et à Bruxelles.

Le Délégué général est en réflexion permanente pour présenter de la meilleure manière possible le travail de son institution, qui est par essence généraliste, mais aussi d'aider l'opinion à se familiariser avec le concept des droits de l'enfant. Et par « opinion » nous entendons le plus large public. Celui des décideurs (politiques, économiques...) autant que celui des professionnels de l'enfance et de la jeunesse (professeurs, éducateurs, assistants sociaux, travailleurs de terrain dans tous les domaines – santé, sport, culture...) ainsi que les parents et les jeunes en général.

Car la liste est sans fin des lieux, réels et virtuels, où la Convention peut permettre une rencontre qui donnera du sens à l'existence de nos enfants.

Depuis la création du blog, 11 débats³³ ont été postés sur le blog. En voici le détail :

Les institutions publiques de protection de la jeunesse en question

Le tout premier débat produit pour « enlignedirecte.be » a pris la forme d'un « road movie » consacré à l'enfermement des mineurs d'âge dans les institutions publiques de protection de la jeunesse (IPPJ) en Fédération Wallonie-Bruxelles. Face à un discours sécuritaire relayé

par le monde politique et les médias traditionnels, l'équipe d'enlignedirecte.be propose de croiser quatre regards sur des horizons proches de la question de l'enfermement des mineurs cruciale du point de vue des droits de l'enfant.

Les invités :

- Christian Falone, Educateur/AMO Samarcande, Coordinateur du projet « Carnet de route » (témoignages de jeunes en IPPJ) – « *On ne peut pas nier ces jeunes, il faut qu'ils existent* »
- Bernard De Vos, Délégué général aux droits de l'enfant – « *La critique ne peut pas être absente d'un dispositif qui prive les enfants de liberté* »
- Benoît Van der Meerschen, Président de la Ligue des droits de l'Homme – Belgique francophone – « *Une course à l'enfermement absurde, sans se poser la question de son efficacité* »
- Marie-Claude Crollen, Ancienne directrice de l'IPPJ de Braine-le-Château – « *Un mal nécessaire qui doit être réservé à des cas extrêmes* »

33/ Ces débats ont été réalisés par :

- David Lallemand pour la présentation et l'édition ;
- Ludovic Bouchat, Olivier Gobert, Damien Libert, Demosthène Stellas, Fabian De Backer, Eva Dept et Magali Briffoz (stagiaire IHECS) pour les captations ;
- Ludovic Bouchat, Damien Libert et Olivier Gobert pour le montage et la réalisation ;
- Jean-Pol Cavillot pour la production.

La mixité sociale est-elle soluble dans l'école ?

Pour cette deuxième édition des débats d'enlignedirecte, rendez-vous est donné dans le bus du Délégué général aux droits de l'enfant, stationné le 29 mars 2011 sur le parvis de Saint-Gilles dans le cadre de la « campagne des inscriptions scolaires ».

Cette « campagne Marguerite », menée à l'initiative d'Infor Jeunes, a pour but d'informer les jeunes et les familles sur les inscriptions scolaires en première année du secondaire.

Depuis 2007 et le premier « Décret inscription », ce thème revient régulièrement à la une de l'actualité, avec en toile fond des questions cruciales en termes d'égalité des chances et de non-discrimination des enfants. Un sujet que ne pouvait évidemment pas écarter ELD, en tentant de trouver du sens dans les actes qui ont été posés et en abordant le sujet sous l'angle de l'intérêt supérieur et du respect des droits de l'enfant.

Les invités :

- Marie Arena, Sénatrice
- Hugues Delforge, professeur de Sociologie à la Haute Ecole Paul-Henri Spaak de Bruxelles et chercheur au Centre de sociologie de l'éducation de l'Université libre de Bruxelles
- Chantal Massaer, Directrice d'Infor Jeunes Laeken

Jeunes et Police : comment instaurer le dialogue ?

Le Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies mais aussi le Comité européen pour la prévention de la torture se sont récemment inquiétés de la situation en Belgique concernant le comportement de la police, notamment envers les jeunes. De son côté, le Délégué général a été saisi de plusieurs plaintes sur des questions de violences policières illégitimes contre des mineurs.

C'est au départ de ce constat que l'équipe d'ELD a décidé d'aborder ce sujet délicat, qui souffre souvent d'une pollution du dialogue par des clichés et des caricatures. Pour les jeunes, la police ne semblerait exister que pour les contrôler et à en croire certains policiers, tous les jeunes seraient des délinquants potentiels. Pour tenter d'introduire un peu de nuance dans le débat, ELD a réuni ses invités dans le quartier Saint Guidon d'Anderlecht, qui fut le théâtre d'émeutes spectaculaires en mai 2008. Le but n'est évidemment pas de désigner des coupables ou d'excuser le comportement des jeunes ou de la police mais bien d'identifier s'il est possible d'améliorer les relations entre les uns et les autres. Et si oui, comment ?

Les invités :

- Dirk De Block, Responsable du mouvement de jeunes « Comac-quartiers »
- Cédric Smeets, Commissaire de police dans la zone Bruxelles Capitale Ixelles

Culture et mobilité : les droits oubliés des enfants

Quand on parle des droits de l'enfant, on pense immédiatement aux droits de se nourrir, de se loger décemment, d'aller à l'école ou encore d'être protégé. Ces droits, considérés à juste titre comme les droits de base des mineurs, sont malheureusement bafoués au quotidien pour un grand nombre d'enfants un peu partout dans le monde, mais aussi en Belgique.

Que dire alors des droits invisibles mais qui sont pourtant consacrés par la Convention internationale des droits de l'enfant de 1989 ? Le droit, par exemple, d'exprimer une opinion, qu'elle soit politique, philosophique ou religieuse ; ou encore le droit de participer à la vie de sa communauté en tant que citoyen à part entière ?

Parmi ces droits « oubliés » figurent très certainement les droits à la culture et à la mobilité. Pourquoi est-il important de les défendre ? En quoi sont-ils essentiels pour le développement et le bien-être des enfants ? Des réponses se trouvent dans le quatrième débat enlignedirecte.be enregistré au Centre culturel de la Communauté française « Le Botanique » à Bruxelles, le 20 juin 2011.

Les invitées :

- Laurence Hermand, Directrice du Bureau International Jeunesse
- Laurence Adam, Directrice de l'asbl Article 27/ Bruxelles

L'école !

Un débat entièrement consacré à l'école. Loin de l'effervescence de la rentrée, des effets d'annonce des uns ou des petites phrases des autres, ELD a voulu se pencher sur le système scolaire avec la Ministre de l'enseignement obligatoire. Marie-Dominique Simonet accepta l'invitation à débattre, avec la participation du directeur du Collège Pie 10 de Châtelineau, sur une série de questions liées à l'école : du décret mixité à la gratuité scolaire en passant par le redoublement, la remédiation ou encore l'enseignement professionnel. Le débat a été enregistré le 28 septembre 2011 au Collège Pie 10 de Châtelineau.

Les invités :

- Marie-Dominique Simonet, Ministre de l'enseignement obligatoire
- Laurent Divers, Directeur du Collège Pie 10 de Châtelineau

Sexe et éducation : et si on se parlait d'amour ?

Et si on se parlait d'amour ? Des différentes manières de l'aborder et de le faire. De l'importance de s'informer aussi, pour que l'amour reste un plaisir, accessible à tout le monde, et sans tabou pour les garçons et pour les filles. Le Délégué général recommande à ce sujet : « *d'apporter à tous les jeunes sans discriminations, dès le niveau d'enseignement primaire, une information claire et précise sur le plan scientifique, qui replace l'individu et la relation au centre des préoccupations et qui sensibilise à l'épanouissement affectif et au respect de l'autre.* »

Pour éviter les problèmes, les déboires, ainsi que les maladies du cœur et du corps, l'éducation sexuelle est en effet un enjeu important pour les jeunes. Et les adultes. Le débat a été enregistré à Namur le 25 octobre 2011.

Les invités :

- Xénia Maszowez, Coordinatrice de la Fédération des centres de planning familial des FPS
- Nicolas Zdanowicz, Psychiatre – UCL

L'enfermement : remède ou alibi ?

Le 22 novembre 2011, au cœur du Festival des Libertés, au Théâtre national de la Communauté française, le Délégué général et Bruxelles Laïque organisaient une journée spécialement consacrée à l'enfermement, et notamment à l'enfermement des mineurs. Au programme : une conférence/débat, des animations et des ateliers qui ont permis à une centaine de jeunes de « vivre » des situations d'enfermement de façon à les faire réfléchir et s'exprimer sur ce sujet. Laurent Jacqua (ancien détenu et auteur du premier blog réalisé par un détenu depuis sa cellule), et le criminologue Dan Kaminski, ont participé à cette journée de réflexion sur l'enfermement avec les jeunes.

Les invités :

- Laurent Jacqua, Ancien détenu auteur du blog « Vue sur la prison »
- Dan Kaminski, Professeur de criminologie - UCL

Mineurs mal accompagnés : donner la parole aux jeunes

Le Délégué général est régulièrement interpellé par des professionnels ou des citoyens au sujet du manque de places dans des structures de prise en charge pour mineurs ou encore de situations de « mauvais » accompagnement dont les mineurs peuvent être victimes. Le 27 janvier 2012, un rapport thématique sur cette question a été présenté par l'institution du Délégué général. C'est de ce rapport, fondé sur la parole des jeunes eux-mêmes, dont il est question dans ce débat enregistré sur le site de l'Université Libre de Bruxelles, le 15 décembre 2011.

Les invités :

- Alice Jaspard, Criminologue ULB
- Jean-Vincent Couck, Avocat au barreau de Nivelles

Les pères...

Qui sont les pères ? Où sont les pères ? Que font les pères dans les familles de 2012 ? Un débat enregistré au Théâtre royal de Namur, le 26 février 2012, dans la foulée d'un « Eclairage public » issu d'un partenariat entre l'Action culturelle CCR/Théâtre de Namur et le Délégué général.

Les invités :

- Julie Annen, Auteure et metteuse en scène du spectacle « Les pères »
- Jean-Pierre Lebrun, Psychiatre et psychanalyste

La mise en isolement des mineurs

Le 29 février 2012, le Délégué général présentait un rapport relatif aux mises en isolement des mineurs, une question qui revient de manière lancinante dans la liste des interpellations de l'institution. A travers des plaintes, bien sûr, mais également à travers le questionnement de professionnels en recherche d'aide et de soutien, ou tout simplement au détour de rencontres ou de visites, que ce soit dans le secteur de l'aide à la jeunesse, du handicap ou de la psychiatrie. A l'issue d'un travail de réflexion mené en étroite collaboration avec des praticiens de terrain, le Délégué général a donc élaboré un rapport sur cette question dans lequel il formule différentes recommandations. C'est le thème du dixième débat enregistré à Namur pour enlignedirecte.be.

Les invités :

- Marc Nève, avocat et ancien membre du Comité européen pour la prévention de la torture
- Jean-Marie Gauthier, pédopsychiatre, professeur à l'Université de Liège

Le traitement médiatique des drames où sont impliqués des enfants

L'accident d'autocar de Sierre en Suisse qui a fait 28 morts dont 22 enfants et la fusillade meurtrière qui a coûté la vie à plusieurs élèves dans une école de Toulouse ont occupé tous les écrans de télévision, les « unes » de tous les quotidiens. Mais quel peut-être l'impact sur les enfants et les jeunes du traitement médiatique de ces faits-divers impliquant des mineurs d'âge ?

Les invités :

- Véronique Delvenne, Pédopsychiatre
- Benoît Grevisse, Directeur de l'école de journalisme de l'UCL



WWW.DGDE.CFWB.BE ET FACEBOOK ; UN CONTACT BIEN RÉEL VIA LES OUTILS VIRTUELS DE COMMUNICATION MODERNE

Le site Internet du Délégué général, les pages « Bernard De Vos, Délégué général aux droits de l'enfant » et « enlignedirecte.be » sur le réseau social en ligne sont un succès. On dénombre en effet jusqu'à 2.311 visites et près de 10.000 pages vues par mois rien que pour le site Internet !

Aujourd'hui, toutes les actualités de l'institution (et parfois d'autres structures quand leur action se focalise sur les droits de l'enfant), les rapports thématiques, les opérations ou événements ponctuels, se retrouvent à la fois sur le site et sur les pages Facebook « Délégué général aux droits de l'enfant » et/ou « enlignedirecte.be » de manière à permettre un échange direct avec les publics intéressés par notre action, ainsi qu'une modération à posteriori des discussions (exclusivement sur les pages Facebook, ce qui évite que des contenus inappropriés se retrouvent disponibles à la lecture sur le site officiel lui-même avec les questions éthiques et déontologiques que cela pourrait poser).

La fréquentation de l'adresse www.dgde.cfwb.be a poussé le Délégué général à réfléchir aux différents moyens de rendre cet espace virtuel plus performant, child friendly, facile d'accès et vivant. L'institution du Délégué général ne peut se permettre (moins que d'autres encore) de se laisser dépasser par les avancées en termes de nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), tant sur la forme que sur le fond. Le public jeune, principal visé par ce médium, étant en contact avec les TIC depuis leur naissance, requiert qu'une attention particulière soit accordée à la qualité des contenus postés, mais aussi au graphisme, au design ainsi qu'aux aspects interactifs.

A cet égard, le fait que le site du Délégué général soit dépendant de la plateforme de la Fédération Wallonie-Bruxelles (ainsi que de ses codes couleurs, de sa mise en page, de son organisation virtuelle...) limite son déploiement et son efficacité à rencontrer le plus grand nombre de jeunes. Le Délégué général n'a, par exemple, pas pu, comme il en avait émis le souhait dans ses précédents rapports d'activité, ouvrir aussi aisément qu'il l'espérait son site Internet à des productions, des contenus (sons, images, textes, photos, illustrations...) mettant en valeur des projets réalisés par d'autres ou issus du travail

accompli en collaboration avec d'autres structures ou interagir facilement avec les surfeurs. C'est l'une des raisons qui l'ont poussé à investir, depuis 2010, dans le projet www.enlignedirecte.be et dans les pages Facebook « Bernard De Vos, Délégué général aux droits de l'enfant » (plus de 500 membres affiliés) et « enlignedirecte.be » (plus de 520 membres affiliés).

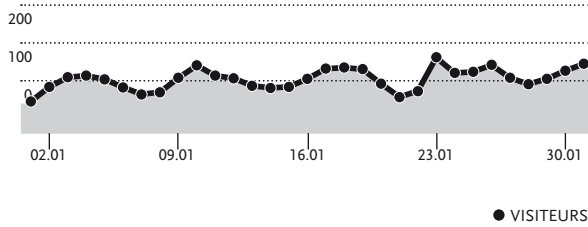
Comme nous le suggérons déjà l'an dernier, il serait souhaitable que l'institution soit autorisée à s'affranchir rapidement des contraintes liant son site Internet à la plateforme du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, pour développer un site autonome et indépendant (accessible aussi à l'adresse www.droitsdelenfant.be). Cela permettrait d'introduire plus de simplicité et de cohérence pour l'accès au site, et, en termes techniques, de faire apparaître les nouveautés postées non pas en fin de déroulé des informations mais en tête, d'inclure du mouvement, de faciliter la maintenance et la gestion, ou encore d'adapter l'ergonomie et la manipulation aux enfants de tous les âges ...)

Cette présence nécessaire, utile et de plus en plus marquée, diversifiée (sur le fond, la forme des contenus et des médias) du Délégué général sur l'Internet ne pouvait pas se concevoir sans une réflexion connexe sur son efficacité, son impact, ses conséquences (sur les différents publics qu'elle touche) ainsi que sur ses aspects éthiques, déontologiques... Pour répondre à cet impératif, dans un esprit constructif mais aussi de vigilance active sur la démarche, l'institution s'est engagée dans un travail collectif à l'initiative du Centre de prévention du suicide (CPS) sur base d'un groupe de travail réunissant notamment des représentants du CPS et de Télé Accueil. Différentes réunions ont permis de comparer les pratiques des institutions, les outils utilisés par les unes et les autres (chat, sites Internet, réseaux sociaux, modération...) en gardant à l'esprit les aspects spécifiques et les contraintes du travail avec les mineurs d'âge (secret professionnel, anonymat, droit à l'image, communication virale, droit à l'oubli, fracture numérique, entre autres). Des échos des résultats obtenus par le groupe de travail ont été communiqués lors d'une rencontre-débat intitulée « *Comment être en lien avec le jeune à l'heure des nouvelles technologies* » organisée, à Uccle, par le CPS dans le cadre des manifestations ponctuant la journée mondiale de prévention du suicide le 19 septembre 2012 à laquelle le Délégué général était invité comme intervenant aux côtés de Laurent Belhomme (psychologue et psychothérapeute au SSM ULB – PsyCampus), également animateur des rencontres préalables.





VUE D'ENSEMBLE DES VISITEURS



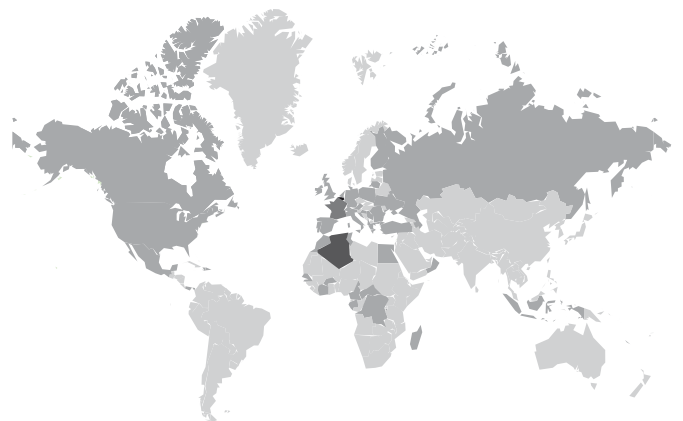
VUE D'ENSEMBLE DES SOURCES DE TRAFIC

■ MOTEURS DE RECHERCHE	1 878,00	81,26 %
■ SITES RÉFÉRENTS	232,00	10,04 %
■ ACCÈS DIRECTS	201,00	8,70 %



www.dgde.cfwb.be

SYNTHÈSE GÉOGRAPHIQUE



VISITES





1 916 INTERNAUTES ONT VISITÉ CE SITE

	2 311	VISITES
	1 916	VISITEURS UNIQUES ABSOLUS
	7 927	PAGES VUES
	3,43	NOMBRE MOYEN DE PAGES VUES
	00:01:47	TEMPS PASSÉ SUR LE SITE
	55,86 %	TAUX DE REBOND
	75,16 %	NOUVELLES VISITES

2 311
VISITES

PROVENANT DE 53 PAYS – FRÉQUENTATION DU SITE

	VISITES	PAGES PAR VISITE	TEMPS MOYEN PASSÉ SUR LE SITE	NOUVELLES VISITES	TAUX DE REBOND
	2 311 TOTAL DU SITE 100,00 %	3,43 MOYENNE DU SITE 3,43 (0,00 %)	00:01:47 MOYENNE DU SITE 00:01:47 (0,00 %)	75,21 % MOYENNE DU SITE 75,16 % (0,06 %)	55,86 % MOYENNE DU SITE 55,86 % (0,00 %)
PAYS	VISITES	PAGES PAR VISITE	TEMPS MOYEN PASSÉ SUR LE SITE	NOUVELLES VISITES (EN %)	TAUX DE REBOND
BELGIQUE	1 592	4,29	00:02:18	68,28 %	45,35 %
ALGÉRIE	343	1,31	00:00:35	87,46 %	84,26 %
FRANCE	137	1,73	00:00:46	95,62 %	76,64 %
TUNISIE	60	1,60	00:00:44	93,33 %	71,67 %
MAROC	40	1,40	00:00:23	95,00 %	75,00 %
CANADA	14	1,79	00:00:46	100,00 %	71,73 %
LUXEMBOURG	8	2,25	00:02:29	87,50 %	75,00 %
SUISSE	8	2,50	00:00:55	87,50 %	37,50 %
ROYAUME UNIS	8	2,50	00:00:27	87,50 %	50,00 %

DE 1 À 10 SUR 53

LA FÊTE DES DROITS DE L'ENFANT DEVIENT LE FESTIVAL ZÉRO>18

Jusqu'en 2010, le Délégué général, avec des moyens limités, prenait l'initiative d'organiser un événement festif pour marquer la date symbolique du 20 novembre à laquelle il doit présenter son rapport annuel d'activité au Parlement et au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Depuis 2011, le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a voulu marquer son engagement concret à défendre la cause des droits de l'enfant en créant, notamment, avec différents partenaires dont le Délégué général, un événement annuel d'envergure pour marquer l'anniversaire de la Convention. C'est ainsi qu'est né le « Festival Zéro>18 », une grande fête populaire, gratuite et ouverte à tous. La première édition s'est tenue le 20 novembre 2011 dans les murs du Flagey, du théâtre Marni et de l'espace Lumen à Ixelles. Un premier rendez-vous qui a connu un grand succès de foule.

Le Comité organisateur, qui réunit le Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse, le Délégué général aux droits de l'enfant, la Coordination des ONG pour les droits de l'enfant (CODE) et Bruxelles Accueil et Développement pour la Jeunesse et l'Enfance (Badje) souhaite que cette manifestation soit une nouvelle occasion de faire découvrir la Convention internationale des droits de l'enfant au plus grand nombre au travers d'activités ludiques et récréatives, de spectacles (tous arts confondus : musique, cinéma, slam, graff, théâtre, cirque...) et d'animations spécifiques (dans un village associatif).

Mais la fête des droits de l'enfant ne doit pas se réduire à un seul événement ponctuel et parfois géographiquement et économiquement inaccessible pour certains publics. C'est pourquoi les organisateurs ont aussi créé un « label Zéro>18 » qui peut être octroyé à toutes les manifestations organisées en Wallonie et à Bruxelles dans l'optique d'une sensibilisation aux droits de l'enfant en répondant simplement à quelques critères spécifiques définis sur le site du festival www.zero18.be.

Un compte-rendu en images de la première édition du festival se trouve posté sur le blog vidéo du Délégué général aux droits de l'enfant.³⁴



34/ <http://www.enlignedirecte.be/?s=zero&x=0&y=0>

LES 20 ANS DE L'INSTITUTION

Le Délégué général sort les gens du voyage de l'ombre

Dans le cadre du vingtième anniversaire de notre institution, nous avons pris l'initiative de soutenir différentes manifestations en lien avec les droits de l'enfant. Parmi elles, le spectacle de marionnettes intitulé « *Ombres nomades* » qui traite plus spécifiquement des conditions de vie des gens, des enfants du voyage. Les situations, parfois très délicates et inconfortables, vécues par ces personnes qu'une actualité, souvent tragique ou inquiétante, rappelle à notre souvenir régulièrement en Belgique et ailleurs, les conditions de vie détestables rencontrées par certains gitans, certaines familles Roms occupent régulièrement notre institution.

L'idée de pouvoir faire de la sensibilisation sur un sujet trop souvent caricaturé par les médias de masse a porté notre attention sur le travail original réalisé par l'Atelier Guy Ness. Les droits des enfants dans les « familles du voyage » sont, sans doute plus que les autres, méconnus ou bafoués. La Convention internationale des droits de l'enfant, ratifiée par la plupart des pays du monde dont le nôtre, garantit pourtant le droit des enfants issus des minorités (article 30) et que « toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs », soient prises dans l'intérêt supérieur de l'enfant (article 3).

Inspirée de faits réels et écrite en collaboration étroite avec le Centre de Médiation des gens du voyage, l'histoire de Polito, de Nina et de Mandino soulève de nombreuses questions sur « l'autre », celles et ceux qui ne vivent pas comme nous et parfois nous dérangent dans nos certitudes, nos habitudes, voire nous inquiètent. Conçue dans une perspective d'éducation permanente, chaque représentation est indissociable d'un débat avec le public (à partir de dix ans) après le spectacle (dont la durée totale, animation incluse, est d'environ une heure trente).

Le Délégué général s'est donc associé au lancement d'une tournée « Ombres nomades » dans la Fédération Wallonie-Bruxelles en finançant trois dates de représentation (une à Bruxelles, deux en Wallonie – Saint-Gilles, Charleroi, Tournai). Cette association engageait un partenariat prévoyant, notamment, une journée de formation aux comédiennes de telle manière à ce qu'elles puissent inclure la dimension « droits de l'enfant » dans les animations qui suivent les représentations du spectacle ; la promotion des différentes dates (dont deux avant l'été à l'époque où les gens du voyage se mettent en route) via le réseau médias et professionnels de l'enfance et de la jeunesse de notre institution ; et une présence de l'institution lors des trois dates sur lesquelles nous avons collaboré.

Pour soutenir le lancement de cette campagne, un reportage sur « Ombres nomades » a été réalisé et diffusé par le blog vidéo www.enlignedirecte.be.¹³⁵

Le Délégué général touché en plein cœur !

Nous avons choisi le spectacle « *Zahori en plein cœur !* » de Raphy Rafaël pour fêter les 20 ans de l'institution car c'est un exemple du travail qui peut se réaliser dans un esprit de solidarité, de participation, de convivialité, de générosité, d'humanité et donc d'intégration. C'est aussi un projet créateur de lien et d'ouverture, des valeurs fondamentales au centre des préoccupations de la Convention internationale des droits de l'enfant.

La particularité de ce spectacle est, en effet, de se monter avec un chœur formé d'enfants et d'adultes issus du lieu où il se réalise. Les thèmes abordés sont ceux de la vie de tous les jours avec un souci permanent d'ouverture sur le monde et les autres cultures mais aussi de mixité sociale, culturelle et générationnelle. Il inclut de manière symbolique les préceptes et l'esprit de la Convention internationale des droits de l'enfant. Autour de Raphy Rafaël et de son équipe artistique, il s'agit de donner le meilleur de soi pour créer et vivre ensemble un événement « hors du commun ». La chanson et la musique sont au travers de cette aventure humaine des outils facteurs d'équilibre, d'autonomie, de cohésion et d'intégration sociale, d'éducation non formelle autant que de citoyenneté.



Les publics visés pour constituer les chœurs de chaque lieu preneur sont prioritairement issus des écoles primaires, secondaires, de l'enseignement spécial, les services d'aide en milieu Ouvert (AMO), les écoles de devoirs, auxquelles peuvent s'ajouter suivant les endroits et les énergies locales, des groupes d'adultes provenant de CPAS, du Plan de Cohésion Sociale, des académies de musique...

Cette tournée (dont la préparation pour chaque lieu nécessite quatre à cinq mois de travail en amont) s'est déroulée de fin avril à novembre 2012 pour se terminer en point d'orgue le 25 novembre, au Flagey, lors du Festival Zéro-18, la fête annuelle des droits de l'enfant organisée par la Fédération Wallonie-Bruxelles comme évoqué ci-dessus.

En plus de cette tournée, un clip vidéo de la chanson « A moitié espagnol – Nouvel Hymne international Belge »³⁶ a été tourné. Ce sont deux classes de quatrième primaire avec leurs enseignants et directrice de l'Institut Saint Thomas de Bruxelles Ville qui ont accepté de jouer le jeu. Enfin, pour parfaire le projet, une chanson a été écrite sur le thème des droits de l'enfant avec trois classes de 3^e et 4^e primaire de l'École communale du Parc Astrid à Namur. Chanson qui sera aussi présentée et interprétée lors du concert final du 25 novembre.

Joyeux anniversaire Monsieur le Délégué général !

On n'a pas tous les jours 20 ans

L'institution du Délégué général de la Fédération Wallonie-Bruxelles aux droits de l'enfant est actuellement régie par un décret du 20 juin 2002 (modifié par le décret du 7 décembre 2007) et un arrêté du 19 décembre 2002. Mais l'idée d'installer un médiateur, un ombudsman voire un commissaire aux droits de l'enfant avait germé depuis plus longtemps dans ce que l'on appelait encore à l'époque la Communauté française de Belgique. Après plusieurs années de réflexion et discussions, notamment politiques, « *c'est finalement le Décret du 4 mars 1991 qui énonce à son article 1 et dans son exposé des motifs que le Gouvernement délègue une personne pour veiller à la sauvegarde des droits et des intérêts de tous les enfants et de tous les jeunes. L'objectif est d'améliorer la reconnaissance de l'enfant et du jeune comme sujets de droits capables d'assumer des responsabilités et des devoirs. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juillet 1991 institue le Délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse.* »³⁷ Le premier, notre prédécesseur Claude Lelièvre, fut nommé le 1^{er} novembre de la même année. L'actualité tragique de l'époque qui a suivi, avec la mise au jour de l'affaire Dutroux, a provoqué une médiatisation importante de la fonction du Délégué général dont l'action est désormais connue de tous en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Après la Convention internationale des droits de l'enfant, c'était donc au tour de notre institution de fêter ses 20 ans, puisque l'action du tout premier défenseur des enfants francophones de Belgique a réellement pris corps au cours de l'année 1992. Pour marquer cet anniversaire, et plutôt que d'organiser un événement « one shot » qui n'aurait pas permis au plus grand nombre d'y participer, nous avons préféré ponctuer l'année 2012 de « moments » de mise à l'honneur de l'enfance et de la jeunesse dans différents domaines et sur différents supports : en créant un label « 20 ans du Délégué général aux droits de l'enfant » qui estampillerait tous les événements et documents liés à cet anniversaire ; par exemple les rapports thématiques, publiés en dehors du rapport annuel d'activité, sur les mineurs mal accompagnés et la mise en isolement des mineurs pour ce qui est de la partie plus académique des activités de notre institution.

Mais les droits de l'enfant ce ne sont pas que des textes ou de la théorie, c'est une attitude que l'on se doit de promouvoir dans tous les secteurs de la vie en société. La culture et les loisirs font partie intégrantes des droits des jeunes. Nous avons donc voulu nous associer à des créateurs de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour faire rimer les droits de l'enfant avec le divertissement intelligent.

Cette étape symbolique a aussi été l'occasion d'organiser, avec l'asbl RTA et enlignedirecte.be, un concours d'œuvres vidéo pour mettre en valeur les actions et les projets positifs, constructifs des jeunes de Wallonie et de Bruxelles en même temps que leurs talents de vidéastes. Toutes les explications sur cette compétition et ses résultats se trouvent sur le site Internet d'enligne directe³⁸ où vous pourrez également voir les meilleures productions qui nous sont parvenues.

Enfin, pour laisser une trace écrite de ce moment particulier de la vie de l'institution, nous avons interpellé des hommes et des femmes mais aussi des enfants de notre Fédération, célèbres et anonymes, issus des mondes politique, économique, culturel et de la société civile pour qu'ils nous disent à quoi peut servir, selon eux, le Délégué général aux droits de l'enfant à notre époque. Leurs textes sont compilés dans un ouvrage à paraître avant la fin de l'année 2012.



36/ <http://www.raphy-rafael.com/comme-la-moitie-de-la-belgique-p3/>

37/ In « *Défendre l'enfant* », rapport annuel du Délégué général aux droits de l'enfant, Editions Luc Pire, Collection Document, p. 19

38/ <http://www.enlignedirecte.be/?s=concours&x=0&y=0>

LE BUS DES DROITS DE L'ENFANT

En 2009, le Délégué général a fait l'acquisition d'un bus articulé de 18 mètres destiné à sillonner le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. L'objectif est de pouvoir organiser, de manière décentralisée, des séances d'information, de formation et de sensibilisation pour des publics jeunes ainsi que des professionnels de la jeunesse (professeurs, éducateurs, travailleurs sociaux...). Il est aussi prévu qu'il soit mis à la disposition d'associations ou services qui souhaitent utiliser cet outil original à l'occasion d'événements qu'ils organisent, en lien avec les droits de l'enfant.

Cette année encore, le bus a été mis à la disposition du collectif qui organise la campagne « Marguerite » sur plusieurs marchés bruxellois³⁹. Il a aussi été présent sur les mêmes marchés dans le cadre de la campagne de sensibilisation à la gratuité des soins dentaires pour les enfants⁴⁰.

Outre ces deux campagnes, le bus a également été présent :

- A Molenbeek et à Etterbeek, dans le cadre de la semaine de la démocratie locale ;
- A Leuze-en-Hainaut, pour des animations dans le cadre de l'exposition « A moi ! Les limites de ma liberté » au centre culturel ;
- A Wanze, pour des animations au bénéfice d'écoles primaires ;
- A Ixelles, Place Flagey, dans le cadre du Festival ZERO>18 ;
- Au Festival des Libertés à Bruxelles ;
- Au Festival Mimouna à Schaerbeek ;
- A Saint-Gilles, pour différentes animations au bénéfice d'enfants de plusieurs écoles primaires ;
- A Dinant, pour des animations dans le cadre de l'exposition « A moi ! Les limites de ma liberté » au centre culturel ;
- A Ixelles, dans le cadre de la Chaine contre le racisme ;
- Dans le parc du Cinquantenaire à Bruxelles dans le cadre de la fête des 20 du décret relatif à l'aide à la jeunesse, organisée par le CAAJ de Bruxelles ;
- A Charleroi, dans le cadre de la manifestation « WE must act ! – de l'indignation à l'action » ;
- A Hastière, dans le cadre de la 10^{ème} édition de la fête des enfants organisée par le Centre culturel et le conseil des enfants ;
- A Sprimont, dans le cadre d'une action menée par le Fifty One International ;
- A Uccle et Ixelles dans le cadre de la Journée mondiale de prévention du suicide, organisé par le Centre de prévention du suicide ;
- A Libramont dans le cadre d'une manifestation sur l'image des jeunes, organisée par l'AMO Média Jeunes ;
- A Bruxelles, Place du Luxembourg, dans le cadre de la campagne « Parce que je suis une fille » organisée par Plan International.

39/ Voir page 20

40/ Voir page 67







TRAVAIL EN RÉSEAU ET RELATIONS INTERNATIONALES

COMITÉ D'ACCOMPAGNEMENT RELATIF AUX SERVICES D'ACCUEIL TÉLÉPHONIQUE DES ENFANTS

Le décret du 12 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'accueil téléphonique des enfants a instauré un Comité d'accompagnement dont est notamment membre le Délégué général.

Ce Comité d'accompagnement est un organe de réflexion, d'orientation et d'évaluation chargé de remettre des avis, des conseils et des propositions sur le plan d'action et les travaux du service.

Dans le cadre du renforcement du plan de lutte contre la maltraitance initiée par la Ministre de l'aide à la jeunesse, il a été décidé de créer une ligne téléphonique dédiée au signalement des situations de maltraitance afin non pas de pointer les abuseurs, mais de mettre à disposition une aide appropriée le plus vite possible à ceux qui le souhaitent.

Le service Ecoute-Enfants 103 qui est déjà régulièrement interrogé sur cette problématique tant par les enfants que par les adultes (professionnels ou non), est apparu, assez naturellement, comme le numéro auquel les particuliers pouvaient s'adresser en cas de maltraitance.

A cet effet deux emplois supplémentaires ont été financés pour renforcer le 103 et des formations spécifiques à la question de la maltraitance ont été organisées à l'attention de l'ensemble des écoutants du service 103.

Un subside a également été accordé afin de relancer la promotion du 103 grâce à l'impression d'affiches et d'autocollants. Le numéro 103 sera aussi renseigné dans tous les journaux de classe à la prochaine rentrée scolaire.

COMITÉ CONSULTATIF DU DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL AUX DROITS DE L'ENFANT

Comme indiqué dans nos précédents rapports, nous avons voulu éviter d'être en proie au syndrome de la tour d'ivoire et susciter une remise en question régulière de notre travail. C'est dans cet esprit qu'a été constitué un Comité consultatif, composé d'acteurs représentatifs des différents secteurs d'activité travaillant de près ou de loin sur les questions qui nous concernent et visant à donner une crédibilité à l'institution et à permettre des réflexions plus générales sur certaines problématiques, mais aussi plus pointues sur des thématiques spécifiques.

Ce Comité a été créé en 2008 et s'est étoffé depuis l'année passée. En effet, sont venus le rejoindre :

- Séverine Acerbis, Directrice de Badje asbl ;
- Hugues Delforge, Collaborateur scientifique au Centre de sociologie de l'Education de l'ULB ;
- Benoît Feyt, Journaliste au Centre d'action laïque ;
- Patou Macaux, Comédienne à la Compagnie du Campus ;
- Eric Mangez, Docteur en sociologie à l'UCL ;
- Isabelle Plumet, Directrice du COO de NOH ;
- André Réa, Professeur à l'Institut de sociologie de l'ULB.

Le Comité s'est réuni à trois reprises durant cette année d'exercice. Au cours de ces réunions, nous avons notamment eu l'occasion d'aborder les projets du Délégué général : le rapport du Délégué général relatif aux « mineurs mal accompagnés : donner la parole aux jeunes », les 20 ans de l'institution du Délégué général, le projet « nouvelle école », la diminution de l'âge pour les amendes administratives, les rapports relatifs à l'enfermement des mineurs délinquants, le projet du Délégué général relatif aux effets du dessaisissement sur les jeunes ayant commis des faits qualifiés infractions durant leur minorité, la prise en charge des familles Roms, la promotion des droits de l'enfant, la prévention générale...

COMITÉ DE CONCERTATION ENTRE LES MAGISTRATS DE LA JEUNESSE, LES CONSEILLERS ET DIRECTEURS DE L'AIDE À LA JEUNESSE, L'ADMINISTRATION ET LES SERVICES

Le Comité de concertation a pour mission d'assurer la concertation et la collaboration entre les autorités mandantes et l'ensemble des services du secteur de l'aide à la jeunesse. Il se réunit au moins trois fois par an.

Ce Comité réunit la Direction générale de l'aide à la jeunesse, l'Union francophone des Magistrats de la jeunesse, des représentants du Collège des procureurs généraux, des représentants des Cours d'appel, les directeurs des IPPJ et du centre fédéral fermé de Saint-Hubert, l'Union des conseillers et directeurs de l'aide à la jeunesse, l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse, le Ministre de l'aide à la jeunesse, le Service public fédéral justice, le Ministre de la justice, le Ministre de la Communauté germanophone ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions et le Délégué général aux droits de l'enfant.

Durant l'année 2011-2012, le Comité de concertation s'est réuni à quatre reprises et a abordé plusieurs thèmes tels que la communautarisation de la loi du 8 avril 1965, le bilan de la mise en œuvre des SAMIO (Sections d'Accompagnement de Mobilisation Intensifs et d'Observation), le centre fédéral fermé de Saint-Hubert, l'harmonisation des pratiques des services de l'aide à la jeunesse et des services de protection judiciaire, les demandes d'admission en section d'accueil des IPPJ, les demandes d'admission en CAU, les demandes des coordonnées d'une famille d'accueil pendant une admission en CAU, les résultats du groupe de travail « Admissions », les jugements avant dire droit, le port du voile dans le secteur de l'aide à la jeunesse, les relations entre les Juges de la jeunesse et les responsables de structures infanto-juvéniles, le renouvellement de l'article 38, §3 du décret, l'ordonnance concernant les allocations forfaitaires au profit des jeunes placés en institution...

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AIDE À LA JEUNESSE

Le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse a institué un Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, organe de réflexion qui a une compétence générale pour émettre des avis, même d'initiative, des avis et propositions sur toutes matières intéressant tant l'aide à la jeunesse que la protection de la jeunesse, en ce compris l'aide aux enfants victimes de maltraitance.

Le Délégué général est membre de ce Conseil avec voix consultative.

Durant l'année d'exercice 2011-2012, le Conseil communautaire a publié un rapport sur la situation de la protection et de l'aide à la jeunesse en Communauté française, conformément à l'article 27, §2, 4° du décret du 4 mars 1991. Ce rapport est disponible sur le site du Conseil communautaire.⁴¹

Le Conseil communautaire a également rendu des avis sur différentes matières : la nature des sanctions à prévoir à l'encontre des institutions, des services et des personnes auxquels s'applique le décret du 4 mars 1991 lorsque ceux-ci ne respectent pas les dispositions du titre de ce décret relatif aux droits des jeunes, sur les procédures d'engagement des poursuites et les recours dont ils disposent (article 27 2° c)) (à la suite de l'interpellation du CCAJ par le Délégué général) et la modification du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Concernant, la réforme du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, le Délégué général a remis un avis au Conseil communautaire ainsi qu'aux autorités compétentes sur la question de la prévention et de son application dans le cadre de la réforme des Conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse (CAAJ).

Dans cet avis, le Délégué général suggère notamment que la définition de prévention générale couvre à l'avenir l'ensemble des secteurs éducatifs et culturels de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Le concept de prévention générale constituerait alors le ciment d'une alliance forte entre tous les acteurs de la Fédération qui ouvrirait la voie à un travail coordonné dans l'intérêt supérieur des enfants et des jeunes (article 3 de la Convention).

Ainsi dotés d'une idéologie et d'une philosophie d'actions communes, les différents secteurs de la Fédération pourront développer des actions concrètes communes en faisant jouer pleinement leurs synergies, complémentarités et transversalités, ainsi également ils pourront envisager des collaborations respectueuses de leur public avec d'autres acteurs issus d'autres pouvoirs politiques et qui s'adressent également aux enfants et aux jeunes de la Fédération (dispositifs locaux de prévention et de cohésion sociale, dispositifs régionaux de personnes d'origine étrangère, CPAS, mission locale...).

41/ www.ccaj.cfwb.be

En outre, en adoptant une conception de la prévention générale qui attire l'attention sur les violences peu visibles qui frappent au quotidien certains groupes sociaux ou individus, les acteurs publics et associatifs verront confirmé un souci qui est le leur depuis toujours et qui figure dans les missions de plus d'un : l'auto-analyse de leurs pratiques institutionnelles et l'interpellation critique, notamment à propos des injustices structurelles que nos sociétés peuvent produire ou dont elles peuvent s'accommoder.

Le Délégué général a, à plusieurs reprises, indiqué son souhait qu'une éventuelle proposition de modification décrétable prévoie un élargissement des Conseils d'arrondissement à d'autres acteurs sur base du partage du concept de prévention générale. Une grosse lacune du décret est sans doute qu'il ne prévoyait pas les articulations entre les acteurs qui sont nécessaires voire incontournables pour mener à bien les missions de prévention dans un souci de complémentarité ou de suppléance.

Pour pallier cette lacune et permettre la mise en réseau des intervenants de la prévention éducative et sociale, il semble indispensable que les Conseils d'arrondissement puissent s'ouvrir régulièrement et à titre complet à d'autres acteurs y compris ceux qui dépendent d'autres pouvoirs politiques. La proposition de modification paraît opter pour un repli intrasectoriel. Le Délégué général soutient cette option : il est indiscutable qu'il manque un maillage fort entre les différents acteurs spécialisés de l'aide à la jeunesse. Des rencontres régulières entre services mandatés ou non mandatés au sein d'un même arrondissement permettraient sans aucun doute une affirmation et une consolidation de l'aide à la jeunesse et une meilleure prise en considération des situations individuelles et collectives auxquelles sont confrontés ces différents services. Mais cette option respectable ne peut se prendre au détriment de l'autre exigence rencontrée, vaille que vaille, par les CAAJ jusqu'à présent. Il est indispensable que les rencontres avec d'autres acteurs (CPAS, enseignement, culture, éducation permanente...) soient encouragées pour envisager les meilleures collaborations et limiter les jeux de concurrence et les dénis de responsabilités successifs des uns et des autres (fin du ping-pong institutionnel !).

Le Délégué général n'estime pas que cette deuxième mission ou fonction des CAAJ incombe à l'aide à la jeunesse. Il estime néanmoins que ce secteur, en pointe depuis de nombreuses années sur les questions de prévention, pourrait solliciter l'intérêt et la contribution des autres secteurs, y compris extérieurs à la Fédération, afin d'imaginer un dispositif de concertation permanent qui se donne des ambitions effectives au profit de la jeunesse.

L'enjeu est de taille et la Fédération Wallonie-Bruxelles, en charge des matières personnalisables, a une responsabilité majeure dans la mise en place des politiques publiques à destination des jeunes. Cette responsabilité peut se traduire par la création d'instruments favorables au décloisonnement et à la coordination des initiatives

culturelles ou éducatives en faveur des jeunes. Le cloisonnement sectoriel et le manque de connaissance des opérateurs entre eux, la démultiplication des dispositifs mis en place par les communes, les Régions et l'Etat fédéral, le manque de cohésion et de cohérence, la dispersion des moyens sont autant d'éléments qui plaident pour une réaffirmation des ambitions de la Fédération en la matière. Le débat sur la réforme des CAAJ paraît être une occasion favorable pour favoriser le développement d'initiatives transversales et mettre en place des passerelles avec les opérateurs de prévention et les acteurs des politiques locales quel que soit le niveau politique qui les organise, dans le respect de la liberté et de la capacité critique des acteurs engagés dans la lutte pour l'égalité et l'émancipation.

Cet avis est consultable, dans son intégralité, sur le site Internet du Délégué général.⁴²

COMITÉ DE PILOTAGE DE YAPAKA

Depuis le mois de janvier 2012, le Délégué général fait partie du Comité de pilotage de Yapaka (Coordination de l'aide aux victimes de maltraitances). Ce Comité de pilotage assure la conception et le suivi du programme de prévention de maltraitance et rassemble des délégués de chaque administration concernée, des experts, des personnes ressources et des professionnels de terrain.

De plus, selon les projets et les thèmes abordés, des associations spécialisées dans le domaine de la petite enfance ou autres professionnels (médecin, directeur de crèche, enseignant...) sont invités aux réunions du Comité de pilotage en vue d'alimenter la réflexion.

Ce Comité se réunit le 2^e et 4^e mercredi de chaque mois.

Différentes thématiques ont été abordées lors des réunions du Comité de pilotage telles qu'Internet et les réseaux sociaux, l'hyperactivité, les troubles de l'apprentissage, les phobies scolaires, la campagne « l'exemple, c'est nous », les familles recomposées, les familles monoparentales, l'hypersexualisation des enfants...

RECHERCHE NATIONALE DE DÉLINQUANCE JUVÉNILE AUTO-RAPPORTÉE

Une recherche relative à la délinquance juvénile auto-rapportée en Belgique est menée par la Vrije Universiteit Brussel (VUB) et l'Université libre de Bruxelles (ULB).

Le Délégué général continue à faire partie du Comité d'accompagnement de cette recherche. Elle devrait être publiée à la fin de l'année 2012.

42/ <http://www.dgde.cfwb.be/index.php?id=3830>

RECHERCHE SUR LES TRAJECTOIRES-TYPES ET LES LONGS PLACEMENTS DES JEUNES PLACÉS EN IPPJ ET AU CENTRE FÉDÉRAL FERMÉ

Le Centre de Recherches Criminologiques de l'ULB a été mandaté par la Ministre de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse pour mener une recherche sur les parcours des jeunes placés en IPPJ et au centre fédéral fermé de Saint-Hubert.

Ce projet s'inscrit dans la droite ligne des recommandations du rapport final de la table ronde organisée en 2010, par la Fondation Roi Baudouin, intitulée « Quelles priorités dans les réponses à la délinquance juvénile ? » et à laquelle le Délégué général avait participé.

La recherche s'est réalisée sur une année et comprend deux volets.

Le premier volet intitulé « trajectoires-types des jeunes placés en IPPJ/CFF » tend à objectiver, sur base d'entretiens biographiques, les trajectoires des jeunes placés en ayant une attention particulière pour les points de fracture et de fragilisation que révèlent ces parcours.

Le second volet, nommé « longs placements en IPPJ », tend à se focaliser sur les jeunes qui font l'objet d'un long placement au sein des institutions communautaires, par le biais de Focus group constitués d'acteurs de terrain.

Le Délégué général a été invité à faire partie du Comité d'accompagnement de cette recherche qui devrait être publiée dans le courant de l'année 2012.

COMITÉ DE SUIVI DU SERVICE D'AIDE AUX DÉTENUS ŒUVRANT DANS LA SECTION DES DESSAIS DU CENTRE FÉDÉRAL FERMÉ DE SAINT-HUBERT

Le Comité de suivi du service d'aide aux détenus œuvrant dans la section des dessais du centre fédéral fermé de Saint-Hubert rassemble des acteurs de divers horizons : des chercheurs académiques, l'INCC, le service droit des jeunes, le Délégué général, l'Observatoire International des Prisons (OIP)...

Le Comité de suivi se charge d'apporter un regard extérieur au service d'aide aux détenus en vue de prendre en charge les jeunes dessais le plus adéquatement possible.

RECHERCHE SUR LE THÈME « RADICALISATION ET NOUVEAUX MÉDIAS : MISE À L'ÉPREUVE D'UN MODÈLE INTÉGRÉ »

Dans le cadre du programme d'enquête « Société et avenir » du SPF Politique scientifique, le projet « Radicalisation et médias sociaux : un test d'un modèle intégré » a vu le jour le 1^{er} février 2012. Ce projet est mené par l'Université de Gand, l'Université Catholique de Louvain et la Haute Ecole de Gand.

L'objectif de cette recherche est de mieux comprendre l'influence des messages radicaux au sein des médias sociaux sur la formation des attitudes radicales et le processus de radicalisation. Par conséquent, il s'agira d'inclure l'influence de nouveaux médias sociaux dans la médiatisation des processus de radicalisation. Cette étude sera une combinaison de méthodes quantitative et qualitative et sera menée à Anvers et à Liège.

Le Délégué général a été invité à faire partie du Comité d'accompagnement de cette recherche.

PLATE-FORME « MINEURS EN EXIL »

Le Délégué général continue à prendre part aux sous-groupes de travail « MENA », « familles dans la migration » et « détention » de la plate-forme.

Dans le cadre du groupe de travail « détention », la plate-forme a effectué une évaluation des maisons de retour.

Dans le cadre du groupe de travail « MENA », les principaux points d'attention sont l'évolution de l'actualité des mineurs à l'hôtel, la création du COO de Sugny, le test d'âge... Un état des lieux de la protection des MENA a également été réalisé en collaboration avec le projet MENAMO.

Concernant le groupe de travail « familles dans la migration », une analyse critique du protocole de collaboration entre l'Office des étrangers et Fedasil concernant le trajet d'accompagnement des familles avec mineurs qui séjournent irrégulièrement sur le territoire et qui sont accueillies au sein des structures de Fedasil en vertu de l'arrêté royal du 24 juin 2004 a été menée.

FONDS HOUTMAN

L'institution a continué à participer cette année à différents Comités d'accompagnement mis en place par le Fonds Houtman dans le cadre d'appels à projets lancés les années précédentes. Ainsi en est-il notamment des Comités d'accompagnement sur les thèmes « Pauvreté-Enfance-Famille » et « Lutte contre la pauvreté et les situations de précarité », celui sur le thème « Ecole du bien-être pour un développement humain durable » ou

encore celui de la recherche évaluative des conditions de vie et des relations enfants-parents, plus particulièrement pour les enfants en bas âge (de 0 à 6 ans) dont la mère est incarcérée.

En outre, le Délégué général a également participé cette année au jury de sélection des prix d'encouragement du Fonds Houtman en faveur des enfants et des familles en difficulté. Trois prix d'encouragement ont été décernés :

- à l'asbl Le Creuset pour son travail sur la scolarisation d'enfants présentant une déficience intellectuelle et un trouble psychiatrique.
- A l'asbl ReMuA pour le travail «Des orchestres pour de meilleures notes - La pratique musicale collective utilisée comme levier contre le décrochage scolaire et la violence à l'école».
- à l'AMO Dynamo pour son action auprès des mineurs étrangers non accompagnés (MENA).

COMMISSION NATIONALE POUR LES DROITS DE L'ENFANT

Le Délégué général est membre avec voix consultative de la Commission (www.cnde.be).

Durant cette année, l'institution a notamment participé au Comité d'accompagnement de l'évaluation externe du fonctionnement de la Commission. En effet, à la mi-2010, les membres de la Commission avaient été interrogés sur leurs attentes initiales et actuelles à l'égard de la Commission. L'évaluation interne qui en avait suivi avait révélé plusieurs points d'amélioration. Le questionnement principal concernait la difficulté rencontrée par la Commission à concilier deux missions : d'une part, émanation des gouvernements, notamment dans le cadre du rapport périodique, d'autre part plateforme de concertation, qui implique la société civile et lui laisse faire entendre sa voix. Suite à cette évaluation interne, il avait été décidé de faire procéder à une évaluation externe, permettant une analyse scientifiquement étayée du fonctionnement et dégagant des propositions d'amélioration.

Cette évaluation externe a été menée de septembre 2011 à mars 2012. Le Délégué général était représenté dans le Comité d'accompagnement de cette évaluation et y a participé sous la forme d'une interview. Les résultats de cette évaluation ont été présentés lors d'une séance plénière en juin 2012. En termes de recommandations, elle pointe notamment trois conditions de succès (clarification des missions, professionnalisation de la méthodologie et intéressement des membres) et propose deux scénarios, soit un statut quo, soit la création d'instances complémentaires. A ce jour, les représentants des Gouvernements, seuls membres avec voix délibérative de la Commission, n'ont toujours pas communiqué sur les suites qu'ils comptent réserver à cette évaluation. Il est prévu qu'ils le fassent lors d'une séance plénière le 14 décembre 2012.

Le secrétariat de la Commission a également apporté son soutien technique aux membres avec voix consultative de la Commission et acteurs de la société civile, dont le Délégué général, qui ont interpellé les autorités politiques fédérales et des entités fédérées concernées au sujet de la ratification du nouveau protocole facultatif à la Convention internationale des droits de l'enfant instituant une procédure de plainte.

OBSERVATOIRE DE L'ENFANCE, DE LA JEUNESSE ET DE L'AIDE À LA JEUNESSE

Le Délégué général est membre du Comité d'accompagnement de l'Observatoire (<http://www.oejaj.cfwb.be/>).

Il fait également partie du Groupe permanent de suivi de la Convention internationale des droits de l'enfant institué au sein de l'Observatoire et dont les missions consistent en l'échange d'information et la concertation sur les initiatives et projets assurant la promotion et la mise en œuvre de la Convention, au niveau local ou international, la préparation de la contribution de la Communauté française à la rédaction du rapport quinquennal de la Belgique pour le Comité des droits de l'enfant, l'analyse et le suivi des recommandations du Comité des droits de l'enfant, notamment l'élaboration d'un plan communautaire d'action relatif aux droits de l'enfant, la préparation des travaux de la Commission nationale pour les droits de l'enfant et la prise en considération de la parole des enfants.

Cette année, le groupe permanent, s'est notamment penché sur les points suivants :

- finalisation et diffusion de la brochure « Child Friendly » relative aux observations finales du Comité des droits de l'enfant à la Belgique ;
- méthodologie pour le suivi du Plan Droits de l'enfant
- recherche sur la participation des enfants au suivi, à l'évaluation et à l'élaboration du Plan Droits de l'enfant ;
- appel à projets « budget participatif » à destination des Conseils communaux d'enfants et de jeunes ;
- formation des membres du groupe permanent. Le thème retenu concerne les indicateurs ;
- construction de politiques transversales à destination des enfants et des jeunes en Fédération Wallonie-Bruxelles et en Région wallonne ;
- recherche sur la place des travaux scolaires à domicile dans la vie des enfants.

COMITÉ D'ACCOMPAGNEMENT « ACCUEIL POUR TOUS »

Le projet « Accueil pour tous » est une recherche-action-formation subventionnée par la COCOF dans le cadre de l'Observatoire de l'enfant et qui a pour but de lutter contre la pauvreté et l'exclusion en renforçant l'ouverture des milieux d'accueil bruxellois de la petite enfance à toutes les familles. Le projet poursuit trois finalités :

- améliorer l'accessibilité des milieux d'accueil de la petite enfance aux familles en situation de précarité ;
- favoriser l'accueil et le bien-être de chaque enfant et de chaque famille, dans une optique de valorisation de la diversité ;
- renforcer la capacité des milieux d'accueil à inscrire leur politique d'accueil et leurs actions dans une logique d'inclusion sociale et de complémentarité sur le plan local.

Pour atteindre ce but, le projet entend capitaliser les acquis des milieux d'accueil pionniers, diffuser et partager leurs pratiques et accompagner les équipes qui souhaitent s'engager dans une démarche d'une plus grande ouverture à toutes les familles, vers un accueil plus accessible et plus en phase avec la diversité des besoins. Il vise donc, entre autres, la participation étroite de tous les acteurs de terrain, considérés comme des partenaires actifs, co-constructeurs du processus.

Le Comité d'accompagnement est composé de professionnels et experts de l'enfance, de l'accueil de l'enfance et du travail avec les familles précarisées, issus de champs d'action différents, afin de réunir une large variété de compétences et d'angles de vue.

COMMISSION « SOUTIEN À LA SCOLARITÉ POUR LES JEUNES PRÉSENTANT UN HANDICAP »

Le Délégué général participe depuis 2010 à la Commission mise en place dans le cadre du décret portant assentiment de l'accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne en matière de soutien à la scolarité pour les jeunes présentant un handicap. Cette Commission qui est chargée d'évaluer, sur les plans qualitatif et quantitatif, la politique de soutien à la scolarité en Région wallonne et de formuler des recommandations.

Dès sa création, la Commission a voulu souligner l'importance de produire des données utiles, de privilégier l'aspect qualitatif des données et de mettre à profit sa mission de remise d'avis, en vue d'assurer un accompagnement global de tous les élèves à besoins spécifiques. Pour être la plus précise possible, elle se compose de toutes les compétences disponibles, y compris des parents et des jeunes concernés. En effet, un accompagnement de qualité ne dépend pas uniquement de l'un ou l'autre acteur mais est à considérer dans un système qui reprend tous les acteurs, c'est-à-dire, l'élève, les professionnels ou non de l'accompagnement, la famille et l'ensemble des ressources dont chacun peut disposer. Loin d'être figé, ce système doit bouger dans le temps pour permettre la construction, la mise en œuvre et la réalisation d'un projet de vie.

Les rapports d'activité de la Commission sont transmis le 31 octobre de chaque année à la Ministre de l'enseignement obligatoire en Communauté française et à la Ministre de la santé en Région wallonne.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ

Le Conseil supérieur de l'enseignement spécialisé a pour mission d'organiser, en totale indépendance, une réflexion de fond et d'adresser des propositions de sa propre initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé.

Il s'agit de réfléchir sur l'évolution de l'enseignement spécialisé qui doit en permanence actualiser son approche du handicap, se renouveler et créer des synergies entre tous les acteurs concernés.

Outre sa participation aux réunions mensuelles du CSES, le Délégué général est engagé dans les travaux de deux groupes internes au Conseil : la Commission mixte CSES – Conseil supérieur des CPMS et le groupe « Avenir de l'Enseignement spécialisé ».

GRUPE DE TRAVAIL « PSYCHIATRIE INFANTO-JUVENILE »

Ce groupe de travail est issu de la plate-forme pour la concertation mentale en Région de Bruxelles-Capitale. Les professionnels y participant sont principalement issus du secteur de la santé mentale, mais également de la justice, de l'aide à la jeunesse et du secteur du handicap.

Ce groupe effectue un travail global de réflexion sur des situations très problématiques examinées en concertation avec les différents intervenants potentiels. Il y est inclus un sous-groupe dédié plus spécifiquement à l'analyse de l'offre de prise en charge des jeunes atteints d'autisme et à l'élaboration de recommandations.

UN JARDIN POUR TOUS

L'AWIPH et la Direction générale de l'aide à la jeunesse ont finalisé en janvier 2011 un protocole de collaboration entre leurs 2 administrations. Cet accord a deux objectifs :

- favoriser la complémentarité entre les 2 secteurs, dans l'intérêt des jeunes et de leur famille ;
- créer un partenariat pour toutes les questions concernant les enfants en situation de handicap et leur famille afin d'optimiser la prise en compte des besoins de ces jeunes qui relèvent des deux secteurs tout en évitant une multiplication des interventions de part et d'autre avec la finalité de favoriser au maximum l'inclusion sociale de ces mineurs en danger ou en difficulté.

Cette collaboration touche plus spécifiquement certains secteurs répartis en différents groupes de travail intersectoriel. A ce dispositif, s'ajoute une cellule de réception des situations individuelles « dites insolubles » avec pour finalité d'apporter une réponse cohérente dans ce cadre en activant le réseau tout en faisant remonter les constats et les recommandations vers le Comité stratégique. En réfé-

rence à l'expression anglaise NIMBY (not in my backyard), cette cellule a été nommée « Un jardin pour tous ».

Il a été presque d'emblée décidé d'y intégrer le secteur de la Santé mentale et le Délégué général les a rejoints en mai 2012. Un premier rapport sera prochainement remis au Comité stratégique.

PLATE-FORME « RELAIS JEUNES PARENTS »

Soutenue par le CAAJ de Bruxelles, cette plateforme a comme objectif d'établir des passerelles et synergies, de façon à pouvoir mieux travailler dans une approche transversale avec des échanges de pratiques, de décloisonner et coordonner les initiatives en faveur des jeunes parents mais aussi de permettre des réflexions, conférences, échanges de bibliographies et présentations d'outils et d'ainsi renforcer les collaborations entre acteurs de secteurs complémentaires.

Le groupe compte une trentaine de participants du monde de l'aide à la jeunesse mais aussi des maisons d'accueils, CPAS, ONE, hôpitaux, SAJ, SPJ, plannings familiaux, Fédasil/MENA, etc. Les différentes réunions ont permis de lister une série de points qui feront l'objet de recommandations durant l'année 2013.

CHILD FOCUS

Nous avons évoqué plus haut les difficultés relationnelles avec Child Focus. Il n'en reste pas moins que le Délégué général a estimé utile de répondre favorable aux demandes de Child Focus de participer à certains à certains Comités d'accompagnement de projets spécifiques. Ainsi, l'institution participe aux travaux des Comités d'accompagnement « Safer Internet » et « Les enfants vulnérables et la sécurité en ligne ».

CONSEIL DE DÉONTOLOGIE JOURNALISTIQUE

L'institution du Délégué général, par la voie de son chargé de communication, est invitée à participer aux travaux du Conseil de déontologie journalistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ADOPTION

Le Délégué général est membre consultatif du Conseil supérieur de l'adoption (CoSA – www.cosa.cfwb.be). Dans le cadre de ces réunions, nous avons participé à l'élaboration de l'avis du 20 décembre 2011 relatif à l'adoption par des couples homosexuels et par des personnes célibataires ainsi qu'à l'avis du 15 juin 2011 relatif à l'adoption d'enfants grands.

CONSEIL SECTORIEL DE L'ACCUEIL FAMILIAL.

Le Délégué général, en tant que membre consultatif, participe aux réunions du Conseil sectoriel de l'accueil familial (CSAF) qui a notamment pour missions de donner des avis sur la cohérence et l'harmonisation du fonctionnement du dispositif de l'accueil familial, la programmation des besoins en la matière, les approches pédagogiques et déontologiques et les référentiels administratifs et légaux. Il veille également à la promotion de l'accueil familial. Dans ce cadre, le Conseil a examiné un projet intitulé « tout ce que vous avez voulu savoir sur le placement familial » concernant la promotion de l'accueil et a marqué son accord à l'unanimité pour soutenir ce projet. Il s'est également penché sur le vade-mecum du placement familial qui doit être agréé par l'administration de l'aide à la jeunesse. Enfin, le Conseil a finalisé des avis sur le statut des familles d'accueil ainsi que sur une proposition de modification de l'article 10 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

PARTENARIAT AVEC LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

Comme prévu dans le projet, « mise œuvre de la Loi portant protection de l'Enfant », en 2012, 3 partenaires congolais sont venus en Belgique pour des stages (d'un mois chacun), afin de contribuer au renforcement des capacités des acteurs politiques et de la société civile en faveur des droits de l'enfant en RDC.

Le directeur de la protection de l'enfance du Ministère de la justice et droits humains en RDC est venu en stage en Communauté française pour en apprendre plus sur le fonctionnement des IPPJ, des tribunaux de la jeunesse... Il est le responsable de la mise en place des tribunaux pour enfants en RDC conformément à la Loi portant protection de l'enfant. Dans le cadre de son stage, il a passé 3 jours avec le Délégué général.

A la mi-juin, dans le cadre de la journée internationale de l'enfant africain, une matinée de réflexion sur les enfants des rues a eu lieu au Parlement de la Communauté française. Durant cette matinée, la nécessité de créer un ombudsman des droits de l'enfant en République Démocratique du Congo a été soulignée par le Délégué général. Un projet de parrainage de la scolarisation de 95 enfants des rues durant un an a été présenté. Chaque député du Parlement parrainera un enfant.

PARTENARIAT AVEC LE DÉFENSEUR DES DROITS EN FRANCE

Le Délégué général a été contacté par la Défenseure des enfants, adjointe au Défenseur des droits en France pour porter ensemble un projet sur la problématique des mineurs étrangers non accompagnés, communément appelés en France mineurs isolés étrangers.

ENOC, RÉSEAU EUROPÉEN DES OMBUDSMANS DES ENFANTS

Dans notre précédent rapport d'activités nous mentionnions que l'institution du Délégué général avait été élue au poste de secrétaire du réseau lors de l'assemblée générale qui s'était tenue à Varsovie du 14 au 16 septembre 2011.

Pour rappel, le réseau européen des ombudsmans des enfants (European Network of Ombudspersons for Children : ENOC – www.ombudsmans.net) a été fondé en 1997, à l'initiative des pays nordiques, notamment la Norvège. Le Délégué général fait partie du réseau depuis sa création. Il est constitué d'institutions de défense des droits de l'enfant des différents pays en Europe, au sens des Etats membres du Conseil de l'Europe. Il est né de la volonté des ombudsmans de porter au niveau international, et plus particulièrement européen, la voix des enfants. ENOC travaille en étroite collaboration avec le Conseil de l'Europe, la Commission européenne et les Nations unies.

Les principaux objectifs du réseau ENOC sont :

- Encourager la mise en œuvre effective de la Convention internationale des droits de l'enfant ;
- Favoriser les échanges d'informations et de pratiques afin de renforcer les savoir-faire et capacités des ombudsmans ;
- Promouvoir la mise en place d'institutions indépendantes de défense des droits des enfants ;
- Stimuler au niveau mondial les contacts et l'entraide des Ombudsmans des enfants et de leurs réseaux.

ENOC entend aussi influencer sur les orientations des grandes organisations européennes et internationales telles que l'Union européenne, le Conseil de l'Europe et les Nations unies. Le réseau compte actuellement 42 membres issus de 34 Etats du Conseil de l'Europe dont 27 Etats membres de l'Union européenne.

Les critères d'adhésion sont relativement simples. Il convient que l'institution :

- soit établie par une loi qui garantit son indépendance
- aie pour mission de protéger et promouvoir les droits de l'enfant.
- ne soit pas limitée dans sa capacité d'organiser son propre programme et exerce des attributions substantielles et significatives telles que suggérées par les Principes de Paris et les Normes d'ENOC.
- comprenne une ou des personne(s) identifiable(s) dont la mission est exclusivement consacrée à la protection et à la promotion des droits des enfants.

Les institutions ne remplissant pas l'ensemble de ces critères peuvent rejoindre le réseau en qualité de membre associé (11 membres sur les 42).

Ils peuvent participer aux travaux d'ENOC mais pas à ses prises de position.

ENOC est doté d'un nouveau président chaque année pour un mandat d'un an non renouvelable.

ENOC est géré par un Bureau de cinq personnes, constitué du président sortant, du président en exercice, du président élu, du secrétaire et du trésorier du réseau. Le président nouvellement élu a notamment pour mission d'organiser la réunion annuelle ordinaire du réseau au cours de laquelle il entre effectivement en fonction.

Pratiquement, le réseau dispose d'un secrétariat établi dans les locaux du Conseil de l'Europe à Strasbourg. Il est financé par les cotisations des membres et, depuis 4 ans, par un co-financement de l'Union européenne dans le cadre du programme « Droits fondamentaux et citoyeneté ».

En 2011-2012, le bureau d'ENOC était composé de : Marek Michalak, Ombudsman des enfants de Pologne (Président), Patricia Lesley, Commissaire pour les enfants et les jeunes d'Irlande du Nord (présidente sortante), Leda Koursoumba, Commissaire pour les droits de l'enfant de Chypre (Présidente élue), Edita Ziobiene, Ombudsman des enfants de Lituanie (Trésorière) et Bernard De Vos, Délégué général aux droits de l'enfant de la Communauté française de Belgique (Secrétaire).

Forum d'échanges, le réseau permet aux différentes institutions de partager leurs expériences dans différents domaines relatifs aux droits de l'enfant.

Au fil des ans, le réseau a également émis des propositions et des recommandations aux institutions européennes afin d'améliorer l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant.

Ainsi, le réseau ENOC a pris position et donné son avis à travers des résolutions. Ces décisions sont élaborées par des groupes de travail composés de membres du réseau puis formellement adoptées lors des conférences annuelles.

Parmi les thématiques abordées, on peut citer :

- Les châtiments corporels (2001)
- L'enfance et la pression commerciale (2003)
- La justice juvénile (2003)
- Le droit des enfants à être entendus lors des décisions qui les concernent (2003)
- L'élimination de toute forme de violence vis-à-vis des enfants (2005)
- Le traitement des mineurs étrangers en Europe (2006)
- Les enfants porteurs d'un handicap (2007)
- La directive « retour » de l'Union Européenne concernant les enfants migrants (2008)
- Les enfants dans les conflits armés (2010)

En 2010, un projet d'envergure a été lancé par ENOC : la constitution du réseau ENYA.

L'objectif d'ENYA est d'assurer une participation significative et effective des jeunes, issus de focus groups ou de Comités consultatifs de jeunes attachés aux institutions, en leur donnant la parole sur des thèmes de discussions et en leur permettant d'être entendus à un niveau européen et de participer à l'élaboration de recommandations d'ENOC.

Suite à l'élection du Délégué général en qualité de secrétaire du réseau ENOC, notre institution a été amenée à participer de manière active à la gestion du réseau.

Ainsi nous nous sommes particulièrement investi dans le programme d'action annuel 2012 qui a été remis à la Commission européenne dans le cadre de la demande de subventions du programme « Droits fondamentaux et citoyeneté ». Celui-ci comprenait :

- un groupe de travail chargé de donner suite aux conclusions de l'étude réalisée en 2011 sur la situation des enfants en institution. L'objectif était, après avoir consulté les jeunes du réseau ENYA, d'élaborer une déclaration à soumettre aux membres lors de la réunion annuelle de 2012. Le Délégué général, membre du groupe de travail a travaillé à l'écriture d'un projet de déclaration qu'il a présenté lors de la réunion annuelle à Chypre en octobre 2012. Les réactions de certains membres sont encore attendues avant l'adoption formelle, cette année encore, de la déclaration.
- Un groupe de travail sur la délinquance juvénile. Il s'agit en fait d'un groupe de travail sur l'administration de la justice pour les mineurs qui a concentré ses travaux en 2012 sur cette question. Tout comme pour l'autre groupe de travail, l'objectif était, après la réalisation d'une enquête auprès des membres et une consultation des jeunes du réseau ENYA, d'élaborer une déclaration à soumettre aux membres lors de la réunion annuelle de 2012. Le Délégué général a participé à ce groupe de travail et à l'enquête. Le projet de déclaration, discuté lors de la réunion annuelle, sera adopté formellement dans les semaines à venir.
- La poursuite du travail du réseau ENYA. L'E-forum d'ENYA qui permet aux jeunes du réseau d'échanger, sous la modération de coordinateurs des institutions membres d'ENOC, a été réactivé. Les deux principales thématiques des discussions ont toutefois été déterminées par les préoccupations des membres d'ENOC, à savoir les jeunes en institution et la délinquance juvénile. A la suite des échanges sur l'E-Forum, un séminaire ENYA a été organisé à Varsovie à la fin du mois d'août 2012. 16 jeunes issus 8 pays membres d'ENOC ainsi que 8 coordinateurs ENYA ont participé à ce séminaire. Le Délégué général et un collaborateur ont participé aux travaux de ce séminaire.
- Un séminaire de formation sur l'utilisation des mécanismes internationaux des droits de l'homme en cas de violation persistante des droits de l'enfant. Il s'agit du premier séminaire de formation organisé par ENOC à l'attention des collaborateurs des ombudsmans. Il s'est tenu à La Haye en juin 2012 et a

rassemblé une quinzaine de participants. Il était consacré à la Cour européenne des droits de l'homme, à la Charte sociale européenne ainsi qu'au nouveau protocole facultatif à la Convention internationale des droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications. L'institution a participé à l'organisation du séminaire et y était présente.

La Conférence annuelle du réseau s'est tenue du 10 au 12 octobre 2012 à Nicosie, à l'invitation de la future présidente, la Commissaire des droits de l'enfant chypriote.

Le thème principal de la Conférence était « Délinquance juvénile – Justice adaptée aux enfants : structures et processus de prévention et d'intervention »⁴³.

Au cours de l'Assemblée générale qui s'est tenue dans le cadre de cette Conférence annuelle, le Délégué général a été élu futur président du réseau. Avec le soutien du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, il nous reviendra donc d'organiser la prochaine réunion annuelle qui aura lieu à l'automne 2013.

NOUVEAU PROTOCOLE FACULTATIF À LA CONVENTION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT INSTITUANT UNE PROCÉDURE DE PLAINTE

Dans notre rapport d'activités 2001-2012 (pp. 73 et 76), nous faisons état des travaux des Nations Unies pour élaborer un protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant instituant une procédure de plainte. Ce protocole a pour objectif de pallier à une des caractéristiques de la Convention relative aux droits de l'enfant qui était presque la seule convention des droits de l'Homme dépourvue d'une procédure de plainte internationale.

Avec différents autres acteurs des droits de l'enfant, le Délégué général avait élaboré un avis circonstancié sur cette question⁴⁴.

Ce protocole facultatif a été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 19 décembre 2011. Deux mois plus tard, le 28 février 2012, a eu lieu à Genève, l'ouverture à signature de ce nouveau protocole. La Belgique fait partie des 20 premiers pays signataires de ce nouveau protocole.

Au début du mois de mars 2012, avec le soutien technique du secrétariat de la Commission nationale pour les droits de l'enfant, différents membres avec voix consultative de la Commission et acteurs de la société civile, dont le Délégué général, ont écrit aux autorités politiques fédérales et des entités fédérées concernées, d'une part pour se réjouir de cette signature rapide, d'autre part pour les inviter à poursuivre leurs engagements afin de

43/ Le programme de la conférence est disponible à l'adresse : <http://crin.org/enoc/meetings/index.asp>

44/ http://www.dgde.cfwb.be/fileadmin/sites/dgde/upload/dgde_super_editor/dgde_editor/documents/avis_protocole_de_plainte_CIDE_25012011.pdf

permettre une ratification rapide du protocole par la Belgique.

Les signataires ont également tenu à insister sur deux points sur lesquels il importe que les autorités prennent les dispositions adéquates dans le cadre de la ratification du protocole.

D'une part, pour éviter que le protocole ne soit vide de sens, il est nécessaire de travailler dès à présent à un véritable accès à la justice pour les enfants dans notre droit interne et de prévoir pour les enfants le bénéfice d'une aide juridique légale effective et adéquate

D'autre part, il est évident que les enfants ont droit à une information dans un langage qui leur soit accessible et compréhensible. Les autorités se doivent dès lors de les informer, non seulement de leurs droits mais aussi des constatations et recommandations du Comité ainsi que des moyens de les faire respecter.

A ce jour, seul le Gouvernement flamand a adopté un avant-projet de décret portant approbation du protocole. Il importe dès lors que les autres niveaux de pouvoir des entités fédérées fassent de même afin que l'Etat fédéral puisse procéder à la ratification.

AOMF, ASSOCIATION DES OMBUDSMANS ET MÉDIATEURS DE LA FRANCOPHONIE

L'Association des ombudsmans et des médiateurs de la francophonie (AOMF)⁴⁵ a pour mission principale de promouvoir la connaissance du rôle de l'ombudsman et du médiateur dans la francophonie et d'encourager le développement des institutions indépendantes de médiation dans l'espace francophone.

En 2007, le Délégué général a intégré l'AOMF en qualité de membre votant.

Depuis quelques années, l'AOMF porte une attention accrue à la question des droits de l'enfant et notamment des institutions indépendantes chargées de la défense des droits de l'enfant.

L'AOMF a organisé en octobre 2012 à Tirana, une rencontre « Pour un renforcement des compétences des Médiateurs et Ombudsmans dans la protection des droits des enfants ». Le Délégué général y a été invité à présenter le rôle des ombudsmans dans la défense des droits de l'enfant.

A l'issue de la rencontre, l'AOMF a adopté une résolution sur les droits de l'enfant.⁴⁶



45/ <http://www.aomf-ombudsmans-francophonie.org/>

46/ http://www.aomf-ombudsmans-francophonie.org/actualites/communiqués_fr_000024_actu000065.html



PARTICIPATIONS PUBLIQUES

Partant du principe qu'il est important et réaliste de promouvoir des initiatives, des créations, des projets, des opérations en lien avec les principes et le contenu de la Convention internationale des droits de l'enfant que son institution n'aurait pas le temps ou les moyens (financiers, logistiques...) de développer, et pour montrer son soutien aux bonnes pratiques et aux pratiques innovantes en la matière, le Délégué général a participé à l'organisation, la mise en place et/ou aux débats d'événements en lien avec ses missions développés par différentes associations, organisations ou structures au cours de l'année écoulée. Voici, une liste, non exhaustive, de ces participations :

Septembre 2011

- Conférence de presse de lancement de la campagne 2011 de Cap 48 à Bruxelles ;
- Conférence sur les droits de l'enfant à Floreffe ;
- Conférence sur le thème « Lutter contre l'exclusion des jeunes », organisé par la Fondation P&V à Bruxelles ;
- Débat politique « Faut-il inscrire l'éducation à la vie affective et sexuelle dans les programmes scolaires » organisé par la Fédération laïque des centres de planning familial à Bruxelles.

Octobre 2011

- Conférence-débat « L'aide à la jeunesse en Communauté française, comment mieux accompagner les jeunes en difficultés ? » à Charleroi ;
- Colloque pour les 20 ans du décret relatif à l'aide à la jeunesse à Charleroi ;
- Vernissage de l'exposition « portraits de bénévoles » organisé par le service Arc-en-ciel à Mozet ;
- Vernissage de l'exposition « A moi ! les limites de ma liberté » au Centre culturel de Namur ;
- Jury « La parole aux enfants vivant dans la pauvreté », organisé par la Fondation Roi Baudouin à Bruxelles ;
- Participation au « Flash Day : fête des volontaires » des guides catholiques de Belgique à Bruxelles ;
- Journée d'étude sur l'orientation scolaire au Centre culturel de Woluwe-Saint-Pierre ;
- Groupe de réflexion sur les inégalités sociales dans l'enseignement officiel bruxellois à Bruxelles ;
- Première convention annuelle de la Plateforme européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale à Cracovie
- Conférence « Pratiquer la mixité sociale, pourquoi ? » au Salon de l'éducation à Namur ;
- Journée de réflexion « transversalité et adolescence » organisée par le CEDORES à Charleroi.

Novembre 2011

- Rencontre « espèce d'animateur », organisé par C-Paje à Charleroi ;
- Conférence sur les familles précaires et leur représentation de l'école à l'occasion d'une journée pédagogique à l'école Saint-Charles à Péruwelz ;
- 25 ans du Petit Château à Bruxelles ;
- Matinée sur le thème de la pauvreté, organisé avec « Le Pivot » au Parlement francophone bruxellois ;
- Colloque sur les concours de beauté pour enfants à Tournai ;
- Brunch Yapaka sur le thème « Jeu t'aime » à Bruxelles ;
- Journée d'étude « La participation des jeunes – un enjeu éducatif – quels outils pédagogiques ? » organisée par la Direction générale de l'aide à la jeunesse à Liège ;
- Journée d'étude « Dignité » à Nivelles ;
- Débat sur l'enfermement des jeunes au Festival des libertés à Bruxelles ;
- Conférence débat « Les influences sociales et culturelles de la reproduction des violences intra-familiales » à La Louvière ;
- Colloque sur les jeux dangereux à Liège ;
- Journée d'information de la Commission de coordination de l'aide aux enfants victimes de maltraitance à Quaregnon ;
- Débat « Ecole et emploi pour tous ? La parole aux jeunes » organisé notamment par le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté à Anvers ;
- Animations sur le thème de l'homosexualité et de l'homophobie dans le cadre du Festival « Pink Screen » à Bruxelles ;
- 6^e Forum européen des droits de l'enfant organisé par la Commission européenne à Bruxelles ;
- Présentation de l'étude « Trouble des conduites en contexte » organisée par le Conseil supérieur de la santé à Bruxelles ;
- Conférence consacrée au « Logement étudiant » à Bruxelles organisée au Parlement bruxellois ;
- Colloque « Sécurité et Internet » organisé par l'Université de Liège.

Décembre 2011

- Conférence débat sur l'engagement des jeunes à Bruxelles ;
- Formation de coordinateurs de maison de jeunes, organisé dans le cadre du Brevet d'aptitude à la coordination de projets d'organismes culturels et socioculturels à Namur ;
- Conférence organisée pour les 10 ans de la plateforme de l'aide à la jeunesse de Tournai ;
- Colloque organisé pour les 20 ans du secteur « Adoption » de l'ONE à Bruxelles.

Janvier 2012

- Conférence dans le cadre de l'exposition « A moi ! les limites de ma liberté » organisée par le Fifty One International à Sprimont ;
- « Eclairage public : Les pères » organisé par l'Action culturelle du centre culturel de Namur.

Février 2012

- Participation au Forum sur le défi démographique à Bruxelles ;
- Journée d'étude sur la relation jeunes et police organisé par le service du droit des jeunes et l'ULB à Bruxelles ;
- « L'enseignement face au défi de l'inégalité – les inégalités sociales à l'école » organisé par le CAL à Liège ;
- Séminaire pour les directions d'école sur le thème « La multiculturalité et les défis qu'elle lance aux responsables d'écoles » à Houffalize ;
- Conférence « Parents dépassés, enseignants déboussolés, éducateurs submergés, société en crise » organisée à Enghien ;
- Colloque « Ecole » organisé par la Fabrique de Soi à Tubize ;
- Colloque « La prévention du suicide : soins ou contrôle ? » organisé par le centre de prévention du suicide à Uccle ;
- Débats sur le thème « Généralisation des animations à l'EVRAS dans les écoles » organisés par Femme prévoyante socialiste à Mons et à Liège.



Mars 2012

- Débat sur le thème « Généralisation des animations à l'EVTRAS dans les écoles » organisé par Femme prévoyante socialiste à Bruxelles ;
- Exposition « Vis ma guerre et mon exil » organisée par la Croix rouge à Louvain-la-Neuve ;
- Carrefours de l'IFISAM « La complémentarité des modèles et l'articulation des interventions : une utopie créatrice ? » à La Hulpe ;
- « Richesse financières ou richesses des populations » organisé par le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté à Namur ;
- Forum sur les droits de l'enfant et la prévention en matière de jeunesse : « La prévention, à quoi bon ? » organisé par l'AMO Passages à Namur ;
- Présentation du projet « Ombres nomades » à Namur ;
- Journée d'étude « La culture a de la classe » organisée par la COCOF à Bruxelles.

Avril 2012

- Débat sur les questions d'adolescence à Ixelles ;
- Conférence « Les droits de l'enfant » organisée par le Fifty One International à Dinant ;
- Conférence-débat « Les sanctions disciplinaires au centre fédéral fermé de Saint-Hubert » organisé par le barreau de Mons à Mons ;
- Introduction au film « In my mother's arms » dans le cadre du Festival millenium à Bruxelles ;
- Remise du Prix Princesse Mathilde à Bruxelles ;
- Journée de clôture des Etats généraux de l'enfance 2012 au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles à Bruxelles ;
- Introduction au film « La mort de Danton » dans le cadre du Festival millenium à Bruxelles ;
- Emission réalisée par des étudiants sur Equinoxe FM à Liège ;
- Réunion de la Commission maltraitance de Bruxelles « Présentation d'une vignette clinique à l'attention d'intervenants des secteurs de l'enfance et de l'aide à la jeunesse » à Bruxelles ;
- 60^e anniversaire des Maisons de jeunes « les MJ s'imposent, les MJ s'exposent » à Mons

Mai 2012

- Tournage de « De Charybde en Scylla », documentaire sur les Roms en Serbie ;
- Rencontre « Enfants et familles précarisées » avec des étudiants de la Haute école provinciale du Hainaut Condorcet à Marcinelle ;
- Colloque « 1912-2012. Un siècle de modèle protectionnel : quelles nouvelles perspectives pour les mineurs délinquants ? » organisé par le CIDE à Louvain-la-Neuve ;
- Exposition « A moi ! les limites de ma liberté » organisée au Château d'Ham-sur-Heure ;
- Conférence-débat « Le passage à l'adolescence » dans le cadre des Soirées de la famille 2012 à Ixelles ;
- Colloque « Agir auprès des jeunes tiraillés culturellement : questions sur les pratiques quotidiennes des travailleurs de terrain » à Bruxelles ;
- Conférence-débat « L'école à l'hôpital et à domicile » à Woluwe-Saint-Pierre ;
- Colloque « Cap sur les 16-28 ans : quel accompagnement vers l'autonomie ? » organisé par CAP 48 à Bruxelles ;
- Colloque pour les 50 ans de la Maison familiale à Braine l'Alleud ;
- Colloque « Facebook » organisé par la Cité de l'enfance à Montigny le Tilleul ;
- Exposition « Gevaarlijk Jong » à l'initiative du Kinderrechtencommissariaat à Gand ;
- Cérémonie annuelle des tambours pour la paix et remise des prix de la Maison de la Poésie-Enfance à Bruxelles ;
- Conférence « Qu'est-ce que le Délégué général aux droits de l'enfant ? », organisé par le Lion's Club de Woluwe-Saint-Lambert ;
- Colloque « AMO.net » à Namur.

Juin 2012

- Débat « La sécurité et le respect au sein de la société » dans le cadre de la semaine de la sécurité intégrale à Bruxelles ;
- Rencontre sur « La coordination des travailleurs de Rue » organisée par le Relais social de Charleroi ;
- Journée internationale de l'enfant africain au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles à Bruxelles ;
- Conférence-débat dans le cadre de la Journée internationale de l'enfant africain à Liège ;
- Consultation « Guidance on Best Interests Determination for separated migrant children » organisée par le Haut Commissariat aux réfugiés à Bruxelles.





LES MOYENS MIS À LA DISPOSITION DU DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL

Aucune disposition décrétale ou réglementaire ne détermine les moyens mis à la disposition du Délégué général.

Tout au plus pouvons-nous mentionner que, dans l'avis du Conseil d'Etat sur le projet d'arrêté du 19 décembre 2002 relatif au Délégué général, celui-ci estime que « (...) Selon l'article 2 du décret du 20 juin 2002 précité, la fonction de Délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant est instituée auprès du Gouvernement de la Communauté française. Il s'ensuit que les crédits nécessaires à l'exercice de la mission du Délégué général et à la rémunération du personnel mis à sa disposition sont nécessairement inscrits au budget général des dépenses de la Communauté française, en vertu des articles 12 et suivants des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991. »

Depuis plusieurs années, nous avons interpellé le Gouvernement de la Communauté française concernant les moyens mis à notre disposition pour assurer sa mission de promotion des droits et intérêts de l'enfant, pour l'organisation d'actions d'information sur ces droits et intérêts et leur respect effectif.

Cette question a fait l'objet de contacts suivis avec les autorités politiques et l'administration et a abouti, dans le budget 2009 de la Communauté française, à la création d'un nouvel article budgétaire 01.01 dans la division organique 11, programme 3, activité 37 – Protection des droits de l'enfant, intitulé « dépenses de toute nature relative à la protection des droits de l'enfant ».

Le budget 2012 affecté à cet article était de 50.000 euros. Toutefois, lors de l'ajustement budgétaire, ce montant a été porté à 85.000 euros par compensation d'autres articles budgétaires relevant des compétences de certains Ministres du Gouvernement de la Communauté française, qui, par le passé, avaient subsidié des actions particulières menées par le Délégué général.

La justification de ce nouvel article budgétaire précise que ce crédit est destiné à couvrir les dépenses et subventions diverses allouées par le Délégué général à des associations ou organismes dans le cadre de la protection des droits de l'enfant.

Depuis le 29 mars 2012, un arrêté du Gouvernement de la Communauté française accorde délégation de signature au Délégué général aux droits de l'enfant qui s'exerce sur les crédits prévus à l'allocation de base 01.01.37 de la DO II du budget général des dépenses de la Communauté française ainsi que sur l'allocation de base 01.02.37 de la DO II (crédit variable).

Madame Caroline De Vos a été désignée comptable extraordinaire le 1^{er} juin 2012 et comptable ordinaire le 1^{er} juillet 2012.

Le Ministère a ouvert un compte (091-2111635-71) auprès de la banque Belfius pour les avances de fonds ainsi qu'un compte (091-2110545-48) pour des recettes éventuelles (ex : jetons de présence à des réunions, location du bus des droits de l'enfant...)

Auparavant, pour pallier cette situation, un compte bancaire spécifique avait été ouvert (310-1355065-61) par le Délégué général. Ce compte était donc destiné à recevoir aussi bien des dons de particuliers que de mécènes ou sponsors ainsi que des subsides pour des campagnes de sensibilisation. Il permettait notamment d'effectuer des dons à des opérations et/ou associations en faveur d'enfants, de payer des factures de graphistes, éditeurs lors de campagnes... Le 30 septembre 2011, le solde de ce compte était de 26.547,38 euros. 24.000 euros ont été transmis au comptable centralisateur des dépenses et recettes du service général des Finances du Ministère de la Communauté française sur l'allocation de base 01.02.37 de la DO II (crédit variable destiné à subventionner des actions en relation avec les droits de l'enfant).

Le 1^{er} octobre 2012, le solde de ce compte était de 3.418,63 euros.

Les livres de compte et les pièces comptables sont à disposition des membres du Gouvernement ou du Parlement.

Ce compte sera clôturé fin décembre 2012 suite à l'ouverture du compte Belfius par le Ministère de la Communauté française afin de pouvoir percevoir des recettes éventuelles.

Le service du Délégué général occupe actuellement le 5^e étage du bâtiment de la rue des Poissonniers 11-13 à 1000 Bruxelles. Ce bâtiment accueille également les services de la Médiatrice de la Communauté française et les Commissaires du Gouvernement de la Communauté française.

Au vu des charges et du loyer importants du bâtiment occupé par l'institution du Délégué général, le Ministre en charge de la fonction publique a souhaité que ces différents services déménagent.

Dans le courant de la semaine du 15 décembre, l'institution du Délégué général s'installera dans de tout nouveaux bâtiments moins onéreux situés rue de Birmingham 66 à 1080 Bruxelles. Ces nouveaux locaux restent faciles d'accès en transports en commun. En outre, l'aménagement a été conçu de manière à ce que les locaux puissent être investis, le cas échéant, par des jeunes collectivement.

L'Administration de l'infrastructure du Ministère de la Communauté française s'occupe de la gestion des locaux (loyer avec charges (chauffage, immondices...), matériel

téléphonique, matériel informatique, parking...).

La surface actuelle est partagée en 18 locaux dont 14 bureaux, une salle d'attente ainsi qu'une cuisine et une salle de réunions qui sert aussi de cafétéria. Un local est réservé aux archives. Les locaux sont reliés par un couloir de circulation interne.

La nouvelle surface occupera tout le 3^e étage et sera partagée en 19 locaux dont 15 bureaux, une salle d'attente, une cuisine, une cafétéria ainsi qu'une salle de réunions. Les locaux sont reliés par un couloir de circulation interne.

Suivant les nécessités, le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française met à notre disposition différentes salles de réunions de « l'Espace 27 Septembre ».

Afin d'harmoniser tous les sites Internet des services de la Communauté française, le programme Typo 3 a été fourni par le Ministère de la Communauté française et l'Etnic à tous les services possédant un site propre. Madame Caroline De Vos s'occupe de la maintenance du site Internet du Délégué général.

Le site Internet du Délégué général a pour adresse pour adresse : <http://www.dgde.cfwb.be>. L'institution du Délégué général possède également un courriel (dgde@cfwb.be).

Ce site présente une page d'accueil offrant quatre entrées différentes : enfants, ados, JADE (Jeunes acteurs des droits de l'enfant) et adultes. Ce site est à présent plus accessible aux jeunes et leur facilite la prise de contact directe avec le Délégué général ou son service.

Le site est hébergé sur le serveur de la Communauté française, grâce au soutien et à la collaboration du Secrétaire général et de l'Etnic.

Un véhicule est mis à la disposition du service du Délégué général aux droits de l'enfant par le Ministère de la Communauté française qui a contracté un leasing.

Tout le matériel de communication nécessaire au bon fonctionnement de l'institution (central téléphonique, GSM, Internet, fax, photocopieuse, balance électronique, système de rétribution différée et de levée à domicile du courrier...) est mis à la disposition par le Ministère de la Communauté française.

Au niveau informatique, dans le cadre du projet NEO2, depuis octobre 2011, chaque agent possède un pc fixe. Par ailleurs, 2 notebooks ont été attribués au service.

LE PERSONNEL MIS À LA DISPOSITION DU DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL

L'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2002 stipule que le Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions met à la disposition du Délégué général treize agents du personnel du Ministère de la Communauté française, à savoir :

- sept agents de niveau 1, dont au moins deux sont titulaires d'un diplôme de licencié en droit et deux sont titulaires d'un diplôme de licencié en criminologie ;
- deux agents de niveau 2 + ;
- deux agents de niveau 2 ;
- un agent de niveau 3 ;
- un agent de niveau 4.

A l'heure actuelle, le personnel mis à la disposition du Délégué général est composé de la manière suivante :

- Nancy Beublet, *secrétaire* ;
- Florence Brion, *criminologue* ;
- Sophie Croonen, *juriste* ;
- Caroline De Vos, *assistante administrative* ;
- Stephan Durviaux, *conseiller du Délégué général, criminologue* ;
- Gaëlle Hennebo, *assistante* ;
- Anaïs Morren, *éducatrice spécialisée et coordinatrice pédagogique* ;
- David Lallemand, *chargé de la Communication* ;
- Serge Léonard, *juriste-expert* ;
- Serge Theunis, *chauffeur-logisticien* ;
- Christelle Trifaux, *criminologue* ;
- Nathalie Van Cauwenberghe, *criminologue* ;
- Karin Van der Straeten, *infirmière pédiatrique*.





Le Délégué général
de la Communauté française
aux droits de l'enfant

Rue de Birmingham 66
1080 Bruxelles
dgde@cfwb.be
www.dgde.cfwb.be

